Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 129 del 13 maggio 1977

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Venerdì, 13 maggio 1977 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 6 aprile 1977, n. **184.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla protezione del patrimonio culturale e naturale mondiale, firmata a Parigi il 23 novembre 1972.

LEGGE 6 aprile 1977, n. **185.**

Ratifica delle convenzioni in materia di inquinamento da idrocarburi, con allegato, adottate a Bruxelles il 29 novembre 1969, e adesione alla convenzione istitutiva di un Fondo internazionale di indennizzo dei relativi danni, adottata a Bruxelles il 18 dicembre 1971, e loro esecuzione.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 6 aprile 1977, n. 184.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla protezione del patrimonio culturale e naturale mondiale, firmata a Parigi il 23 novembre 1972.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla protezione del patrimonio culturale e naturale mondiale, firmata a Parigi il 23 novembre 1972.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 33 della convenzione stessa.

Art. 3.

All'onere derivante dalla attuazione della presente legge nell'anno finanziario 1976 valutato in L. 18.500.000, si provvede mediante riduzione del fondo speciale di cui al capitolo 6856 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno medesimo.

All'onere relativo all'anno finanziario 1977, valutato in L. 35.000.000, si provvede mediante riduzione del corrispondente capitolo 6856 per l'esercizio 1977.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 6 aprile 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — PANDOLFI — STAMMATI — PEDINI — ANTONIOZZI

Visto, *il Guardasigilli:* BONIFACIO

CONVENTION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 17 octobre au 21 novembre 1972, en sa dix-septième session,

Constatant que le patrimoine culturel et le patrimoine naturel sont de plus en plus menacés de destruction non seulement par les causes traditionnelles de dégradation mais encore par l'évolution de la vie sociale et économique qui les aggrave par des phénomènes d'altération ou de destruction encore plus redoutables,

Considérant que la dégradation ou la disparition d'un bien du patrimoine culturel et naturel constitue un appauvrissement néfaste du patrimoine de tous les peuples du monde,

Considérant que la protection de ce patrimoine à l'échelon national reste souvent incomplète en raison de l'ampleur des moyens qu'elle nécessite et de l'insuffisance des ressources économiques, scientifiques et techniques du pays sur le territoire duquel se trouve le bien à sauvegarder,

Rappelant que l'Acte constitutif de l'Organisation prévoit qu'elle aidera au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir en veillant à la conservation et protection du patrimoine universel et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet,

Considérant que les conventions, recommandations et résolutions internationales existantes en faveur des biens culturels et naturels démontrent l'importance que présente, pour tous les peuples du monde, la sauvegarde de ces biens uniques et irremplaçables à quelque peuple qu'ils appartiennent,

Considérant que certains bien du patrimoine culturel et naturel présentent un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu'élément du patrimoine mondial de l'humanité tout entière,

Considérant que devant l'ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l'octroi d'une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l'Etat intéressé la complétera efficacement,

Considérant qu'il est indispensable d'adopter à cet effet de nouvelles dispositions conventionnelles établissant un système efficace de protection collective du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle organisé d'une façon permanente et selon des méthodes scientifiques et modernes,

Après avoir décidé lors de sa seizième session que cette question ferait l'objet d'une Convention internationale,

Adopte ce seizième jour de novembre 1972 la présente Convention.

I. — DEFINITIONS DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Article 1

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme « patrimoine culturel »:

— les monuments: œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

— les ensembles: groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

— les sites: œuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

Article 2

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme « patrimoine naturel »:

— les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,

— les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,

— les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

Article 3

Il appartient à chaque Etat partie à la présente Convention d'identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

II. — PROTECTION NATIONALE ET PROTECTION INTERNATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Article 4

Chacun des Etats parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe en premier chef. Il s'efforce d'agir à cet effet tant par son propre effort au maximum de ses ressources disponibles que, le cas échéant, au moyen de l'as-

sistance et de la coopération internationales dont il pourra bénéficier, notamment aux plans financier, artistique, scientifique et technique.

Article 5

Afin d'assurer une protection et une conservation aussi efficaces et une mise en valeur aussi active que possible du patrimoine culturel et naturel situé sur leur territoire et dans les conditions appropriées à chaque pays, les Etats parties à la présente Convention s'efforceront dans la mesure du possible:

a) d'adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel sans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes de planification générale;

b) d'instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas, un ou plusieurs services de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, dotés d'un personnel approprié, et disposant des moyens lui permettant d'accomplir les tâches qui lui incombent;

c) de développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d'intervention qui permettent à un Etat de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel;

d) de prendre les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation de ce patrimoine; et

e) de favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine.

Article 6

1. En respectant pleinement la souveraineté des Etats sur le territoire desquels est le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2, et sans préjudice des droits réels prévus par la législation nationale sur ledit patrimoine, les Etats parties à la présente Convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.

2. Les Etats parties s'engagent en conséquence, et conformément aux dispositions de la présente Convention, à apporter leur concours à l'identification, à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel visé aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 si l'Etat sur le territoire duquel il est situé le demande.

3. Chacun des Etats parties à la présente Convention s'engage à ne prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager directement ou indirectement le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 qui est situé sur le territoire d'autres Etats parties à cette Convention.

Article 7

Aux fins de la présente Convention, il faut entendre par protection internationale du patrimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération et d'assistance internationales visant à seconder les Etats parties à la Convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine.

III. — COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

Article 8

1. Il est institué auprès de l'Organisation de Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommé « le Comité du patrimoine mondial ». Il est composé de 15 Etats parties à la Convention, élus par les Etats parties à la Convention réunis en assemblée générale au cours de sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le nombre des Etats membres du Comité sera porté à 21 à compter de la session ordinaire de la Conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente Convention pour au moins 40 Etats.

2. L'élection des membres du Comité doit assurer une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde.

3. Assistent aux séances du Comité avec voix consultative un représentant du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), un représentant du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et un représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), auxquels peuvent s'ajouter, à la demande des Etats parties réunis en assemblée générale au cours des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des représentants d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales ayant des objectifs similaires.

Article 9

1. Les Etats membres du Comité du patrimoine mondial exercent leur mandat depuis la fin de la session ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de sa troisième session ordinaire subséquente.

2. Toutefois, le mandat d'un tiers des membres désignés lors de la première élection se terminera à la fin de la première session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus et le mandat d'un second tiers des membres désignés en même temps, se terminera à la fin de la deuxième session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus. Les noms de ces membres seront tirés au sort par le Président de la Conférence générale après la première élection.

3. Les Etats membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans le domaine du patrimoine culturel ou du patrimoine naturel.

Article 10

1. Le Comité du patrimoine mondial adopte son règlement intérieur.

2. Le Comité peut à tout moment inviter à ses réunions des organismes publics ou privés, ainsi que des personnes privées, pour les consulter sur des questions particulières.

3. Le Comité peut créer les organes consultatifs qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.

Article 11

1. Chacun des Etats parties à la présente Convention soumet, dans toute la mesure du possible, au Comité du patrimoine mondial un inventaire des biens du patrimoine culturel et naturel situés sur son territoire et susceptibles d'être inscrits sur la liste prévue au paragraphe 2 du présent article. Cet inventaire, qui n'est pas considéré comme exhaustif, doit comporter une documentation sur le lieu des biens en question et sur l'intérêt qu'ils présentent.

2. Sur la base des inventaires soumis par les Etats en exécution du paragraphe 1 ci-dessus, le Comité établit, met à jour et diffuse, sous le nom de « liste du patrimoine mondial », une liste des biens du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 de la présente Convention, qu'il considère comme ayant une valeur universelle exceptionnelle en application des critères qu'il aura établis. Une mise à jour de la liste doit être diffusée au moins tous les deux ans.

3. L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial ne peut se faire qu'avec le consentement de l'Etat intéressé. L'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs Etats ne préjuge en rien les droits des parties au différend.

4. Le Comité établit, met à jour et diffuse, chaque fois que les circonstances l'exigent, sous le nom de « liste du patrimoine mondial en péril », une liste des biens figurant sur la liste du patrimoine mondial pour la sauvegarde desquels de grands travaux sont nécessaires et pour lesquels une assistance a été demandée aux termes de la présente Convention. Cette liste contient une estimation du coût des opérations. Ne peuvent figurer sur cette liste que des biens du patrimoine culturel et naturel qui sont menacés de dangers graves et précis, tels que menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés, rapide développement urbain et touristique, destruction due à des changements d'utilisation ou de propriété de la terre, altérations profondes dues à une cause inconnue, abandon pour des raisons quelconques, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrain, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz de marée. Le Comité peut, à tout moment, en cas d'urgence, procéder à une nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial en péril et donner à cette inscription une diffusion immédiate.

5. Le Comité définit les critères sur la base desquels un bien du patrimoine culturel et naturel peut être inscrit dans l'une ou l'autre des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

6. Avant de refuser une demande d'inscription sur l'une des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article, le Comité consulte l'Etat partie sur le territoire duquel est situé le bien du patrimoine culturel ou naturel dont il s'agit.

7. Le Comité, avec l'accord des Etats intéressés, coordonne et encourage les études et les recherches nécessaires à la constitution des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

Article 12

Le fait qu'un bien du patrimoine culturel et naturel n'ait pas été inscrit sur l'une ou l'autre des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 ne saurait en aucune manière signifier qu'il n'a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l'inscription sur ces listes.

Article 13

1. Le Comité du patrimoine mondial reçoit et étudie les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats parties à la présente Convention en ce qui concerne les biens du patrimoine culturel et naturel situés sur leur territoire, qui figurent ou sont susceptibles de figurer sur les listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11. Ces demandes peuvent avoir pour objet la protection, la conservation, la mise en valeur ou la réanimation de ces biens.

2. Les demandes d'assistance internationale en application du paragraphe 1 du présent article peuvent aussi avoir pour objet l'identification de biens du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2, lorsque des recherches préliminaires ont permis d'établir que ces dernières méritaient d'être poursuivies.

3. Le Comité décide de la suite à donner à ces demandes, détermine, le cas échéant la nature et l'importance de son aide et autorise la conclusion, en son nom, des arrangements nécessaires avec le gouvernement intéressé.

4. Le Comité fixe un ordre de priorité pour ses interventions. Il le fait en tenant compte de l'importance respective des biens à sauvegarder pour le patrimoine mondial culturel et naturel, de la nécessité d'assurer l'assistance internationale aux biens les plus représentatifs de la nature ou du génie et de l'histoire des peuples du monde et de l'urgence des travaux à entreprendre, de l'importance des ressources des Etats sur le territoire desquels se trouvent le biens menacés et en particulier de la mesure dans laquelle ils pourraient assurer la sauvegarde de ces biens par leurs propres moyens.

5. Le Comité établit, met à jour et diffuse une liste des biens pour lesquels une assistance internationale a été fournie.

6. Le Comité décide de l'utilisation des ressources du Fonds créé aux termes de l'article 15 de la présente Convention. Il recherche les moyens d'en augmenter les ressources et prend toutes mesures utiles à cet effet.

7. Le Comité coopère avec les organisations internationales et nationales, gouvernementales et non gouvernementales, ayant des objectifs similaires à ceux de la présente Convention. Pour la mise en œuvre de ses programmes et l'exécution de ses projets, le Comité peut faire appel à ces organisations, en particulier au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et à l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), ainsi qu'à d'autres organismes publics ou privés et à des personnes privées.

8. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le quorum est constitué par la majorité des membres du Comité.

Article 14

1. Le Comité du patrimoine mondial est assisté par un secrétariat nommé par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, utilisant le plus possible les services du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), du Conseil international

des monuments et des sites (ICOMOS), et de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), dans les domaines de leurs compétences et de leurs possibilités respectives, prépare la documentation du Comité, l'ordre du jour de ses réunions et assure l'exécution de ses décisions.

IV. — FONDS POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

Article 15

1. Il est créé un fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommé « Le Fonds du patrimoine mondial ».

2. Le Fonds est constitué en fonds de dépôt, conformément aux dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par:

a) les contributions obligatoires et les contributions volontaires des Etats parties à la présente Convention;

b) les versements, dons ou legs que pourront faire:

i) d'autres Etats,

ii) l'Organisations des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les autres organisations du système des Nations Unies, notamment le Programme de développement des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales,

iii) des organismes publics ou privés ou des personnes privées;

c) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds;

d) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds et

e) toutes autres ressources autorisées par le règlement qu'élaborera le Comité du patrimoine mondial.

4. Les contributions au Fonds et les autres formes d'assistance fournies au Comité ne peuvent être affectées qu'aux fins définies par lui. Le Comité peut accepter des contributions ne devant être affectées qu'à un certain programme ou à un projet particulier, à la condition que la mise en œuvre de ce programme ou l'exécution de ce projet ait été décidée par le Comité. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique.

Article 16

1. Sans préjudice de toute contribution volontaire complémentaire, les Etats parties à la présente Convention s'engagent à verser régulièrement, tous les deux ans, au Fonds du patrimoine mondial des contributions dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les Etats, sera décidé par l'assemblée générale des Etats parties à la Convention, réunis au cours de sessions de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Cette décision de l'assemblée générale requiert la majorité des Etats parties présents et votants qui n'ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, la contribution obligatoire des

Etats parties à la Convention ne pourra dépasser 1% de sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Toutefois, tout Etat visé à l'article 31 ou à l'article 32 de la présente Convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

3. Un Etat partie à la Convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, peut à tout moment retirer ladite déclaration moyennant notification du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Toutefois, le retrait de la déclaration n'aura d'effet sur la contribution obligatoire due par cet Etat qu'à partir de la date de l'assemblée générale des Etats parties qui suivra.

4. Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d'une manière efficace, les contributions des Etats parties à la présente Convention, ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et ne devraient pas être inférieures aux contributions qu'ils auraient dû verser s'ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Tout Etat partie à la Convention qui est en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire en ce qui concerne l'année en cours et l'année civile qui l'a immédiatement précédée, n'est pas éligible au Comité du patrimoine mondial, cette disposition ne s'appliquant pas lors de la première élection. Le mandat d'un tel Etat qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l'article 8, paragraphe 1, de la présente Convention.

Article 17

Les Etats parties à la présente Convention envisagent ou favorisent la création de fondations ou d'associations nationales publiques et privées ayant pour but d'encourager les libéralités en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la présente Convention.

Article 18

Les Etats parties à la présente Convention prêtent leur concours aux campagnes internationales de collecte qui sont organisées au profit du Fonds du patrimoine mondial sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Ils facilitent les collectes faites à ces fins par des organismes mentionnés au paragraphe 3, article 15.

V. — CONDITIONS ET MODALITES DE L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

Article 19

Tout Etat partie à la présente Convention peut demander une assistance internationale en faveur de biens du patrimoine culturel ou naturel de valeur universelle exceptionnelle situés sur son territoire. Il doit joindre à sa demande les éléments d'information et les documents prévus à l'article 21 dont il dispose et dont le Comité a besoin pour prendre sa décision.

Article 20

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13, de l'alinéa *c*) de l'article 22, et de l'article 23, l'assistance internationale prévue par la présente Convention ne peut être accordée qu'à des biens du patrimoine culturel et naturel que le Comité du patrimoine mondial a décidé ou décide de faire figurer sur l'une des listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11.

Article 21

1. Le Comité du patrimoine mondial définit la procédure d'examen des demandes d'assistance internationale qu'il est appelé à fournir et précise notamment les éléments qui doivent figurer dans la demande, laquelle doit décrire l'opération envisagée, les travaux nécessaires, une estimation de leur coût, leur urgence et les raisons pour lesquelles les ressources de l'Etat demandeur ne lui permettent pas de faire face à la totalité de la dépense. Les demandes doivent, chaque fois que possible, s'appuyer sur l'avis d'experts.

2. En raison des travaux qu'il peut y avoir lieu d'entreprendre sans délai, les demandes fondées sur des calamités naturelles ou des catastrophes doivent être examinées d'urgence et en priorité par le Comité, qui doit disposer d'un fonds de réserve servant à de telles éventualités.

3. Avant de prendre une décision, le Comité procède aux études et aux consultations qu'il juge nécessaires.

Article 22

L'assistance accordée par le Comité du patrimoine mondial peut prendre les formes suivantes:

a) études sur les problèmes artistiques, scientifiques et techniques que posent la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation du patrimoine culturel et naturel, tel qu'il est défini aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 de la présente Convention;

b) mise à la disposition d'experts, de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée pour veiller à la bonne exécution du projet approuvé;

c) formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel;

d) fourniture de l'équipement que l'Etat intéressé ne possède pas ou n'est pas en mesure d'acquérir;

e) prêts à faible intérêt, sans intérêt, ou qui pourraient être remboursés à long terme;

f) octroi, dans des cas exceptionnels et spécialement motivés, de subventions non remboursables.

Article 23

Le Comité du patrimoine mondial peut également fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel.

Article 24

Une assistance internationale très importante ne peut être accordée qu'après une étude scientifique, économique et technique détaillée. Cette étude doit faire appel aux techniques les plus avancées de protection, de conservation, de mise en valeur et de réanimation du patrimoine culturel et naturel et correspondre aux objectifs de la présente Convention. L'étude doit aussi rechercher les moyens d'employer rationnellement les ressources disponibles dans l'Etat intéressé.

Article 25

Le financement des travaux nécessaires ne doit, en principe, incomber que partiellement à la communauté internationale. La participation de l'Etat qui bénéficie de l'assistance internationale doit constituer une part substantielle des ressources apportées à chaque programme ou projet, sauf si ses ressources ne le lui permettent pas.

Article 26

Le Comité du patrimoine mondial et l'Etat bénéficiaire définissent dans l'accord qu'ils concluent les conditions dans lesquelles sera exécuté un programme ou projet pour lequel est fournie une assistance internationale au titre de la présente Convention. Il incombe à l'Etat qui reçoit cette assistance internationale de continuer à protéger, conserver et mettre en valeur les biens ainsi sauvegardés, conformément aux conditions définies dans l'accord.

VI. — PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Article 27

1. Les Etats parties à la présente Convention s'efforcent par tous les moyens appropriés, notamment par des programmes d'éducation et d'information, de renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la Convention.

2. Ils s'engagent à informer largement le public des menaces qui pésent sur ce patrimoine et des activités entreprises en application de la présente Convention.

Article 28

Les Etats parties à la présente Convention qui reçoivent une assistance internationale en application de la Convention prennent les mesures nécessaires pour faire connaître l'importance des biens qui ont fait l'objet de cette assistance et le rôle que cette dernière a joué.

VII. — RAPPORTS

Article 29

1. Les Etats parties à la présente Convention indiquent dans les rapports qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la Convention, ainsi que l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

2. Ces rapports seront portés à la connaissance du Comité du patrimoine mondial.

3. Le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VIII. — CLAUSES FINALES

Article 30

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe, les cinq textes faisant également foi.

Article 31

1. La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 32

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 33

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 34

Les dispositions ci-après s'appliquent aux Etats parties à la présente Convention ayant un système constitutionnel fédératif ou non unitaire:

a) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont la mise en œuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs;

b) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, pays, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en vertu du système constitutionnel de la fédération tenus à prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des Etats, pays, provinces ou cantons.

Article 35

1. Chacun des Etats parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la Convention.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prendra effet 12 mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifiera en rien les obligations financières à assumer par l'Etat dénonciateur jusqu'à la date à laquelle le retrait prendra effet.

Article 36

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 32, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 31 et 32, de même que des dénonciations prévues à l'article 35.

Article 37

1. La présente Convention pourra être revisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties à la Convention portant révision.

2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente Convention et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision.

Article 38

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

FAIT à Paris, ce vingt-troisième jour de novembre 1972, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa dix-septième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 31 et 32 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa dix-septième session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le vingt et unième jour de novembre 1972.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-troisième jour de novembre 1972.

Le Président de la Conférence générale
TORU HAGUIWARA

Le Directeur général
RENÉ MAHEU

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE SULLA PROTEZIONE DEL PATRIMONIO CULTURALE E NATURALE MONDIALE

La conferenza generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura, riunitasi a Parigi dal 17 ottobre al 21 novembre 1972, nella sua diciassettesima sessione,

Constatando che il patrimonio culturale e quello naturale sono sempre più minacciati dalla distruzione provocata, non solo da cause tradizionali di degradazione, ma anche dall'evoluzione della vita sociale ed economica che aggravano la situazione con fenomeni di alterazione o di distruzione ancora più pericolosi,

Considerando che la degradazione o la sparizione di un bene del patrimonio culturale e naturale costituisce un impoverimento nefasto del patrimonio di tutti i popoli del mondo,

Considerando che la tutela di questo patrimonio a livello nazionale è spesso insufficiente per l'ampiezza dei mezzi che richiede e l'insufficienza delle risorse economiche, scientifiche e tecniche del Paese sul cui territorio si trova il bene da salvaguardare,

Tenuto presente che lo Statuto dell'Organizzazione prevede che essa aiuterà al mantenimento, al progresso e alla diffusione del sapere, vegliando per la conservazione e la tutela del patrimonio universale e raccomandando ai popoli interessati le convenzioni internazionali necessarie a tale scopo,

Considerando che le convenzioni, le raccomandazioni e le risoluzioni internazionali esistenti in favore dei beni culturali dimostrano l'importanza che presenta per tutti i popoli del mondo la salvaguardia di beni unici e insostituibili a qualsaisi popolo essi appartengano,

Considerando che alcuni beni del patrimonio culturale e naturale presentano un interesse eccezionale che richiede la loro conservazione come parte del patrimonio mondiale di tutta l'umanità,

Considerando che, in relazione all'ampiezza e alla gravità dei nuovi pericoli che incombono, tutta la collettività internazionale deve partecipare alla tutela del patrimonio naturale e culturale di valore universale eccezionale, prestando un'assistenza collettiva che, senza sostituirsi all'azione dello Stato interessato, la completi efficacemente,

Considerando che è indispensabile a questo scopo adottare nuove disposizioni convenzionali che stabiliscano un sistema efficace di protezione collettiva del patrimonio culturale e naturale di valore eccezionale, organizzato in maniera permanente e secondo metodi scientifici e moderni,

Avendo deciso, nella sua sedicesima sessione, che questa questione sarebbe stata oggetto di una Convenzione internazionale,

Adotta in data odierna, 16 novembre 1972, la presente Convenzione:

I. — DEFINIZIONI DEL PATRIMONIO CULTURALE E NATURALE

Articolo 1

Ai fini della presente Convenzione sono considerati «patrimonio culturale»:

— i monumenti: opere di architettura, di scultura o di pittura monumentali, elementi o strutture di carattere archeologico, iscrizioni, grotte e gruppi di elementi che abbiano un valore universale eccezionale dal punto di vista della storia, dell'arte o della scienza;

— i complessi: gruppi di costruzioni isolati o riuniti che, per la loro architettura, per la loro unità, o per la loro integrazione nel paesaggio, hanno un valore universale eccezionale dal punto di vista della storia, dell'arte o della scienza;

— i siti: opere dell'uomo o creazioni congiunte dell'uomo e della natura, nonché le zone ivi comprese le zone archeologoche di valore universale eccezionale dal punto di vista storico, estetico, etnologico o antropologico.

Articolo 2

Ai fini della presente Convenzione sono considerati «patrimonio naturale»:

— i monumenti naturali, costituiti da formazioni fisiche e biologiche oppure da gruppi di tali formazioni, aventi valore universale eccezionale dal punto di vista estetico o scientifico;

— le formazioni geologiche e fisiografiche e le zone rigorosamente delimitate, costituenti l'*habitat* di specie di animali e vegetali minacciate, che hanno valore universale eccezionale dal punto di vista della scienza o della conservazione;

— i siti naturali oppure le zone naturali rigorosamente delimitate, aventi valore universale eccezionale dal punto di vista della scienza, della conservazione o della bellezza naturale.

Articolo 3

Spetta a ciascuno Stato — parte della presente Convenzione — definire e delimitare i diversi beni, situati sul suo territorio e previsti dagli articoli 1 e 2 di cui sopra.

II. — TUTELA NAZIONALE E TUTELA INTERNAZIONALE DEL PATRIMONIO CULTURALE E NATURALE

Articolo 4

Ogni Stato parte della presente Convenzione riconosce che l'obbligo di assicurare l'identificazione, la tutela, la conservazione, la valorizzazione e la trasmissione alle future generazioni del patrimonio culturale e naturale, menzionato negli articoli 1 e 2 e situato sul suo territorio, incombe in primo luogo su di lui. Si sforza di agire a tale scopo sia con le proprie forze, utilizzando al massimo le proprie risorse, sia, in caso di necessità, con l'aiuto e la cooperazione internazionali, in particolare sul piano finanziario, artistico, scientifico e tecnico, delle quali può beneficiare.

Articolo 5

Al fine di assicurare una tutela e una conservazione più efficaci e una valorizzazione più attiva possibile del patrimonio culturale e naturale, situato sul loro territorio e nelle condizioni adeguate a ciascun paese, gli Stati parti della presente Convenzione si adopereranno nella misura del possibile:

a) per adottare una politica generale mirante ad assegnare al patrimonio culturale e naturale determinate funzioni nella vita sociale e ad inserire la tutela di tale patrimonio nei programmi di pianificazione generale;

b) per istituire sul proprio territorio, se non sono stati ancora creati, uno o più servizi di tutela, conservazione e valorizzazione del patrimonio culturale e naturale, dotati di personale adeguato e di mezzi che consentono di condurre a termine i compiti che loro incombono;

c) per sviluppare studi e ricerche scientifiche e tecniche e perfezionare i metodi di lavoro che consentano ad uno Stato di far fronte ai pericoli che minacciano il suo patrimonio culturale e naturale;

d) per adottare misure giuridiche, scientifiche, tecniche, amministrative e finanziarie adeguate per l'identificazione, la tutela, la conservazione, la valorizzazione e il restauro di questo patrimonio; e

e) per favorire la creazione o lo sviluppo di centri nazionali o regionali di formazione nel campo della tutela, della conservazione e della valorizzazione del patrimonio culturale e naturale, nonché per incoraggiare le ricerche scientifiche in questo campo.

Articolo 6

1. Nel pieno rispetto della sovranità degli Stati sul cui territorio si trova il patrimonio culturale e naturale, definito negli articoli 1 e 2, e senza pregiudizio dei diritti previsti dalla legislazione nazionale relativamente a detto patrimonio, gli Stati parti della presente Convenzione riconoscono che esso costituisce un patrimonio universale per la cui tutela ha il dovere di cooperare tutta la comunità internazionale.

2. Gli Stati parti si impegnano di conseguenza e conformemente alle disposizioni della presente Convenzione, a concorrere all'identificazione, alla tutela, alla conservazione e alla valorizzazione del patrimonio culturale e naturale menzionati nei paragrafi 2 e 4 dell'articolo 11, se lo richiedono gli Stati sul cui territorio si trova.

3. Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna a non adottare deliberatamente alcuna misura che possa direttamente o indirettamente arrecare danno al patrimonio culturale e naturale, menzionato negli articoli 1 e 2, situato nel territorio di altri Stati parti della presente Convenzione.

Articolo 7

Ai fini della presente Convenzione per tutela internazionale del patrimonio culturale e naturale mondiale si intende la costituzione di un sistema di cooperazione e assistenza internazionali miranti a favorire gli Stati parti della Convenzione nei loro sforzi per preservare e identificare tale patrimonio.

III. — Comitato intergovernativo per la tutela del patrimonio culturale e naturale mondiale

Articolo 8

1. Presso l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura viene istituito un comitato intergovernativo per la tutela del patrimonio culturale e naturale di valore universale eccezionale, denominato « Comitato del patrimonio mondiale ». Esso è composto da quindici Stati parti della Convenzione eletti dagli Stati parti della Convenzione riuniti in assemblea generale nel corso delle sessioni ordinarie della Conferenza Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura. Il numero degli Stati membri del Comitato sarà portato a 21, a partire dalla sessione ordinaria della Conferenza Generale che si svolgerà dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione per non meno di 40 Stati.

2. L'elezione dei membri del Comitato deve assicurare un'equa rappresentanza delle diverse regioni e culture del mondo.

3. Alle riunioni del Comitato possono presenziare, con voto consultivo, un rappresentante del Centro Internazionale di Studi per la Conservazione e il Restauro dei Beni Culturali (Centro di Roma), un rappresentante del Consiglio Internazionale dei Monumenti e dei Siti (ICOMOS) e un rappresentante dell'Unione Internazionale per la Conservazione della Natura e delle sue Risorse (UICN), ai quali possono aggiungersi, su richiesta degli Stati parti della Convenzione riuniti in assemblea generale nel corso delle sessioni ordinarie della Conferenza Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura, rappresentanti di altre organizzazioni intergovernative o non governative con scopi analoghi.

Articolo 9

1. Gli Stati membri del Comitato del patrimonio mondiale esercitano il loro mandato dalla fine della sessione ordinaria della Conferenza Generale, nel corso della quale sono stati eletti, fino al termine della terza sessione ordinaria successiva.

2. Il mandato di un terzo dei membri designati nel corso della prima elezione scade, tuttavia, al termine della prima sessione ordinaria della Conferenza Generale successiva a quella nella quale sono stati eletti; mentre il mandato di un secondo terzo dei membri, designati contemporaneamente, scade al termine della seconda sessione ordinaria della Conferenza Generale, successiva a quella nella quale sono stati eletti. I nomi di questi membri vengono estratti a sorte dal Presidente della Conferenza Generale della Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura dopo la prima elezione.

3. Gli Stati membri del Comitato scelgono come propri rappresentanti persone competenti nel campo del patrimonio culturale o naturale.

Articolo 10

1. Il Comitato del patrimonio mondiale adotta il proprio regolamento.

2. Il Comitato può in qualunque momento invitare alle proprie riunioni organismi pubblici o privati, nonché persone fisiche per consultazioni relativamente a questioni particolari.

3. Il Comitato può creare gli organi consultivi che ritiene necessari per l'assolvimento dei propri compiti.

Articolo 11

1. Ogni Stato parte della presente Convenzione presenta al Comitato del patrimonio mondiale, nella misura del possibile, un elenco dei beni del patrimonio culturale e naturale, situati sul proprio territorio, che possono essere inclusi nell'elenco previsto al paragrafo 2 del presente articolo. Questo elenco, che non va considerato come esauriente, deve contenere una documentazione relativa al luogo in cui tali beni sono dislocati e all'interesse da essi rappresentato.

2. Sulla base degli elenchi presentati dagli Stati, in conformità con il paragrafo 1 di cui sopra, il Comitato compila, aggiorna e pubblica, sotto il nome di « Elenco del patrimonio mondiale », un elenco di beni del patrimonio culturale e naturale, così come sono definiti negli articoli 1 e 2 della presente Convenzione, che, a suo parere, hanno valore universale eccezionale in conformità con i criteri fissati. L'elenco aggiornato viene distribuito almeno ogni due anni.

3. L'inserimento di un bene nell'elenco del patrimonio mondiale non può avvenire senza il consenso dello Stato partecipante interessato. L'inserimento di un bene situato sul territorio, la cui sovranità o giurisdizione è oggetto di rivendicazione da parte di più Stati, non pregiudica in alcun modo i diritti delle parti in lite.

4. Il Comitato compila, aggiorna e pubblica, quando le circostanze lo esigono, sotto il nome di « Elenco del patrimonio mondiale in pericolo », l'elenco dei beni figuranti nell'Elenco del patrimonio mondiale per la cui salvaguardia si richiedono lavori considerevoli e per i quali è stata chiesta assistenza nell'ambito della presente Convenzione. In questo elenco viene indicato il costo preventivo delle operazioni. In questo elenco possono essere inseriti solo i beni del patrimonio culturale e naturale minacciati da pericoli seri e concreti, come ad esempio la minaccia di sparizione dovuta ad un progressivo deterioramento, i progetti di grandi lavori pubblici o privati, il rapido sviluppo urbano e turistico, la distruzione dovuta a cambiamenti di utilizzazione o di proprietà della terra, alterazioni profonde dovute a una causa sconosciuta, abbandono per qualsiasi motivo, calamità e cataclismi, pericolo di conflitti armati, grandi incendi, terremoti, sismi, eruzioni vulcaniche, modificazione del livello delle acque, inondazioni, alta marea. In circostanze straordinarie il Comitato può in qualunque momento procedere a una nuova iscrizione nell'Elenco del patrimonio mondiale in pericolo e darne immediata comunicazione.

5. Il Comitato definisce i criteri sulla base dei quali un bene del patrimonio culturale o naturale può essere inserito nell'uno o nell'altro degli elenchi previsti nei paragrafi 2 e 4 del presente articolo.

6. Prima di rifiutare una richiesta di iscrizione in uno dei due elenchi menzionati nei paragrafi 2 e 4 del presente articolo, il Comitato consulta lo Stato parte sul cui territorio è situato il bene del patrimonio culturale o naturale in questione.

7. Il Comitato, in accordo con gli Stati interessati, coordina e incoraggia gli studi e le ricerche necessarie per la compilazione degli elenchi menzionati nei paragrafi 2 e 4 del presente articolo.

Articolo 12

Il fatto che un bene del patrimonio culturale o naturale non è stato inserito in uno dei due elenchi menzionati nei paragrafi 2 e 4 dell'articolo 11, non significa in alcun modo che esso non ha un valore universale eccezionale per fini diversi da quelli che risultano dalla iscrizione su questi elenchi.

Articolo 13

1. Il Comitato del patrimonio mondiale riceve ed esamina le domande di assistenza internazionale, formulate dagli Stati, parti della presente Convenzione, per quanto concerne i beni del patrimonio culturale e naturale situati nel loro territorio, che sono inseriti o possono essere inseriti negli elenchi, menzionati nei paragrafi 2 e 4 dell'articolo 11. L'oggetto di tali domande può essere la protezione, la conservazione, la valorizzazione o la restaurazione di tali beni.

2. Le domande di assistenza internazionale, in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo possono anche avere per oggetto l'identificazione di un bene del patrimonio culturale e naturale, definito negli articoli 1 e 2 in quei casi in cui ricerche preliminari hanno dimostrato che ne vale la pena.

3. Il Comitato decide sul seguito da dare a queste domande, determina, in caso di necessità, la natura e l'importanza del suo aiuto e autorizza la conclusione, in suo nome, degli accordi necessari con il governo interessato.

4. Il Comitato fissa l'ordine di priorità dei propri interventi, lo fa tenendo presente l'importanza dei beni da salvaguardare per il patrimonio culturale e naturale mondiale, la necessità di assicurare l'assistenza internazionale ai beni più rappresentativi della natura, del genio e della storia dei popoli del mondo, l'urgenza dei lavori che è necessario intraprendere, l'entità delle risorse degli Stati sul cui territorio si trovano questi beni e, in particolare, la misura nella quale essi possono assicurare la tutela di tali beni con i propri mezzi.

5. Il Comitato compila, aggiorna e diffonde l'elenco dei beni per i quali viene fornita un'assistenza internazionale.

6. Il Comitato decide sull'utilizzazione delle risorse del Fondo creato in conformità all'articolo 15 della presente Convenzione. Ricerca i mezzi per aumentare tali risorse e adotta tutte le misure utili a tale scopo.

7. Il Comitato coopera con le organizzazioni internazionali e nazionali, governative e non governative, aventi scopi analoghi a quelli della presente Convenzione. Ai fini dell'esecuzione dei propri programmi e progetti, il Comitato può, in particolare, ricorrere al Centro Internazionale di Studi per la Conservazione ed il Restauro dei Beni Culturali (Centro di Roma), al Consiglio Internazionale dei Monumenti e dei Siti (ICOMOS) e dell'Unione Internazionale per la Conservazione della Natura e delle sue Risorse (UICN), nonché ad altri organismi pubblici o privati e a persone fisiche.

8. Le decisioni del Comitato sono adottate con la maggioranza dei due terzi dei membri presenti e votanti. Il *quorum* è costituito dalla maggioranza dei membri del Comitato.

Articolo 14

1. Il Comitato del patrimonio mondiale è assistito da un Segretario nominato dal Direttore Generale delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura.

2. Il Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura, utilizzando il più possibile i servizi del Centro Internazionale di Studi per la Conservazione ed il Restauro dei Beni Culturali (Centro di Roma), del Consiglio Internazionale dei Monumenti e dei Siti (ICOMOS) e dell'Unione Internazionale per la Conservazione della Natura e delle sue Risorse (UICN) nei campi di loro competenza e delle rispettive possibilità, prepara la documentazione del Comitato, l'ordine del giorno delle sue riunioni e assicura l'esecuzione delle sue decisioni.

IV. — FONDO PER LA PROTEZIONE DEL PATRIMONIO MONDIALE CULTURALE E NATURALE

Articolo 15

1. È istituito un fondo per la protezione del patrimonio mondiale culturale e naturale di valore universale eccezionale, denominato « Fondo del patrimonio mondiale ».

2. Tale Fondo è costituito come un fondo di garanzia, conformemente alle disposizioni del Regolamento finanziario dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura.

3. Le risorse del Fondo sono costituite da:

a) contributi volontari e obbligatori degli Stati parti della presente Convenzione;

b) versamenti, doni o legati, che potranno essere effettuati:

i) da altri Stati,

ii) dall'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura e da altre organizzazioni del sistema delle Nazioni Unite, in particolare dal Programma di sviluppo delle Nazioni Unite e da altre organizzazioni intergovernative,

iii) da organismi pubblici o privati o da persone fisiche;

c) interessi sulle risorse del Fondo;

d) il prodotto di collette ed introiti di manifestazioni organizzate in favore del Fondo, nonché

e) ogni altra risorsa autorizzata dal regolamento che sarà elaborato dal Comitato del patrimonio mondiale.

4. I contributi al Fondo e le altre forme di assistenza fornite al Comitato possono essere utilizzati solo agli scopi definiti dal Comitato. Esso può accettare contributi destinati a un programma particolare o a un progetto determinato, a condizione che sia il Comitato a decidere sull'esecuzione di tale programma o progetto. Il versamento di contributi al Fondo non può essere legato ad alcuna condizione politica.

Articolo 16

1. Senza pregiudicare qualsiasi contributo volontario supplementare, gli Stati parti della presente Convenzione si impegnano a versare regolarmente al Fondo del patrimonio mondiale, ogni due anni, contributi il cui ammontare, calcolato secondo una percentuale uniforme per tutti gli Stati, verrà definito dall'Assemblea Generale degli Stati parti della Convenzione, riuniti durante le sessioni della Conferenza Generale della Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura. Tale decisione dell'Assemblea Generale richiede la maggioranza degli Stati parti presenti e votanti che non abbiano fatto la dichiarazione prevista al paragrafo 2 del presente articolo. In nessun caso il contributo obbligatorio degli Stati parti della Convenzione potrà superare l'1 % del loro contributo al bilancio ordinario dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura.

2. Tuttavia, ogni Stato di cui agli articoli 31 o 32 della presente Convenzione, al momento del deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di adesione può dichiarare che non sarà vincolato dalle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo.

3. Uno Stato parte della Convenzione avendo fatto la dichiarazione prevista nel paragrafo 2 del presente articolo, può, in qualsiasi momento, ritirare la suddetta dichiarazione mediante notifica al Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura. Il ritiro della dichiarazione avrà effetto sul contributo obbligatorio dovuto da questo Stato solo a partire dalla data della successiva Assemblea Generale degli Stati parti.

4. Affinché il Comitato sia in grado di pianificare efficacemente la propria attività, i contributi degli Stati parti della presente Convenzione, che abbiano fatto le dichiarazioni previste al paragrafo 2 del presente articolo, dovranno essere versati su una base regolare, almeno ogni due anni e non dovranno essere inferiori ai contributi che essi avrebbero dovuto versare se vi fossero stati obbligati dalle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo.

5. Qualsiasi Stato parte della Convenzione in ritardo sul pagamento dei propri contributi obbligatori o volontari per l'anno in corso e per l'anno civile immediatamente precedente, non è eleggibile al Comitato del patrimonio mondiale; tale disposizione non si applica nel corso della prima elezione. Il mandato di un tale Stato, che è già membro del Comitato, cessa al momento delle elezioni previste al paragrafo 1 dell'articolo 8 della presente Convenzione.

Articolo 17

Gli Stati parti della presente Convenzione favoriscono la costituzione di fondazioni o associazioni nazionali pubbliche o private aventi lo scopo di incoraggiare donazioni in favore della protezione del patrimonio culturale e naturale definito negli articoli 1 e 2 della presente Convenzione.

Articolo 18

Gli Stati parti della presente Convenzione danno la propria assistenza alle campagne internazionali di raccolta di fondi per il Fondo del patrimonio mondiale sotto gli auspici dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura. Essi favoriscono la raccolta di fondi effettuata a tali fini dalle organizzazioni menzionate al paragrafo 3 dell'articolo 15.

V. — Condizioni e modalità dell'assistenza internazionale

Articolo 19

Ogni Stato parte della presente Convenzione può chiedere l'assistenza internazionale in favore di beni del patrimonio culturale o naturale di valore universale eccezionale situati sul proprio territorio. Esso dovrà presentare insieme alla propria domanda gli elementi di informazione e la documentazione, prevista all'articolo 21, di cui dispone e che sono necessari al Comitato per prendere una decisione.

Articolo 20

L'assistenza internazionale prevista dalla presente Convenzione può essere accordata solo per i beni del patrimonio culturale e naturale che il Comitato del patrimonio mondiale ha deciso o decide di far figurare in uno degli elenchi, menzionati nei paragrafi 2 e 4 dell'articolo 11, salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 13, della lettera *c*) dell'articolo 22 e dell'articolo 23.

Articolo 21

1. Il Comitato del patrimonio mondiale determina la procedura di esame delle domande di assistenza internazionale che è chiamato a prestare e indica, in particolare, quali elementi devono figurare nella domanda che dovrà contenere la descrizione dell'operazione prevista, i lavori necessari, una valutazione del loro costo, la loro urgenza e i motivi per cui le risorse dello Stato richiedente non gli consentono di far fronte alla totalità delle spese. Le domande dovranno, ogni volta che è possibile, essere appoggiate dal parere di esperti.

2. Per lavori che debbano presumibilmente essere effettuati senza indugio, le richieste di assistenza, presentate in relazione a catastrofi o calamità naturali, dovranno essere esaminate d'urgenza e con priorità dal Comitato che dovrà disporre di un fondo di riserva destinato a tali eventualità.

3. Prima di prendere una decisione il Comitato svolge le ricerche e le consultazioni che ritiene necessarie.

Articolo 22

L'assistenza accordata dal Comitato del patrimonio mondiale può avere le seguenti forme:

a) studi sui problemi artistici, scientifici e tecnici posti dalla protezione, conservazione e la valorizzazione e restauro del patrimonio culturale e naturale, così come definito nei paragrafi 2 e 4 dell'articolo 11 della presente Convenzione.

b) nomina di esperti, tecnici e mano d'opera qualificata per assicurare la buona esecuzione del progetto approvato;

c) formazione di specialisti a tutti i livelli nel campo della identificazione, della protezione, della conservazione e della valorizzazione e restauro del patrimonio culturale e naturale;

d) fornitura delle attrezzature che lo Stato interessato non possiede o che non è in grado di acquisire;

e) concessione di prestiti ad interessi ridotti o senza interessi, o che possano essere rimborsati a lungo termine;

f) concessione, in casi eccezionali e appositamente motivati, di sovvenzioni non rimborsabili.

Articolo 23

Il Comitato del patrimonio mondiale può ugualmente fornire assistenza internazionale ai centri nazionali o regionali per la formazione di specialisti a tutti i livelli nel campo dell'identificazione, della tutela, della conservazione, del restauro e della valorizzazione del patrimonio culturale e naturale.

Articolo 24

Un'assistenza internazionale molto importante potrà essere accordata solo dopo dettagliate ricerche scientifiche, economiche e tecniche. Tali ricerche dovranno far uso dei metodi più avanzati di protezione, conservazione, restauro e valorizzazione del patrimonio culturale e naturale e dovranno corrispondere agli scopi della presente Convenzione. Le ricerche dovranno inoltre definire i mezzi che consentano di impiegare razionalmente le risorse disponibili nello Stato interessato.

Articolo 25

Il finanziamento dei lavori necessari deve, in linea di principio, incombere solo parzialmente sulla comunità internazionale. La partecipazione finanziaria dello Stato che beneficia dell'assistenza internazionale deve costituire una parte sostanziale delle risorse destinate a ciascun programma o progetto a meno che le proprie risorse non glielo consentano.

Articolo 26

Il Comitato del patrimonio mondiale e lo Stato beneficiario definiscono nell'accordo che viene da essi concluso le condizioni alle quali va eseguito il programma o progetto per il quale è fornita assistenza internazionale conformemente alla presente Convenzione. Lo Stato che beneficia di tale assistenza internazionale deve continuare a proteggere, conservare e valorizzare i beni così tutelati, conformemente alle condizioni definite nell'accordo.

VI. — PROGRAMMI EDUCATIVI

Articolo 27

1. Gli Stati parti della presente Convenzione faranno ogni sforzo, con tutti i mezzi appropriati e in particolare mediante programmi di educazione e di informazione, per rafforzare il rispetto e il legame dei propri popoli verso il patrimonio culturale e naturale, definito negli articoli 1 e 2 della Convenzione.

2. Essi si impegnano ad informare ampiamente il pubblico dei pericoli che minacciano tale patrimonio, nonché delle attività intraprese in applicazione della presente Convenzione.

Articolo 28

Gli Stati parti della presente Convenzione che fruiscono dell'assistenza internazionale in applicazione della presente Convenzione, adottano le misure necessarie per far conoscere l'importanza dei beni che sono stati oggetto di tale assistenza e il ruolo esercitato da quest'ultima.

VII. — Relazioni

Articolo 29

1. Gli Stati parti della presente Convenzione indicheranno nelle relazioni che verranno presentate all'Assemblea Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura, nei termini e nella forma prescritti, le disposizioni legislative e regolamentari e le altre misure da essi adottate per l'applicazione della Convenzione, nonché l'esperienza da essi acquisita in questo campo.

2. Tali relazioni saranno portate a conoscenza del Comitato del patrimonio mondiale.

3. Il Comitato presenta una relazione sulla propria attività ad ogni sessione ordinaria della Conferenza Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura.

VIII. — Clausole finali

Articolo 30

La presente Convenzione viene redatta in inglese, arabo, spagnolo, francese e russo, i cinque testi facenti ugualmente fede.

Articolo 31

1. La presente Convenzione è soggetta alla ratifica o alla accettazione da parte degli Stati membri della Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura conformemente alla procedura prevista dalle rispettive costituzioni.

2. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura.

Articolo 32

1. La presente Convenzione è aperta all'adesione di ogni Stato, che non sia membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura, invitato ad aderirvi dalla Conferenza Generale dell'Organizzazione.

2. L'adesione viene effettuata mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura.

Articolo 33

La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data di deposito del ventesimo strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, ma unicamente nei confronti di quegli Stati che avranno depositato i loro strumenti di ratifica, accettazione o adesione

in tale data o in precedenza. Nei riguardi di qualsiasi altro Stato la Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo il deposito del rispettivo strumento di ratifica, accettazione o adesione.

Articolo 34

Le seguenti disposizioni si applicheranno agli Stati parti della presente Convenzione aventi un sistema costituzionale federale o non unitario:

a) per quanto concerne le disposizioni della presente Convenzione, la cui applicazione rientra nell'attività legislativa del potere legislativo centrale o federale, gli impegni del governo centrale o federale saranno gli stessi degli Stati parti, che non sono Stati federali;

b) per quanto riguarda le disposizioni della presente Convenzione, la cui applicazione rientra nell'attività legislativa di ciascuno degli Stati, Paesi, Province o Cantoni che non sono obbligati dal sistema costituzionale della federazione ad adottare misure legislative, il Governo Federale informerà di dette disposizioni le autorità competenti degli Stati, Paesi, Province o Cantoni con la propria raccomandazione per la loro adozione.

Articolo 35

1. Ogni Stato parte della presente Convenzione ha la facoltà di denunciare la Convenzione.

2. La denuncia viene notificata con un atto scritto che viene depositato presso il Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura.

3. La denuncia prenderà effetto dodici mesi dopo la ricezione dell'atto di denuncia. Essa non modificherà in alcun modo gli impegni finanziari assunti dallo Stato denunciante fino alla data in cui la denuncia avrà effetto.

Articolo 36

Il Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura informerà gli Stati membri dell'Organizzazione, gli Stati non membri, previsti nell'articolo 32, e l'Organizzazione delle Nazioni Unite, del deposito di tutti gli strumenti di ratifica, accettazione o adesione, menzionati negli articoli 31 e 32, nonchè, delle denunce previste nell'articolo 35.

Articolo 37

1. La presente Convenzione può essere revisionata dalla Conferenza Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura. Pertanto il suo testo riveduto impegnerà solo quegli Stati che diventeranno parte della Convenzione revisionata.

2. Nel caso in cui la Conferenza Generale adotti una nuova Convenzione che costituisca una revisione totale o parziale della presente e a meno che la nuova Convenzione non disponga altrimenti, la presente Convenzione cesserà di essere aperta alla ratifica, accet-

tazione o adesione a partire dalla data di entrata in vigore della nuova Convenzione che contiene il testo revisionato.

Articolo 38

Conformemente all'articolo 102 della Carta dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, la presente Convenzione sarà registrata presso il Segretariato delle Nazioni Unite su richiesta del Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura.

FATTO a Parigi oggi ventitré novembre 1972 in due esemplari autentici recanti la firma del Presidente della diciassettesima sessione della Conferenza Generale e del Direttore Generale della Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura, che saranno depositati negli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura e le cui copie autenticate saranno inviate a tutti gli Stati, indicati negli articoli 31 e 32, nonché all'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione adottata dalla Conferenza Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura nella sua diciassettesima sessione, che si è tenuta a Parigi e che è stata dichiarata chiusa il 21 novembre 1972.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme il 23 novembre 1972.

(seguono le firme)

LEGGE 6 aprile 1977, n. 185.

Ratifica delle convenzioni in materia di inquinamento da idrocarburi, con allegato, adottate a Bruxelles il 29 novembre 1969, e adesione alla convenzione istitutiva di un Fondo internazionale di indennizzo dei relativi danni, adottata a Bruxelles il 18 dicembre 1971, e loro esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le convenzioni di cui alle lettere *a*) e *b*) e ad aderire alla convenzione di cui alla lettera *c*):

a) convenzione internazionale sull'intervento in alto mare in caso di sinistri che causino o possano causare inquinamento da idrocarburi, con allegato, adottata a Bruxelles il 29 novembre 1969;

b) convenzione internazionale sulla responsabilità civile per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi, con allegato, adottata a Bruxelles il 29 novembre 1969;

c) convenzione internazionale istitutiva di un Fondo internazionale per l'indennizzo dei danni derivanti da inquinamento da idrocarburi, adottata a Bruxelles il 18 dicembre 1971.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente agli articoli XI, XV e 40 delle convenzioni stesse.

Art. 3.

Il Governo della Repubblica è autorizzato ad emanare, su proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto col Ministro per la grazia e giustizia, col Ministro per il tesoro, col Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato, col Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, col Ministro per la sanità e col Ministro per la marina mercantile ed entro un anno dall'entrata in vigore della presente legge, decreti aventi valore di legge ordinaria, secondo i princìpi direttivi contenuti negli accordi di cui all'articolo 1 della presente legge, per stabilire le norme necessarie ad assicurare l'adempimento degli obblighi derivanti dagli accordi stessi, con espressa autorizzazione a prevedere come illeciti i singoli fatti costituenti inadempimento alla obbligazione di cui al paragrafo 2 dell'articolo 13 della convenzione indicata alla lettera *c*) dell'articolo 1 della presente legge, nonché a punirli con pena pecuniaria amministrativa in misura non eccedente gli importi insoluti che, nei casi più gravi o di reiterazione, potrà essere aumentata fino al triplo.

Art. 4.

I dati che, ai sensi dell'articolo 15 della convenzione del 18 dicembre 1971 di cui alla lettera *c*) dell'articolo 1 della presente legge ogni Stato contraente deve fornire al Fondo internazionale istituito dalla convenzione suddetta, sono comunicati all'amministratore del Fondo dal Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato.

Art. 5.

Alle spese occorrenti per l'adozione delle misure, nonché per il pagamento degli eventuali indennizzi previsti dalla convenzione sull'intervento in alto mare di cui al precedente articolo 1, lettera *a*), si provvede con l'istituzione di appositi capitoli, da iscrivere nello stato di previsione della spesa del Ministero della marina mercantile, aventi natura di spesa obbligatoria.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 6 aprile 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — BONIFACIO — PANDOLFI — DONAT-CATTIN — RUFFINI — BISAGLIA — LATTANZIO

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'INTERVENTION EN HAUTE MER EN CAS D'ACCIDENT ENTRAINANT OU POUVANT ENTRAINER UNE POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

Les Etats parties à la présente Convention,

Conscients de la nécessité de protéger les intérêts de leurs populations contre les graves conséquences d'un accident de mer entraînant un risque de pollution de la mer et du littoral par les hydrocarbures,

Convaincus qu'en de telles circonstances des mesures de caractère exceptionnel pourraient être nécessaires en haute mer afin de protéger ces intérêts et que ces mesures ne sauraient porter atteinte au principe de la liberté de la haute mer,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

1. Les Parties à la présente Convention peuvent prendre en haute mer les mesures nécessaires pour prévenir, atténuer ou éliminer les dangers graves et imminents que présentent pour leurs côtes ou intérêts connexes une pollution ou une menace de pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures à la suite d'un accident de mer ou des actions afférentes à un tel accident, susceptibles selon toute vraisemblance d'avoir des conséquences dommageables très importantes.

2. Toutefois, aucune mesure ne sera prise en vertu de la présente Convention à l'encontre des bâtiments de guerre ou d'autres navires appartenant à un Etat ou exploités par lui et affectés exclusivement, à l'époque considérée, à un service gouvernemental non commercial.

Article II

Aux fins de la présente Convention:

1) l'expression « accident de mer » s'entend d'un abordage, échouement ou autre incident de navigation ou autre événement survenu à bord ou à l'extérieur du navire qui aurait pour conséquence soit des dommages matériels, soit une menace immédiate de dommages matériels, dont pourrait être victime un navire ou sa cargaison;

2) l'expression « navire » s'entend:

a) de tout bâtiment de mer quel qu'il soit,

et

b) de tout engin flottant, à l'exception des installations ou autres dispositifs utilisés pour l'exploration du fond des mers, des océans et de leur sous-sol ou l'exploitation de leurs ressources;

3) l'expression « hydrocarbures » s'entend du pétrole brut, du fuel-oil, de l'huile diesel et de l'huile de graissage;

4) l'expression « intérêts connexes » s'entend des intérêts d'un Etat riverain directement affectés ou menacés par l'accident de mer et qui ont trait notamment:

a) aux activités maritimes côtières, portuaires, ou d'estuaires y compris aux activités de pêcheries, constituant un moyen d'existence essentiel pour les intéressés;

b) à l'attrait touristique de la région considérée;

c) à la santé des populations riveraines et au bien-être de la région considérée, y compris la conservation des ressources biologiques marines, de la faune et de la flore;

5) l'expression « Organisation » s'entend de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Article III

Le droit d'un Etat riverain de prendre des mesures, conformément à l'article premier, est exercé dans les conditions ci-après:

a) avant de prendre des mesures un Etat riverain consulte les autres Etats mis en cause par l'accident de mer, en particulier le ou les Etats du pavillon;

b) l'Etat riverain notifie sans délai les mesures envisagées aux personnes physiques ou morales qui sont connues de lui ou qui lui ont été signalées au cours des consultations comme ayant des intérêts qui pourraient vraisemblablement être compromis ou affectés par ces mesures. L'Etat riverain prend en considération les avis que ces personnes peuvent lui soumettre;

c) avant de prendre des mesures, l'Etat riverain peut procéder à la consultation d'experts indépendants qui seront choisis sur une liste tenue à jour par l'Organisation;

d) en cas d'urgence appelant des mesures immédiates, l'Etat riverain peut prendre les mesures rendues nécessaires par l'urgence sans notification ou consultations préalables ou sans poursuivre les consultations en cours;

e) l'Etat riverain, avant de prendre de telles mesures et au cours de leur exécution, s'emploie de son mieux à éviter tout risque pour les vies humaines et à apporter aux personnes en détresse toute l'aide dont elles peuvent avoir besoin, à ne pas entraver et à faciliter, dans les cas appropriés, le rapatriement des équipages des navires;

f) les mesures qui ont été prises en application de l'article premier doivent être notifiées sans délai aux Etats et aux personnes physiques ou morales intéressées qui sont connues, ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation.

Article IV

1. Sous le contrôle de l'Organisation, sera établie et tenue à jour la liste d'experts visée à l'article III de la présente Convention. L'Organisation édicte les règles appropriées à ce sujet et détermine les qualifications requises.

2. Les Etats membres de l'Organisation et les Parties à la présente Convention peuvent soumettre des noms en vue de l'établissement de la liste. Les experts sont rétribués par les Etats ayant recours à eux en fonction des services rendus.

Article V

1. Les mesures d'intervention prises par l'Etat riverain conformément aux dispositions de l'article premier doivent être proportionnées aux dommages qu'il a effectivement subis ou dont il est menacé.

2. Ces mesures ne doivent pas aller au-delà de celles que l'on peut raisonnablement considérer comme nécessaires pour atteindre le but mentionné à l'article premier, et elles doivent prendre fin dès que ce but a été atteint; elles ne doivent pas empiéter sans nécessité sur les droits et intérêts de l'Etat du pavillon, d'Etats tiers ou de toute autre personne physique ou morale intéressée.

3. L'appréciation de la proportionnalité des mesures prises, par rapport aux dommages, est faite, compte tenu:

a) de l'étendue et de la probabilité des dommages imminents, si ces mesures ne sont pas prises;

b) de l'efficacité probable de ces mesures, et

c) de l'ampleur des dommages qui peuvent être causés par ces mesures.

Article VI

Toute Partie à la Convention qui a pris des mesures en contravention avec les dispositions de la présente Convention, causant à autrui un préjudice, est tenue de le dédommager pour autant que les mesures dépassent ce qui est raisonnablement nécessaire pour parvenir aux fins mentionnées à l'article premier.

Article VII

Sauf disposition expresse contraire, rien dans la présente Convention ne modifie une obligation et ne porte atteinte à un droit, privilège ou immunité prévus par ailleurs, ou ne prive l'une quelconque des Parties ou autre personne physique ou morale intéressée de tout recours dont elle pourrait autrement disposer.

Article VIII

1. Tout différend entre les Parties sur le point de savoir si les mesures prises en application de l'article premier contreviennent aux dispositions de la présente Convention, si une réparation est due en vertu de l'article VI, ainsi que sur le montant de l'indemnité, s'il n'a pu être réglé par voie de négociation entre les Parties en cause ou entre la Partie qui a pris les mesures et les personnes physiques ou morales qui demandent réparation, et sauf décision contraire des Parties, sera soumis à la requête de l'une des Parties en cause à la conciliation ou, en cas d'échec de la conciliation, à l'arbitrage, dans les conditions prévues à l'Annexe à la présente Convention.

2. La Partie qui a pris les mesures n'a pas le droit de repousser une demande de conciliation ou d'arbitrage présentée en vertu du paragraphe précédent pour le seul motif que les recours devant ses propres tribunaux ouverts par sa législation nationale n'ont pas tous été épuisés.

Article IX

1. La présente Convention reste ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1970 et reste ensuite ouverte à l'adhésion.

2. Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une quelconque des ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou parties au Statut de la Cour internationale de Justice peuvent devenir parties à la présente Convention par:

a) signature sans réserve quant à la ratification, acceptation ou approbation;

b) signature sous réserve de ratification, acceptation ou approbation, suivie de ratification, acceptation ou approbation; ou

c) adhésion.

Article X

1. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention à l'égard de tous les Etats déjà parties à la Convention ou après l'accomplissement de toutes les mesures requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement à l'égard desdits Etats, est réputé s'appliquer à la Convention modifiée par l'amendement.

Article XI

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date à laquelle les gouvernements de quinze Etats soit l'ont signée sans réserve quant à la ratification, acceptation ou approbation, soit ont déposé un instrument de ratification, acceptation, approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Pour chacun des Etats qui ratifient, acceptent, approuvent la Convention ou y adhèrent ultérieurement, elle entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cet Etat de l'instrument approprié.

Article XII

1. La présente Convention peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties à tout moment à compter de la date à laquelle la Convention entre en vigueur à l'égard de cet Etat.

2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3. La dénonciation prend effet un an après la date du dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être spécifiée dans cet instrument.

Article XIII

1. L'Organisation des Nations Unies lorsqu'elle assume la responsabilité de l'administration d'un territoire, ou tout Etat partie à la présente Convention chargé d'assurer les relations internationales d'un territoire, consulte dès que possible les autorités compétentes de ce territoire ou prend toute autre mesure appropriée pour lui étendre l'application de la présente Convention et peut, à tout moment, par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation, faire connaître que cette extension a eu lieu.

2. L'application de la présente Convention est étendue au territoire désigné dans la notification à partir de la date de réception de celle-ci ou telle autre date qui serait indiquée.

3. L'Organisation des Nations Unies, ou toute Partie ayant fait une déclaration en vertu du premier paragraphe du présent article, peut à tout moment, après la date à laquelle l'appli-

cation de la Convention a été ainsi étendue à un territoire, faire connaître, par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation que la présente Convention cesse de s'appliquer au territoire désigné dans la notification.

4. La présente Convention cesse de s'appliquer au territoire désigné dans la notification un an après la date de sa réception par le Secrétaire général de l'Organisation ou à l'expiration de toute autre période plus longue spécifiée dans la notification.

Article XIV

1. L'Organisation peut convoquer une Conférence ayant pour objet de reviser ou d'amender la présente Convention.

2. L'Organisation convoque une conférence des Etats parties à la présente Convention ayant pour objet de reviser ou d'amender la présente Convention à la demande du tiers au moins des Parties.

Article XV

1. La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation:

a) informe tous les Etats qui ont signé la Convention ou y ont adhéré:

i) de toute signature nouvelle ou dépôt d'instrument nouveau et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;

ii) de tout dépôt d'instrument dénonçant la présente Convention et de la date à laquelle ce dépôt est intervenu;

iii) de l'extension à tout territoire de la présente Convention en vertu du paragraphe 1 de l'article XIII et de la cessation de toute extension susdite en vertu du paragraphe 4 du même article, en indiquant dans chaque cas la date à laquelle l'extension de la présente Convention a pris ou prendra fin;

b) transmet des copies conformes de la présente Convention à tous les Etats signataires de cette Convention et à tous les Etats qui y adhèrent.

Article XVI

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général de l'Organisation en transmet le texte au Secrétariat des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article XVII

La présente Convention est établie en un seul exemplaire en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi. Il en est établi des traductions officielles en langues russe et espagnole qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements, ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles, le vingt-neuf novembre 1969.

Pour le Gouvernement du Royaume d'Afghanistan :

Pour le Gouvernement de la République populaire d'Albanie :

Pour le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire :

Pour le Gouvernement de la République Argentine :

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie :

Subject to ratification

ALEXANDER DOWNER

17 décembre 1970

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

Pour le Gouvernement de la Barbade :

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

Sous réserve de ratification

A. LILAR

29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République de Bolivie :

Pour le Gouvernement de la République du Botswana :

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil :

Subject to ratification

FERNANDO ERNESTO CARNEIRO RIBEIRO

30 décembre 1969

Pour le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie:

Pour le Gouvernement de l'Union birmane :

Pour le Gouvernement de la République du Burundi :

Pour le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie :

Pour le Gouvernement du Royaume du Cambodge :

Pour le Gouvernement de la République fédérale du Cameroun :

Sous réserve de ratification

C. LANGUE - TSOBGNY

29 novembre 1969

Pour le Gouvernement du Canada :

Pour le Gouvernement de la République centrafricaine :

Pour le Gouvernement de Ceylan :

Pour le Gouvernement de la République du Tchad :

Pour le Gouvernement de la République du Chili :

Pour le Gouvernement de la République de Chine :
Sous réserve de ratification
HIONG-FEI TCHEN
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République de Colombie :

Pour le Gouvernement de la République du Congo :

Pour le Gouvernement de la République démocratique du Congo :

Pour le Gouvernement de la République du Costa Rica :

Pour le Gouvernement de la République de Cuba :

Pour le Gouvernement de la République de Chypre :

Pour le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque :

Pour le Gouvernement de la République du Dahomey :

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark :
ERLING KRISTIANSEN
18 décembre 1970

Pour le Gouvernement de la République Dominicaine :
Subject to ratification
PORFIRIO HERRERA - BAEZ
22 octobre 1970

Pour le Gouvernement de la République de l'Equateur :

Pour le Gouvernement de la République d'El Salvador :

Pour le Gouvernement de la République de la Guinée équatoriale :

Pour le Gouvernement de l'Empire d'Ethiopie :

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :
Subject to ratification
R. VON UNGERN - STERNBERG
DR. BRENER
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République de Finlande :
Subject to ratification
GÖRAN STENIUS
30 décembre 1970

Pour le Gouvernement de la République française :
Sous reserve de ratification ou d'approbation ultérieure
GUY DE LA CHARRIÈRE
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République gabonaise :

Pour le Gouvernement de la Gambie :

Pour le Gouvernement de la République du Ghana :
Subject to ratification
Y. K. QUARTEY
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce :
Subject to ratification
J. A. SOROKOS
14 avril 1970

Pour le Gouvernement de la République du Guatemala :
Subjet a aceptacion, a probacion y ratificacion
C. PAREDES
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République de Guinée :

Pour le Gouvernement de la Guyane :

Pour le Gouvernement de la République d'Haïti :

Pour la Saint-Siège :

Pour le Gouvernement de la République du Honduras :

Pour le Gouvernement de la République populaire hongroise :

Pour le Gouvernement de la République d'Islande :
Subject to ratification
29 novembre 1969
NIELS P. SIGUROSSON

Pour le Gouvernement de la République de l'Inde :

Pour le Gouvernement de la République d'Indonésie :

Pour le Gouvernement de l'Empire d'Iran :

Pour le Gouvernement de la République d'Irak :

Pour le Gouvernement de l'Irlande :
Subject acceptance and ratification
DECLAN QUIGLEY
18 décembre 1970

Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israël :

Pour le Gouvernement de la République italienne :
Sous reserve de ratification
CARLO ALBERTO STRANEO
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire :
Sous réserve de ratification
S. COULIBALY
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la Jamaique :

Pour le Gouvernement du Japon :
Subject to acceptance
M. Yukawa
15 décembre 1970

Pour le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie :

Pour le Gouvernement de la République du Kenya :

Pour le Gouvernement de la République de Corée :
Subject to acceptance
DUK CHOO MOON
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de l'Etat du Koweit :

Pour le Gouvernement du Royaume du Laos :

Pour le Gouvernement de la République libanaise :

Pour le Gouvernement du Royaume du Lesotho :

Pour le Gouvernement de la République du Libéria :

Pour le Gouvernement de la République arabe libyenne :

Pour le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein :

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

Pour le Gouvernement de la République malgache :
Sous réserve de ratification
R. RAMBAHINIARISON
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République du Malawi :

Pour le Gouvernement de la Malaisie :

Pour le Gouvernement de la République des Maldives :

Pour le Gouvernement de la République du Mali :

Pour le Gouvernement de Malte :

Pour le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie :

Pour le Gouvernement de Maurice :

Pour le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique :

Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco :
Sous réserve de ratification
R. Vassière
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République populaire mongole :

Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc :

Pour le Gouvernement du Royaume du Népal :

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :
Subject to ratification
J. L. R. Huydecoper
11 novembre 1970

Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande :

Pour le Gouvernement de la République du Nicaragua :

Pour le Gouvernement de la République du Niger :

Pour le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria :

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :

Pour le Gouvernement du Pakistan :

Pour le Gouvernement de la République du Panama :
Subject to ratification
Dr. J. Reyes Medina
1er décembre 1970

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

Pour le Gouvernement de la République du Pérou :

Pour le Gouvernement de la République des Philippines :

Pour le Gouvernement de la République populaire de Pologne :
Subject de ratification

R. PIETRASZEK
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République portugaise :
Subject to ratification

CARLOS DIAS DE MENESES
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie :
Subject to ratification

V. PUNGAN
30 décembre 1970)

Pour le Gouvernement de la République rwandaise :

Pour le Gouvernement de la République de Saint-Marin :

Pour le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite :

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal :

Pour le Gouvernement de la Sierra Leone :

Pour le Gouvernement de la République de Singapour :

Pour le Gouvernement de la République somalie :

Pour le Gouvernement de la République sud-africaine :

Pour le Gouvernement de la République populaire du Yémen du Sud .

Pour le Gouvernement de l'Etat espagnol :
Subject to ratification

SANTA CRUZ
7 octobre 1970

Pour le Gouvernement de la République démocratique du Soudan :

Pour le Gouvernement du Royaume du Souaziland :

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :
Subject to acceptance

LEIF BELGRAGE
7 décembre 1970

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse :
Sous reserve de ratification
J. W. MÜLLER
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République arabe syrienne :

Pour le Gouvernement du Royaume de Thailande :

Pour le Gouvernement de la République togolaise :

Pour le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago :

Pour le Gouvernement de la République tunisienne :

Pour le Gouvernement de la République turque :

Pour le Gouvernement de la République de l'Ouganda :

Pour le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine :

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Pour le Gouvernement de la République arabe unie :

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Subject to ratification
J. L. SIMPSON
K. J. CHAMBERLAIN
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :
Subject to ratification
ROBERT H. NEUMAN
WILLIAM L. MORRISON
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République de Haute-Volta :

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay :

Pour le Gouvernement de la République du Venezuela :

Pour le Gouvernement de la République du Viet-Nam :

Pour le Gouvernement de l'Etat indépendant du Samoa-Occidental :

Pour le Gouvernement de la République arabe du Yémen :

Pour le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie :
Sous reserve de ratification
V. BRAJKOVIĆ
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République de Zambie.

ANNEXE

CHAPITRE I

DE LA CONCILIATION

Article 1

A moins que les Parties intéressées n'en conviennent autrement, la procédure de conciliation est organisée conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 2

1. Sur demande adressée par l'une des Parties à une autre Partie en application de l'article VIII de la Convention, il est constitué une Commission de conciliation.

2. La demande de conciliation présentée par une Partie contient l'objet de la demande ainsi que toutes pièces justificatives à l'appui de son exposé du cas.

3. Si une procédure a été engagée entre deux Parties, toute autre Partie dont les ressortissants ou les biens ont été affectés par les mesures considérées, ou qui, en sa qualité d'Etat riverain, a pris des mesures analogues, peut se joindre à la procédure de conciliation en en avisant par écrit les Parties qui sont engagées dans cette procédure, à moins qu'une de celles-ci ne s'y oppose.

Article 3

1. La Commission de conciliation est composée de trois membres: un membre nommé par l'Etat riverain qui a pris les mesures d'intervention, un membre nommé par l'Etat dont relèvent les personnes ou les biens affectés par ces mesures, et un troisième membre, désigné d'un commun accord par les deux premiers, qui assume la présidence de la Commission.

2. Ces conciliateurs sont choisis sur une liste de personnes établie à l'avance selon la procédure fixée à l'article 4 ci-dessous.

3. Si dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la demande de conciliation, la Partie à laquelle elle est adressée n'a pas notifié à l'autre Partie au différend la désignation du conciliateur dont le choix lui incombe, ou si, dans un délai de 30 jours, à compter de la nomination du second des membres de la Commission désigné par les Parties, les deux premiers conciliateurs n'ont pu désigner de commun accord le Président de la Commission, le Secrétaire général de l'Organisation effectue, à la requête de la Partie le plus diligente et dans un délai de 30 jours les nominations nécessaires. Les membres de la Commission ainsi désignés sont choisis sur la liste visée au paragraphe précédent.

4. En aucun cas le Président de la Commission ne doit avoir ou avoir eu la nationalité d'une des Parties qui ont engagé la procédure, quel que soit le mode de sa désignation.

Article 4

1. La liste visée à l'article 3 ci-dessus est constituée de personnes qualifiées désignées par les Parties et est tenue à jour par l'Organisation. Chaque Partie peut désigner pour figurer sur la liste quatre personnes qui ne sont pas nécessairement ses ressortissants. Les désignations sont faites pour des périodes de six ans renouvelables.

2. En cas de décès ou de démission d'une personne figurant sur la liste, la Partie ayant nommé cette personne peut désigner un remplaçant pour la durée du mandat restant à courir.

Article 5

1. Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation établit son règlement intérieur et, dans tous les cas, la procédure est contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, à moins qu'elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conforme aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les Parties sont représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Commission. Chacune des Parties peut, en outre, se faire assister par des conseillers et experts nommés par elle à cet effet et demander l'audition de toute personne dont le témoignage lui paraît utile.

3. La Commission a la faculté de demander des explications aux agents, conseillers et experts des Parties, ainsi qu'à toute personne qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de son gouvernement.

Article 6

Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la Commission de conciliation sont prises à la majorité des voix et la Commission ne peut se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 7

Les Parties facilitent les travaux de la Commission de conciliation; à cette fin, conformément à leur législation et en usant des moyens dont elles disposent, les Parties:

a) fournissent à la Commission tous documents et informations utiles;

b) mettent la Commission en mesure d'entrer sur leur territoire pour entendre les témoins ou experts et pour examiner les lieux.

Article 8

La Commission de conciliation a pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Après examen de l'affaire, elle notifie aux Parties la recommandation qui lui paraît appropriée et leur impartit un délai ne dépassant pas 90 jours pour signifier leur acceptation ou leur rejet de ladite recommandation.

Article 9

La recommandation doit être motivée. Si la recommandation ne reflète pas en totalité ou en partie l'opinion unanime de la Commission, tout conciliateur a le droit de fair connaître séparément son opinion.

Article 10

La conciliation est réputée avoir échoué si, 90 jours après la notification de la recommandation aux Parties, aucune d'entre elles n'a pas notifié à l'autre Partie son acceptation de la recommandation. La conciliation est également réputée avoir échoué si la Commission n'a pu être constituée dans les délais prévus au troisième paragraphe de l'article 3 ci-dessus, ou sauf accord contraire des Parties si la Commission n'a pas rendu sa recommandation dans un délai d'un an à compter de la date de désignation du Président de la Commission.

Article 11

1. Chacun des membres de la Commission reçoit des honoraires dont le montant est fixé d'un commun accord entre les Parties qui en supportent chacune une part égale.

2. Le frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission sont répartis de la même façon.

Article 12

Les Parties au différend peuvent à tout moment de la procédure de conciliation décider d'un commun accord de recourir à une autre procédure de règlement des différends.

CHAPITRE II

DE L'ARBITRAGE

Article 13

1. A moins que les Parties n'en disposent autrement, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions du présent chapitre.

2. En cas d'échec de la conciliation, la demande d'arbitrage doit être présentée dans les 180 jours qui suivent cet échec.

Article 14

Le tribunal arbitral est composé de trois membres; un arbitre nommé par l'Etat riverain qui a pris les mesures d'intervention, un arbitre nommé par l'Etat dont relèvent les personnes ou les biens affectés par ces mesures, et un autre arbitre qui assume la présidence du tribunal désigné d'un commun accord par les deux premiers.

Article 15

1. Si au terme d'un délai de 60 jours à compter de la désignation du deuxième arbitre, le Président du tribunal n'a pas été désigné, le Secrétaire général de l'Organisation, à la requête de la Partie la plus diligente, procède, dans un nouveau délai de 60 jours, à sa désignation en le choisissant sur une liste de personnes qualifiées, établie à l'avance dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette liste est distincte de la liste d'experts prévue à l'article IV de la Convention et de la liste des conciliateurs prévue à l'article 4 ci-dessus, la même personne pouvant toutefois figurer sur la liste de conciliateurs et sur celle d'arbitres. Une personne qui aurait agi en qualité de conciliateur dans un litige ne peut cependant pas être choisie comme arbitre dans la même affaire.

2. Si dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la requête, l'une des Parties n'a pas procédé à la désignation qui lui incombe d'un membre du tribunal, l'autre Partie peut saisir directement le Secrétaire général de l'Organisation, qui pourvoit à la désignation du Président du tribunal dans un délai de 60 jours en le choisissant sur la liste visée au paragraphe 1 du présent article.

3. Le Président du tribunal, dès sa désignation, demande à la Partie qui n'a pas constitué arbitre de le faire dans les mêmes formes et conditions. Si elle ne procède pas à la désignation qui lui est ainsi demandée, le Président du tribunal demande au Secrétaire général de l'Organisation de pourvoir à cette désignation dans les formes et conditions prévues au paragraphe précédent.

4. Le Président du tribunal, s'il est désigné en vertu des dispositions du présent article, ne doit pas être ou avoir été de nationalité d'une des Parties, sauf consentement de l'autre ou des autres Parties.

5. En cas de décès ou de défaut d'un arbitre dont la désignation incombait à une Partie, celle-ci désigne son remplacement dans un délai de 60 jours à compter du décès ou du défaut. Faute pour elle de le faire, la procédure se poursuit avec les arbitres restants. En cas de décès ou de défaut du Président du tribunal, son remplaçant est désigné dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus ou, à défaut d'accord entre les membres du tribunal dans les 60 jours du décès ou de défaut, dans les conditions prévues au présent article.

Article 16

Si une procédure a été engagée entre deux Parties, toute autre Partie dont les ressortissants ou les biens ont été affectés par les mesures considérées, ou qui, en sa qualité d'Etat riverain, a pris des mesures analogues, peut se joindre à la procédure d'arbitrage en avisant par écrit les Parties qui ont engagé cette procédure à moins que l'une de celles-ci ne s'y oppose.

Article 17

Tout tribunal arbitral constitué aux termes de la présente Annexe, établit ses propres règles de procédure.

Article 18

1. Les décisions du tribunal, tant sur sa procédure et le lieu de ses réunions que sur le différend qui lui est soumis, sont prises à la majorité des voix de ses membres, l'absence ou l'abstention d'un des membres du tribunal dont la désignation incombait aux Parties ne faisant pas obstacle à la possibilité pour le tribunal de statuer. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

2. Les Parties facilitent les travaux du tribunal; à cette fin, conformément à leur législation et en usant des moyens dont elles disposent, les Parties:

a) fournissent au tribunal tous documents et informations utiles;

b) mettent le tribunal en mesure d'entrer sur leur territoire pour entendre les témoins ou experts et pour examiner les lieux.

3. L'absence ou le défaut d'une Partie ne fait pas obstacle à la procédure.

Article 19

1. La sentence du tribunal est motivée. Elle est définitive et sans recours. Les Parties doivent s'y conformer sans délai.

2. Tout différend qui pourrait surgir entre les Parties concernant l'interprétation et l'exécution de la sentence peut être soumis par la Partie la plus diligente au jugement du tribunal qui l'a rendue ou, si ce dernier ne peut en être saisi, d'un autre tribunal constitué à cet effet de la même manière que le premier.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE INTERNAZIONALE SULL'INTERVENTO IN ALTO MARE IN CASO DI SINISTRI CHE CAUSINO O POSSANO CAUSARE INQUINAMENTO DA IDROCARBURI

Gli Stati parti della presente Convenzione, consci della necessità di proteggere gli interessi delle loro popolazioni dalle gravi conseguenze di sinistri marittimi, comportanti il rischio di inquinamento del mare e del litorale da idrocarburi,

Convinti che in tali circostanze per proteggere i detti interessi potrebbe rendersi necessaria l'adozione di eccezionali misure in alto mare e che dette misure non pregiudicherebbero in alcun modo il principio della libertà dell'alto mare,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

1. Gli Stati parti della presente Convenzione possono adottare, in alto mare, le misure che sono necessarie a prevenire, attenuare o eliminare i gravi ed imminenti rischi che possono derivare ai loro litorali o interessi connessi dall'inquinamento delle acque di mare da idrocarburi in seguito ad un sinistro marittimo a o fatti connessi a tale sinistro, che appaiano suscettibili di avere gravi e dannose conseguenze.

2. Tuttavia, nessuna delle misure adottate in base alla presente Convenzione sarà presa nei confronti di navi da guerra od altri bastimenti appartenenti ad uno Stato o da esso gestiti e adibiti esclusivamente, all'epoca del sinistro, ad uso governativo e non commerciale.

Articolo II

Ai fini della presente Convenzione:

1. L'espressione « sinistro marittimo » sta ad indicare una collisione tra navi, un incaglio od altro incidente di navigazione od altro evento a bordo della nave o all'esterno di essa che avrebbe per conseguenza sia danni materiali, che una minaccia immediata di danni materiali per la nave o il suo carico;

2. Il termine « nave » sta ad indicare:

a) qualsiasi tipo di bastimento che viaggi sul mare e

b) qualsiasi apparecchio galleggiante, ad eccezione delle installazioni o di altri dispositivi utilizzati per l'esplorazione del fondo marino, degli oceani e del loro sottosuolo o per lo sfruttamento delle loro risorse;

3. Il termine « idrocarburi » indica il petrolio grezzo, la nafta, il gasolio e l'olio lubrificante.

4. L'espressione « interessi connessi » indica gli interessi di uno Stato rivierasco direttamente lesi o minacciati dall'incidente marittimo e riguardanti in particolare:

a) le attività marittime costiere, portuali o di estuario, ivi comprese le attività di pesca, costituenti un mezzo essenziale di sussistenza per le persone interessate;

b) le attrazioni turistiche della regione considerata;

c) la salute delle popolazioni rivierasche ed il benessere della regione considerata, ivi compresa la conservazione delle risorse biologiche marine, della fauna e della flora;

5. Il termine « Organizzazione » indica l'Organizzazione intergovernativa di consultazione per la navigazione marittima.

Articolo III

Il diritto di uno Stato rivierasco di adottare provvedimenti, in conformità dell'articolo I, viene esercitato alle seguenti condizioni:

a) prima di adottare i provvedimenti, uno Stato rivierasco consulta gli altri Stati interessati del sinistro marittimo, in particolare lo Stato o gli Stati di bandiera;

b) lo Stato rivierasco notifica senza indugio le misure previste alle persone fisiche o giuridiche note allo Stato rivierasco o segnalate ad esso nel corso delle consultazioni come aventi degli interessi che potrebbero verosimilmente essere compromessi o lesi da tali misure. Lo Stato rivierasco prende in considerazione le proposte che dette persone possono sottoporgli;

c) prima di adottare dei provvedimenti lo Stato rivierasco può procedere alla consultazione di esperti indipendenti da scegliere su di una lista che sarà tenuta aggiornata dall'Organizzazione;

d) nei casi di urgenza che richiedono l'adozione di provvedimenti immediati, lo Stato rivierasco può adottare le misure che siano state rese necessarie dall'urgenza senza notifiche o consultazioni preliminari o senza proseguire le consultazioni in corso;

e) lo Stato rivierasco, prima di adottare tali misure e nel corso della loro esecuzione, si adopera nel modo migliore per evitare ogni rischio per le vite umane, nonché ad apportare alle persone in pericolo il più rapidamente possibile, tutto l'aiuto di cui possano avere bisogno, e a non ostacolare ed a facilitare, se del caso, il rimpatrio degli equipaggi delle navi;

f) le misure adottate in applicazione dell'articolo I devono essere notificate senza indugio agli Stati ed alle persone fisiche o giuridiche interessate di cui si sia a conoscenza, nonché al Segretario generale dell'Organizzazione.

Articolo IV

1. La lista di esperti di cui all'articolo III della presente Convenzione sarà redatta ed aggiornata a cura dell'Organizzazione e questa dovrà stabilirne disposizioni, ivi compresa la fissazione delle qualifiche necessarie.

2. Gli Stati membri dell'Organizzazione e le Parti della presente Convenzione possono fornire i nominativi necessari per preparare la lista. Gli esperti sono pagati dagli Stati che li interpellano in base ai servizi resi.

Articolo V

1. Le misure adottate dagli Stati rivieraschi in base all'articolo I saranno proporzionate ai danni subiti o minacciati.

2. Tali misure non devono superare quelle ritenute ragionevolmente necessarie per raggiungere gli scopi indicati all'articolo I e cesseranno non appena tali scopi saranno stati raggiunti; esse non devono, ove non sia assolutamente necessario, interferire con i diritti e gli interessi dello Stato di bandiera, di Stati terzi o di qualsiasi altra persona fisica o giuridica interessata.

3. Per valutare se le misure siano proporzionate al danno, si dovrà tener conto:

a) della portata e delle probabilità di danni imminenti, ove tali misure non siano adottate;

b) della probabile efficacia di tali misure; e

c) dell'estensione dei danni che possono essere causati da tali misure.

Articolo VI

Ogni Parte della presente Convenzione che abbia adottato delle misure contrastanti con le disposizioni della presente Convenzione, che abbiano prodotto dei danni a terzi, è tenuta a pagare un indennizzo per i danni causati da misure che vadano al di là di quelle che sono ragionevolmente necessarie per raggiungere gli scopi di cui all'articolo I.

Articolo VII

Salvo esplicita disposizione contraria, nulla nella presente Convenzione potrà modificare un obbligo nè pregiudicare un diritto, privilegio o immunità altrimenti previsti, nè privare alcuna delle Parti o qualsiasi persona fisica o giuridica interessata di ogni ricorso di cui potrebbe altrimenti disporre.

Articolo VIII

1. Qualsiasi controversia fra le Parti, che sorga dalla possibilità che le misure adottate in base all'articolo I possono essere in contrasto con le disposizioni della presente Convenzione, o da eventuali risarcimenti da pagarsi in base all'articolo VI, o dall'ammontare di tali indennizzi e che non sia stata definita da negoziati fra le Parti interessate o fra la Parte che ha adottato le misure e le persone fisiche o giuridiche che chiedono il risarcimento, se le Parti non decidono altrimenti, sarà sottoposta, su richiesta di una qualunque delle parti interessate, alla conciliazione o qualora questa non riesca, all'arbitrato, alle condizioni previste dall'Allegato alla presente Convenzione.

2. La Parte che ha adottato le misure non ha il diritto di respingere una richiesta di conciliazione o di arbitrato che sia stata presentata in base al precedente paragrafo, per il solo motivo che i ricorsi davanti ai propri tribunali offerti dalla propria legislazione nazionale non sono stati tutti esauriti.

Articolo IX

1. La presente Convenzione è aperta alla firma sino al 31 dicembre 1970 e resta poi aperta all'adesione.

2. Gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di una qualsiasi delle sue istituzioni specializzate o dell'Ente internazionale per l'energia atomica o parti dello Statuto della Corte Internazionale di Giustizia, possono divenire parti della presente Convenzione mediante:

a) firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

b) firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; o

c) adesione.

Articolo X

1. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione si effettuano mediante il deposito di uno strumento, in buona e debita forma, presso il Segretario Generale dell'Organizzazione.

2. Ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione che sia stato depositato dopo l'entrata in vigore di un emendamento alla presente Convenzione nei confronti di tutti gli Stati già parti della Convenzione o dopo l'adempimento di tutte le formalità richieste per l'entrata in vigore dell'emendamento nei riguardi dei detti Stati, si intende applicabile alla Convenzione modificata dall'emendamento.

Articolo XI

1. La presente Convenzione entra in vigore il novantesimo giorno dalla data in cui i Governi di quindici Stati l'abbiano firmata senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione o abbiano depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione presso il Segretario Generale dell'Organizzazione.

2. Per ogni Stato che ratifichi, accetti o approvi la Convenzione o vi aderisca successivamente, essa entra in vigore il novantesimo giorno dopo il deposito dell'apposito strumento.

Articolo XII

1. La presente Convenzione può essere denunciata da ogni Parte in qualsiasi momento a partire dalla data in cui la Convenzione sia entrata in vigore nei confronti di tale Stato.

2. La denuncia si effettua mediante il deposito di uno strumento presso il Segretario Generale dell'Organizzazione.

3. La denuncia prenderà effetto un anno dopo la data del deposito dello strumento presso il Segretario Generale dell'Organizzazione o allo spirare di ogni periodo di tempo più lungo che sia indicato in detto strumento.

Articolo XIII

1. L'Organizzazione delle Nazioni Unite, quando assume la responsabilità dell'amministrazione di un territorio, od ogni Stato parte della presente Convenzione che curi le relazioni internazionali di un territorio, consulterà, il più presto possibile le autorità di tale territorio o adotterà i provvedimenti necessari per estendere ad esso l'applicazione della presente Convenzione e potrà in ogni momento, mediante notifica scritta indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione, fare conoscere che tale estensione ha avuto luogo.

2. L'applicazione della presente Convenzione viene estesa al territorio indicato nella notifica a partire dalla data del ricevimento di questa ultima o da ogni altra data che verrà indicata.

3. L'Organizzazione delle Nazioni Unite, od ogni Parte che abbia fatto una dichiarazione in base al primo paragrafo del presente articolo, potrà in ogni momento successivo alla data in cui è stata così estesa l'applicazione della Convenzione ad un territorio, far conoscere mediante notifica scritta indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione, che la presente Convenzione cessa di applicarsi al territorio indicato nella notifica.

4. La presente Convenzione cessa di applicarsi al territorio indicato nella notifica un anno dopo la data del ricevimento di quest'ultima da parte del Segretario Generale dell'Organizzazione o allo spirare di ogni altro periodo più lungo indicato nella notifica stessa.

Articolo XIV

1. L'Organizzazione potrà indire una Conferenza avente lo scopo di revisionare o emendare la presente Convenzione.

2. L'Organizzazione indirà una Conferenza degli Stati parti della presente Convenzione avente lo scopo di revisionare o emendare la presente Convenzione su domanda di almeno un terzo delle Parti.

Articolo XV

1. La presente Convenzione sarà depositata presso gli Archivi del Segretario Generale dell'Organizzazione.

2. Il Segretario Generale dell'Organizzazione:

a) informerà tutti gli Stati che abbiano firmato la Convenzione o vi abbiano aderito:

i) di ogni nuova firma o nuovo deposito di uno strumento nonché della data in cui tale firma o tale deposito hanno avuto luogo;

ii) di ogni deposito di uno strumento di denuncia della presente Convenzione e della data in cui detto deposito è avvenuto;

iii) dell'estensione della presente Convenzione ad ogni territorio in base al paragrafo 1 dell'articolo XIII, nonché della cessazione di ogni estensione di cui sopra in base al paragrafo 4 dello stesso articolo, indicando in ogni caso la data in cui abbia a cessare o si preveda la cessazione dell'estensione della presente Convenzione;

b) trasmetterà copie conformi della presente Convenzione a tutti gli Stati firmatari della Convenzione nonché a tutti gli Stati aderenti.

Articolo XVI

Non appena la presente Convenzione sarà entrata in vigore, il Segretario Generale dell'Organizzazione ne trasmetterà il testo al Segretariato delle Nazioni Unite per la registrazione e la pubblicazione ai sensi dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo XVII

La presente Convenzione viene redatta in un unico esemplare in lingua francese ed inglese entrambi i testi facenti ugualmente fede. Verranno inoltre approntate traduzioni ufficiali nelle lingue russa e spagnola che verranno depositate con l'originale firmato.

IN FEDE di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Bruxelles, il 29 novembre 1969.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO

CAPITOLO I

CONCILIAZIONE

Articolo 1

A meno che le Parti interessate non convengano altrimenti, la procedura di conciliazione viene stabilita in conformità alle disposizioni del presente capitolo.

Articolo 2

1. Su richiesta di una delle Parti ad un'altra Parte, in applicazione dell'articolo VIII della Convenzione, viene costituita una Commissione di conciliazione.

2. L'istanza di conciliazione prodotta da una Parte deve contenere l'oggetto della richiesta e altresì tutti i documenti a sostegno di quanto esposto.

3. Qualora sia insorto un procedimento di conciliazione fra due Parti, ogni altra Parte i cui cittadini o beni siano stati danneggiati dalle misure previste, o che, nella propria qualità di Stato rivierasco, abbia adottato misure analoghe, può intervenire nel procedimento di conciliazione avvisandone per iscritto le Parti impegnate in detto procedimento, a meno che una di esse non vi si opponga.

Articolo 3

1. La Commissione di conciliazione si compone di tre membri: un membro nominato dallo Stato rivierasco che ha adottato le misure di intervento, un membro nominato dallo Stato i cui cittadini o beni siano stati danneggiati dalle predette misure, ed un terzo membro, designato di comune accordo dagli altri due, che assume la presidenza della Commissione.

2. Questi conciliatori sono scelti da una lista di persone, redatta in precedenza in base alla procedura fissata al seguente articolo 4.

3. Se entro un termine di 60 giorni a partire dalla data del ricevimento della domanda di conciliazione, la Parte alla quale questa è indirizzata non ha notificato all'altra Parte nella controversia la designazione del conciliatore che è tenuta ad effettuare, o se, entro un termine di 30 giorni a partire dalla nomina del secondo membro della Commissione designato dalle Parti, i due primi conciliatori non sono riusciti a nominare di comune accordo il Presidente della Commissione, il Segretario Generale dell'Organizzazione provvede, su richiesta della Parte più diligente ed entro un termine di 30 giorni alle nomine necessarie. I membri della Commissione così designati sono scelti dalla lista prevista al paragrafo precedente.

4. In nessun caso il Presidente della Commissione deve avere od avere avuto la nazionalità di una delle Parti che hanno promosso il procedimento, qualunque sia il sistema adottato per la sua designazione.

Articolo 4

1. La lista di cui al precedente articolo 3 è costituita da persone qualificate, designate dalle Parti e viene aggiornata dall'Organizzazione. Ogni Parte può designare quattro persone da includere nella lista che possono anche non essere necessariamente suoi concittadini. Le designazioni vengono fatte per periodi di sei anni rinnovabili.

2. In caso di decesso o di dimissioni di una persona che figuri sulla lista, la Parte che ha nominato la detta persona può designare un sostituto per il periodo restante del mandato.

Articolo 5

1. Salvo diverso accordo fra le Parti, la Commissione di conciliazione fissa il proprio regolamento interno e, in ogni caso le procedure devono essere quelle del contraddittorio. Per quanto attiene all'inchiesta, la Commissione, a meno che non decida altrimenti all'unanimità, si uniforma alle disposizioni contenute nel Titolo III della Convenzione dell'Aja del 18 ottobre 1907 per la composizione pacifica delle controversie internazionali.

2. Le Parti sono rappresentate presso la Commissione di conciliazione da agenti aventi il compito di servire da intermediari fra le Parti, inoltre, farsi assistere da consiglieri e da esperti da lei nominati a tale scopo e chiedere che venga ascoltata ogni persona le cui testimonianza possa apparirle utile.

3. La Commissione ha la facoltà di chiedere spiegazioni ai consiglieri ed esperti delle Parti, nonché a chiunque essa ritenga utile convocare con il benestare del proprio Governo.

Articolo 6

A meno che le Parti non convengano altrimenti, le decisioni della Commissione di conciliazione sono adottate con la maggioranza dei voti e la Commissione non può pronunciarsi circa il merito della controversia se tutti i membri non sono presenti.

Articolo 7

Le Parti devono facilitare i lavori della Commissione di conciliazione; a tal fine, conformemente alla loro legislazione e facendo uso dei mezzi di cui dispongono le Parti:

a) sono tenute a fornire alla Commissione tutti i documenti ed informazioni utili;

b) sono tenute a porre la Commissione in grado di entrare nel loro territorio per ascoltare i testimoni o gli esperti e per compiere sopralluoghi.

Articolo 8

La Commissione di conciliazione ha il compito di chiarire i termini delle controversie, di raccogliere a tal fine ogni informazione utile, mediante indagini o altrimenti, e di sforzarsi di conciliare le Parti. Dopo aver studiato la questione, essa notifica alle Parti la raccomandazione che le

appare appropriata e fissa loro un termine non superiore ai 90 giorni per manifestare la loro accettazione o il loro rigetto della detta raccomandazione.

Articolo 9

La raccomandazione deve essere motivata. Qualora essa non rifletta totalmente o in parte l'opinione unanime della Commissione, ogni conciliatore ha il diritto di far conoscere separatamente la propria opinione.

Articolo 10

Si riterrà la conciliazione fallita se, 90 giorni dopo la notifica della raccomandazione alle Parti, nessuna di loro ha notificato all'altra Parte la propria accettazione della raccomandazione. La conciliazione si riterrà del pari fallita, qualora la Commissione non abbia potuto essere costituita nei termini previsti al terzo paragrafo del precedente art. 3, o salvo accordo contrario delle Parti se la Commissione non ha espresso la propria raccomandazione entro il termine di un anno a partire dalla data della designazione del Presidente della Commissione.

Articolo 11

1. Ciascun membro della Commissione riceve degli onorari il cui ammontare è fissato di comune accordo dalle Parti che vi contribuiranno in parti uguali.

2. Le spese generali causate dal funzionamento della Commissione sono ripartite nello stesso modo.

Articolo 12

Le Parti della controversia possono in ogni momento del procedimento di conciliazione decidere di comune accordo di ricorrere ad un'altra procedura per definire la controversia.

CAPITOLO II

ARBITRATO

Articolo 13

1. A meno che le Parti non decidano altrimenti, la procedura di arbitrato viene condotta conformemente alle disposizioni del precedente Capitolo.

2. In caso di fallimento della conciliazione, la richiesta di arbitrato deve essere presentata entro 180 giorni che seguono tale fallimento.

Articolo 14

Il tribunale arbitrale si compone di tre membri: un arbitro nominato dallo Stato rivierasco che ha adottato le misure di intervento, un arbitro nominato dallo Stato cui appartengono le persone o i beni danneggiati da tali misure, ed un altro arbitro che assume la presidenza del tribunale, designato di comune accordo dagli altri due.

Articolo 15

1. Se, allo spirare di un termine di 60 giorni a partire dalla designazione del secondo arbitro, il Presidente del tribunale non è stato ancora designato, il Segretario Generale dell'Organizzazione, su richiesta della Parte più diligente, procede, entro un nuovo termine di 60 giorni, alla sua designazione, scegliendo il Presidente da una lista di persone qualificate, redatta in precedenza alle condizioni previste dal precedente art. 4. Tale lista è separata sia dalla lista di esperti prevista all'articolo IV della Convenzione che dalla lista di conciliatori prevista al precedente art. 4, la stessa persona può tuttavia figurare sia nella lista dei conciliatori che in quella degli arbitri. Una persona che avesse agito in qualità di conciliatore in una controversia non potrebbe tuttavia essere scelta quale arbitro per la stessa questione.

2. Se entro un termine di 60 giorni a partire dalla data di ricevimento della richiesta, una delle Parti non ha proceduto alla designazione di un membro del tribunale che è tenuta a compiere, l'altra Parte può informare direttamente il Segretario Generale dell'Organizzazione che provvede alla designazione del Presidente del tribunale entro un termine di 60 giorni scegliendo dalla lista di cui al paragrafo 1 del presente articolo.

3. Il Presidente del Tribunale, dal momento della sua designazione, chiede alla Parte che non ha nominato l'arbitro di provvedere a nominarlo nella stessa forma e alle stesse condizioni. Ove esso non provveda alla designazione che le è in tal modo richiesta, il Presidente del Tribunale chiede al Segretario Generale dell'Organizzazione di provvedere a tale designazione nella forma e alle condizioni previste al paragrafo precedente.

4. Il Presidente del Tribunale, qualora venga designato in base alle disposizioni del presente articolo, non deve avere od avere avuto la nazionalità di una delle Parti, a meno che non vi sia il consenso dell'altra Parte o delle altre Parti.

5. In caso di decesso o di assenza di un arbitro che doveva essere nominato da una Parte, questa designa il suo sostituto entro un termine di 60 giorni a partire dalla data del decesso o dell'assenza. In caso di mancata nomina da parte della predetta Parte, il procedimento verrà proseguito con gli arbitri restanti. In caso di decesso o di assenza del Presidente del Tribunale, il suo sostituto è designato alle condizioni previste al precedente art. 14 o, in mancanza di accordo fra i membri del tribunale nei 60 giorni che seguono il decesso o l'assenza, alle condizioni previste dal presente articolo.

Articolo 16

Ove sia stato iniziato un procedimento tra le due Parti, ogni altra Parte i cui cittadini o beni siano stati danneggiati dalle misure considerate, o che, nella sua qualità di Stato rivierasco abbia adottato delle misure analoghe, può partecipare al procedimento di arbitrato avvertendo per iscritto le Parti che hanno promosso detto procedimento, a meno che una di esse non vi si opponga.

Articolo 17

Ogni tribunale arbitrale, costituito ai sensi del presente allegato, fissa le proprie norme di procedura.

Articolo 18

1. Le decisioni del tribunale, sia relative alla procedura che al luogo delle sue riunioni, sono adottate con la maggioranza dei voti dei suoi membri, e l'assenza o l'astensione di uno dei membri del tribunale della cui designazione le Parti erano responsabili, non sarà di ostacolo alla possibilità di raggiungere una decisione da parte del Tribunale. In caso di parità di voti, il voto del Presidente è decisivo.

2. Le Parti facilitano i lavori del tribunale; a tal fine, conformemente alla loro legislazione e facendo uso dei mezzi di cui dispongono, le Parti:

a) forniscono al tribunale tutti i documenti e le informazioni utili;

b) pongono il tribunale in grado di entrare nel loro territorio per ascoltare i testimoni o gli esperti.

3. L'assenza o la mancata comparizione in giudizio di una Parte non è di ostacolo al procedimento.

Articolo 19

1. La sentenza del tribunale sarà motivata. Essa sarà definitiva e inappellabile. Le Parti dovranno uniformarvisi senza indugio.

2. Ogni controversia che potrebbe sorgere fra le Parti circa l'interpretazione o l'esecuzione della sentenza può essere sottoposta dalla Parte più diligente al giudizio del tribunale che l'ha pronunziata o, ove quest'ultimo non possa essere investito, verrà sottoposto al giudizio di un altro tribunale costituito a tale scopo allo stesso modo del primo.

CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA RESPONSABILITE CIVILE POUR LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

Les Etats parties à la présente Convention,

Conscients des risques de pollution que crée le transport maritime international des hydrocarbures en vrac,

Convaincus de la nécessité de garantir une indemnisation équitable des personnes qui subissent des dommages du fait de pollution résultant de fuites ou de rejets d'hydrocarbures provenant de navires,

Desireux d'adopter des règles et des procédures uniformes sur le plan international pour définir les questions de responsabilité et garantir en de telles occasions une réparation équitable,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

Au sens de la présente Convention:

1. « Navire » signifie tout bâtiment de mer ou engin marin, quel qu'il soit, qui transporte effectivement des hydrocarbures en vrac en tant que cargaison.

2. « Personne » signifie toute personne physique ou toute personne morale de droit public ou de droit privé, y compris un Etat et ses subdivisions politiques.

3. « Propriétaire » signifie la personne ou les personnes au nom de laquelle ou desquelles e navire est immatriculé, à défaut d'immatriculation, la personne ou les personnes dont le navire est la propriété. Toutefois, dans le cas de navires qui sont propriété d'un Etat et exploités par une compagnie qui, dans cet Etat, est enregistrée comme étant l'exploitant des navires, l'expression « propriétaire » désigne cette compagnie.

4. « Etat d'immatriculation du navire » signifie, à l'égard des navires immatriculés, l'Etat dans lequel le navire a été immatriculé, et à l'égard des navires non immatriculés l'Etat dont le navire bat pavillon.

5. « Hydrocarbures » signifie tous hydrocarbures persistants, notamment le pétrole brut, le fuel-oil, l'huile diesel lourde, l'huile de graissage et l'huile de baleine, qu'ils soient transportés à bord d'un navire en tant que cargaison ou dans les soutes de ce navire.

6. « Dommage par pollution » signifie toute perte ou tout dommage extérieur au navire transportant des hydrocarbures causé par une contamination résultant d'une fuite ou de rejete d'hydrocarbures, où que se produise cette fuite ou ce rejet, et comprend le coût des mesures de sauvegarde et toute perte ou tout dommage causés par lesdites mesures.

7. « Mesures de sauvegarde » signifie toutes mesures raisonnables prises par toute personne après la survenance d'un événement pour prévenir ou limiter la pollution.

8. « Evénement » signifie tout fait ou tout ensemble de faits ayant la même origine et dont résulte une pollution.

9. « Organisation » signifie l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Article II

La présente Convention s'applique exclusivement aux dommages par pollution survenus sur le territoire y compris la mer territoriale d'un Etat contractant ainsi qu'aux mesures de sauvegarde destinées à éviter ou à réduire de tels dommages.

Article III

1. Le propriétaire du navire au moment d'un événement, ou, si l'événement consiste en une succession de faits, au moment du premier fait, est responsable de tout dommage par pollution qui résulte d'une fuite ou de rejets d'yudrocarbures de son navire à la suite de l'événement, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 2 et 3 du présent article.

2. Le propriétaire n'est pas responsable s'il prouve que le dommage par pollution:

a) résulte d'un acte de guerre, d'hostilités, d'une guerre civile, d'une insurrection, ou d'un phénomène naturel de caractère exceptionnel, inévitable et irrésistible, ou

b) résulte en totalité du fait qu'un tiers a délibérément agi ou omis d'agir dans l'intention de causer un dommage, ou

c) résulte en totalité de la négligence ou d'une autre action préjudiciable d'un gouvernement ou autre autorité responsable de l'entretien des feux ou autres aides à la navigation dans l'exercice de cette fonction.

3. Si le propriétaire prouve que le dommage par pollution résulte en totalité ou en partie, soit du fait que la personne qui l'a subi a agi ou omis d'agir dans l'intention de causer un dommage, soit de la négligence de cette personne, le propriétaire peut être exonéré de tout ou partie de sa responsabilité envers ladite personne.

4. Aucune demande de réparation de dommage par pollution ne peut être formée contre le propriétaire autrement que sur la base de la présente Convention. Aucune demande en indemnisation du chef de pollution, qu'elle soit ou non fondée sur la présente Convention, ne peut être introduite contre les préposés ou mandataires du propriétaire.

5. Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits de recours du propriétaire contre les tiers.

Article IV

Lorsque des fuites ou des rejets se sont produits sur plus d'un navire et qu'un dommage par pollution en résulte, les propriétaires de tous les navires en cause sont, sous réserve des dispositions prévues à l'article III, solidairement responsables pour la totalité du dommage qui n'est pas aisonnablement divisible.

Article V

1. Le propriétaire d'un navire est en droit de limiter sa responsabilité aux termes de la présente Convention à un montant total par événement de 2.000 francs par tonneau de jauge du navire. Toutefois ce montant total ne peut en aucun cas excéder 210 millions de francs.

2. Si l'événement est causé par une faute personnelle du propriétaire, ce dernier n'est pas recevable à se prévaloir de la limitation prévue au paragraphe 1 du présent article.

3. Pour bénéficier de la limitation prévue au paragraphe 1 du présent article, le propriétaire doit constituer un fonds s'élevant à la limite de sa responsabilité auprès du tribunal ou de toute autre autorité compétente de l'un quelconque des Etats contractants où une action est engagée en vertu de l'article IX. Ce fonds peut être constitué soit par le dépôt de la somme, soit par la présentation d'une garantie bancaire ou de toute autre garantie acceptable admise par la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel le fonds est constitué, et jugée satisfaisante par le tribunal ou toute autre autorité compétente.

4. La distribution du fonds entre les créanciers s'effectue proportionnellement aux montants des créances admises.

5. Si, avant la distribution du fonds, le propriétaire, son préposé ou son mandataire, ou toute personne qui lui fournit l'assurance ou autre garantie financière a, à la suite de l'événement, versé une indemnité pour dommage par pollution, cette personne est subrogée, à concurrence du montant qu'elle a payé, aux droits que la personne indemnisée aurait eus aux termes de la présente Convention.

6. Le droit de subrogation prévu au paragraphe 5 du présent article peut être exercé par une personne autre que celles qui y sont mentionnées en ce qui concerne toute somme qu'elle aurait versée pour réparer le dommage par pollution, sous réserve qu'une telle subrogation soit autorisée par la loi nationale applicable.

7. Lorsque le propriétaire ou toute autre personne établit qu'il pourrait être contraint de payer ultérieurement en tout ou en partie une somme pour laquelle il aurait bénéficié d'une subrogation en vertu du paragraphe 5 ou 6 du présent article si l'indemnité avait été versée avant la distribution du fonds, le tribunal ou autre autorité compétente de l'Etat où le fonds est constitué peut ordonner qu'une somme suffisante soit provisoirement réservée pour permettre à l'intéressé de faire ultérieurement valoir ses droits sur le fonds.

8. Pour autant qu'elles soient raisonnables, les dépenses encourues et les sacrifices consentis volontairement par le propriétaire aux fins d'éviter ou de réduire une pollution lui confèrent sur le fonds des droits équivalents à ceux des autres créanciers.

9. Le franc mentionné dans cet article est une unité constituée par soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cent millièmes de fin. Le montant mentionné au paragraphe 1 du présent article sera converti dans la monnaie nationale de l'Etat dans lequel le fonds doit être constitué; la conversion s'effectuera suivant la valeur officielle de cette monnaie par rapport à l'unité définie ci-dessus à la date de constitution du fonds.

10. Aux fins du présent article, on entend par jauge du navire la jauge nette, augmentée du volume qui, à raison de l'espace occupé par les appareils moteurs, a été déduit de la jauge brute pour déterminer la jauge nette. Lorsqu'il s'agit d'un navire qui ne peut être jaugé conformément aux règles usuelles de jaugeage, la jauge est réputée égale à 40 pour cent du poids, exprimé en tonnes de 2.240 livres, des hydrocarbures que le navire peut transporter.

11. L'assureur ou toute autre personne dont émane la garantie financière peut constituer un fonds conformément au présent article aux mêmes conditions et avec les mêmes effets que si le fonds était constitué par le propriétaire. Un tel fonds peut être constitué même en cas de faute personnelle du propriétaire mais la constitution ne porte pas atteinte, dans ce cas, aux droits qu'ont les victimes vis-à-vis du propriétaire du navire.

Article VI

1. Lorsque, après l'événement, le propriétaire a constitué un fonds en application de l'article V et est en droit de limiter sa responsabilité,

a) aucun droit à indemnisation pour dommages par pollution résultant de l'événement ne peut être exercé sur d'autres biens du propriétaire,

b) le tribunal ou autre autorité compétente de tout Etat contractant ordonne la libération du navire ou autre bien appartenant au propriétaire, saisi à la suite d'une demande en réparations pour les dommages par pollution causés par le même événement, et agit de même à l'égard de toute caution ou autre garantie déposée en vue d'éviter une telle saisie.

2. Les dispositions précédentes ne s'appliquent toutefois que si le demandeur a accès au tribunal qui contrôle le fonds et si le fonds peut effectivement être utilisé pour couvrir sa demande.

Article VII

1. Le propriétaire d'un navire immatriculé dans un Etat contractant et transportant plus de 2.000 tonnes d'hydrocarbures en vrac en tant que cargaison est tenu de souscrire une assurance ou autre garantie financière, telle que cautionnement bancaire ou certificat délivré par une fonds international d'indemnisation, d'un montant fixé par application des limites de responsabilité prévues à l'article V, paragraphe 1, pour couvrir sa responsabilité pour dommage par pollution conformément aux dispositions de la présente Convention.

2. Un certificat attestant qu'une assurance ou garantie financière est en cours de validité conformément aux dispositions de la présente Convention est délivré pour chaque navire. Il est délivré ou visé par l'autorité compétente de l'Etat d'immatriculation qui doit s'assurer que le navire satisfait aux dispositions du paragraphe 1 du présent article. Le certificat doit être conforme au modèle joint en annexe et comporter les renseignements suivants:

a) nom du navire et port d'immatriculation;

b) nom et lieu du principal établissement du propriétaire;

c) type de garantie;

d) nom et lieu du principal établissement de l'assureur ou autre personne accordant la garantie et, le cas échéant, lieu de l'établissement auprès duquel l'assurance ou la garantie a été souscrite;

e) la période de validité du certificat, qui ne saurait excéder celle de l'assurance ou de la garantie.

3. Le certificat est établi dans la langue ou les langues officielles de l'Etat qui le délivre. Si la langue utilisée n'est ni l'anglais ni le français, le texte comporte une traduction dans l'une de ces langues.

4. Le certificat doit se trouver à bord du navire et une copie doit en être déposée auprès du service qui tient le registre d'immatriculation du navire.

5. Une assurance ou autre garantie financière ne satisfait pas aux dispositions du présent article si elle peut cesser ses effets, pour une raison autre que l'expiration du délai de validité indiqué dans le certificat en application du paragraphe 2 du présent article, avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour où préavis en a été donné à l'autorité citée au paragraphe 4 du présent article, à moins que le certificat n'ait été restitué à cette autorité ou qu'un nouveau certificat valable n'ait été délivré avant la fin de ce délai. Les dispositions qui précèdent s'appliquent également à toute modification de l'assurance ou garantie financière ayant pour effet que celle-ci ne satisfait plus aux dispositions du présent article.

6. L'Etat d'immatriculation détermine les conditions de délivrance et de validité du certificat, sous réserve des dispositions du présent article.

7. Les certificats délivrés ou visés sour la responsabilité d'un Etat contractant sont reconnus par d'autres Etats contractants à toutes les fins de la présente Convention et sont considérés par eux comme ayant la même valeur que les certificats délivrés et visés par eux-mêmes. Un Etat contractant peut à tout moment demander à l'Etat d'immatriculation de procéder à un échange de vues s'il

estime que l'assureur ou garant porté sur le certificat n'est pas financièrement capable de faire face aux obligations imposées par la Convention.

8. Toute demande en réparation de dommages dus à la pollution peut être formée directement contre l'assureur ou la personne dont émane la garantie financière couvrant la responsabilité du propriétaire pour les dommages par pollution. Dans un tel cas, le défendeur peut, qu'il y ait eu ou non faute personnelle du propriétaire, se prévaloir des limites de responsabilité prévues à l'article V, paragraphe 1. Le défendeur peut en outre se prévaloir des moyens de défense que le propriétaire serait lui-même fondé à invoquer, excepté ceux tirés de la faillite ou mise en liquidation du propriétaire. Le défendeur peut de surcroît se prévaloir du fait que les dommages par pollution résultent d'une faute intentionnelle du propriétaire lui-même, mais il ne peut ne prévaloir d'aucun des autres moyens de défense qu'il aurait pu être fondé à invoquer dans une action intentée par le propriétaire contre lui. Le défendeur peut dans tous les cas obliger le propriétaire à se joindre à la procédure.

9. Tout fonds constitué par une assurance ou autre garantie financière en application du paragraphe 1 du présent article n'est disponible que pour le règlement des indemnités dues en vertu de la présente Convention.

10. Un Etat contractant n'autorise pas un navire soumis aux dispositions du présent article et battant son pavillon à commercer si ce navire n'est pas muni d'un certificat délivré en application du paragraphe 2 ou 12 du présent article.

11. Sous réserve des dispositions du présent article, chaque Etat contractant veille à ce qu'en vertu de sa législation nationale, une assurance ou autre garantie financière correspondant aux exigences du paragraphe 1 du présent article couvre tout navire, quel que soit son lieu d'immatriculation, qui entre dans ses ports ou qui les quitte ou qui arrive dans des installations terminales lituées au large des côtes dans sa mer territoriale ou qui les quitte, s'il transporte effectivement plus de 2.000 tonnes d'hydrocarbures en vrac en tant que cargaison.

12. Si un navire qui est la propriété de l'Etat n'est pas couvert par une assurance ou autre garantie financière, les dispositions pertinentes du présent article ne s'appliquent pas à ce navire. Ce navire doit toutefois être muni d'un certificat délivré par les autorités compétentes de l'Etat d'immatriculation attestant que le navire est la propriété de cet Etat et que sa responsabilité est couverte dans le cadre des limites prévues à l'article V, paragraphe 1. Ce certificat suit d'aussi près que possible le modèle prescrit au paragraphe 2 du présent article.

Article VIII

Les droits à indemnisation prévus par la présente Convention s'éteignent à défaut d'action en justice intentée en application des dispositions de celle-ci dans les trois ans à compter de la date où le dommage est survenu. Néanmoins, aucune action en justice ne peut être intentée après un délai de six ans, à compter de la date où s'est produit l'événement ayant occasionné le dommage. Lorsque cet événement s'est produit en plusieurs étapes, le délai de six ans court à dater de la première de ces étapes.

Article IX

1. Lorsqu'un événement a causé un dommage par pollution sur le territoire y compris la mer territoriale d'un ou de plusieurs Etats contractants, ou que des mesures de sauvegarde ont été prises pour prévenir ou atténuer tout dommage par pollution sur ces territoires y compris la mer territoriale, il ne peut être présenté de demande d'indemnisation que devant les tribunaux de

ce ou de ces Etats contractants. Avis doit être donné au défendeur, dans un délai raisonnable, de l'introduction de telles demandes.

2. Chaque Etat contractant veille à ce que ses tribunaux aient compétence pour connaître de telles actions en réparation.

3. Après la constitution du fonds conformément aux dispositions de l'article V, les tribunaux de l'Etat où le fonds est constitué sont seuls compétents pour statuer sur toutes questions de répartition et de distribution du fonds.

Article X

1. Tout jugement d'un tribunal compétent en vertu de l'article IX, qui est exécutoire dans l'Etat d'origine où il ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire est reconnu dans tout autre Etat contractant, sauf:

a) si le jugement a été obtenu frauduleusement;

b) si le défendeur n'a pas été averti dans des délais raisonnables et mis en mesure de présenter sa défense.

2. Tout jugement qui est reconnu en vertu du paragraphe premier du présent article est exécutoire dans chaque Etat contractant dès que les procédures exigées dans ledit Etat ont été remplies. Ces procédures ne sauraient autoriser une revision au fond de la demande.

Article XI

1. Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables aux navires de guerre et aux autres navires appartenant à un Etat ou exploités par lui et affectés exclusivement, à l'époque considérée, à un service non commercial d'Etat.

2. En ce qui concerne les navires appartenant à un Etat contractant et utilisés à des fins commerciales, chaque Etat est passible de poursuites devant les juridictions visées à l'article IX et renonce à toutes les défenses dont il pourrait se prévaloir en sa qualité d'Etat souverain.

Article XII

La présente Convention l'emporte sur les conventions internationales qui, à la date à laquelle elle est ouverte à la signature, sont en vigueur ou ouvertes à la signature, à la ratification ou à l'adhésion, mais seulement dans la mesure où ces conventions seraient en conflit avec elle; toutefois, la présente disposition n'affecte pas les obligations qu'ont les Etats contractants envers les Etats non contractants du fait de ces conventions.

Article XIII

1. La présente Convention reste ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1970 et reste ensuite ouverte à l'adhésion.

2. Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une quelconque de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou parties au Statut de la Cour internationale de Justice peuvent devenir parties à la présente Convention par:

a) signature sans réserve quant à la ratification, acceptation ou approbation;

b) signature sous réserve de ratification, acceptation ou approbation suivie de ratification, acceptation ou approbation; ou

c) adhésion.

Article XIV

1. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention en vigueur à l'égard de tous les Etats contractants à la Convention ou après l'accomplissement de toutes les mesures requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement à l'égard desdits Etats contractants, est réputé s'appliquer à la Convention modifiée par l'amendement.

Article XV

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date à laquelle les gouvernements de huit Etats, dont cinq représentant des Etats ayant chacun au moins 1 million de tonneaux de jauge brute en navires-citernes, soit l'ont signée sans réserve quant à la ratification, acceptation ou approbation, soit ont déposé un instrument de ratification, acceptation, approbation ou adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Pour chacun des Etats qui ratifient, acceptent, approuvent la Convention ou y adhèrent ultérieurement, elle entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cet Etat de l'instrument approprié.

Article XVI

1. La présente Convention peut être dénoncée par l'un quelconque des Etats contractants après qu'elle est entrée en vigueur à son égard.

2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3. La dénonciation prend effet un an après la date du dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être specifiée dans cet instrument.

Article XVII

1. L'Organisation des Nations Unies, lorsqu'elle assume la responsabilité de l'administration d'un territoire, ou tout Etat contractant chargé d'assurer les relations internationales d'un territoire, consulte dès que possible les autorités compétentes de ce territoire ou prend toute autre mesure appropriée, pour lui étendre l'application de la présente Convention et, à tout moment, par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation, faire connaître qu'une telle extension a eu lieu.

2. L'application de la présente Convention est étendue au territoire désigné dans la notification à partir de la date de réception de celle-ci ou telle autre date qui serait indiquée.

3. L'Organisation des Nations Unies, ou tout Etat contractant ayant fait une déclaration en vertu du premier paragraphe du présent article peut à tout moment après la date à laquelle l'application de la Convention a été ainsi étendue à un territoire faire connaître, par notification écrite

adressée au Secrétaire général de l'Organisation, que la présente Convention cesse de s'appliquer au territoire désigné dans la notification.

4. La présente Convention cesse de s'appliquer au territoire désigné dans la notification un an après la date de sa réception par le Secrétaire général de l'Organisation ou à l'expiration de toute autre période plus longue spécifiée dans la notification.

Article XVIII

1. L'Organisation peut convoquer une conférence ayant pour objet de reviser ou d'amender la présente Convention.

2. L'Organisation convoque une conférence des Etats contractants ayant pour objet de reviser ou d'amender la présente Convention à la demande du tiers au moins des Etats contractants.

Article XIX

1. La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation:

a) informe tous les Etats qui ont signé la Convention ou y ont adhéré:

i) de toute signature nouvelle ou dépôt d'instrument nouveau et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;

ii) de tout dépôt d'instrument dénonçant la présente Convention et de la date à laquelle ce dépôt est intervenu;

iii) de l'extension à tout territoire de la présent Convention en vertu du paragraphe 1 de l'article XVII et de la cessation de toute extension susdite en vertu du paragraphe 4 du même article, en indiquant dans chaque cas la date à laquelle l'extension de la présente Convention a pris ou prendra fin;

b) transmet des copies conformes de la présente Convention à tous les Etats signataires de cette Convention et à tous les Etats qui y adhèrent.

Article XX

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général de l'Organisation en transmet le texte au Secrétariat des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article XXI

La présente Convention est établie en un seul exemplaire en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi. Il en est établi des traductions officielles en langues russe et espagnole qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le vingt-neuf novembre 1969.

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie :

Sous réserve de ratification

ALEXANDER DOWNER
17 décembre 1970

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

Sous réserve de ratification

A. LILAR
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil :

Sous réserve de ratification

FERNANDO ERNESTO CARNEIRO RIBEIRO

G. NASCIMENTO E SILVA
30 décembre 1969

Pour le Gouvernement de la République fédérale du Cameroun :

Sous réserve de ratification

C. LANGUE-TSOBGNY
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République de Chine :

Sous réserve de ratification

HIONG-FEI TCHEN
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République Dominicaine :

Sous réserve de ratification

PORFIRIO HERRERA-BAEZ
22 octobre 1970

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

Sous réserve de ratification

R. VON UNGERN-STERNBERG

R. FRANTA
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République de Finlande :

Sous réserve de ratification

GÖRAN STENIUS
30 décembre 1970

Pour le Gouvernement de la République française :

Sous réserve d'approbation ou de ratification ultérieure

GUY DE LACHARRIÈRE
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République du Ghana :

Sous réserve de ratification

Y. K. QUARTEY
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République du Guatemala :

Sous réserve d'approbation, d'acceptation ou de ratification

C. PAREDES
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République d'Islande :

Sous réserve de ratification

NIELS P. SIGUROSSON
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la Republique d'Indonésie :

Sous réserve de ratification

MOCHTAR K. A.
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de l'Irlande :

Sous réserve d'acceptation et de ratification

DECLAN QUIGLEY
18 décembre 1970

Pour le Gouvernement de la République italienne :

Sous réserve de ratification

CARLO ALBERTO STRANEO
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République de la Côte-d'Ivoire :

Sous réserve de ratification

S. COULIBALY
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République malgache :

Sous réserve de ratification

R. RAMBAHINIARISON
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco :

Sous réserve de ratification

R. VASSIÈRE
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

Sous réserve de ratification

J. L. HUYDECOPER
11 novembre 1970

Pour le Gouvernement de la République du Panama :
Sous réserve de ratification

DR. J. REYES MEDINA
1er décembre 1970

Pour le Gouvernement de la République populaire de Pologne :
Sous réserve de ratification

R. PIETRASZEK
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République portugaise :
Sous réserve de ratification

CARLOS DIAS DE MENESES
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie :
Sous réserve de ratification

V. PUNGAN
30 décembre 1970

Pour le Gouvernement de l'Etat espagnol :
Sous réserve de ratification

SANTA CRUZ
7 octobre 1970

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :
Sous réserve de ratification

LEIF BELFRAGE
7 décembre 1970

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse :
Sous réserve de ratification

J. W. MÜLLER
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Sous réserve de ratification

K. W. MCQUEEN
29 novembre 1969

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :
Sous réserve de ratification

ROBERT H. NEUMAN
29 novembre 196

Pour le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie :
Sous réserve de ratification

V. BRAJKOVIĆ
29 novembre 1969

ANNEXE

CERTIFICAT D'ASSURANCE OU AUTRE GARANTIE FINANCIERE RELATIVE A LA RESPONSABILITE CIVILE POUR LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

Etabli conformément aux dispositions de l'article VII de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus a la pollution par les hydrocarbures

NOM DU NAVIRE	Lettres ou numero distinctifs	Port d'immatriculation	Nom et adresse du proprietaire

Le soussigné certifie que le navire susmentionné est couvert par une police d'assurance ou autre garantie financière satisfaisant aux dispositions de l'article VII de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.

Type de garantie ....

....

Durée de la garantie ....

Nom et adresse de l'assureur (ou des assureurs) et (ou) de la personne (ou des personnes) ayant apporté une garantie financière

Nom ....

Adresse ....

Le présent certificat est valable jusqu'au ....

Délivré ou visé par le Gouvernement de ....

....

(nom complet de l'Etat)

Fait à .... le ....

(lieu) (date)

....

(signature et titre du fonctionnaire qui délivre ou vise le certificat)

NOTES EXPLICATIVES

1. En désignant l'Etat, on peut, si on le désire, mentionner l'autorité publique compétente du pays dans lequel le certificat est délivré.
2. Lorsque le montant total de la garantie provient de plusieurs sources, il convient d'indiquer le montant fourni par chacune d'elles.
3. Lorsque la garantie est fournie sous plusieurs formes, il y a lieu de les énumérer.
4. Dans la rubrique « Durée de la garantie », il convient de preciser la date à laquelle celle-ci prend effet.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE INTERNAZIONALE SULLA RESPONSABILITÀ CIVILE PER I DANNI DERIVANTI DA INQUINAMENTO DA IDROCARBURI

Gli Stati parti della presente Convenzione,

Consci dei rischi di inquinamento che derivano dal trasporto marittimo internazionale di idrocarburi alla rinfusa,

Convinti della necessità di garantire un equo indennizzo alle persone che subiscono i danni causati dall'inquinamento derivante dalla fuga e dallo scarico di idrocarburi dalle navi,

Desiderosi di adottare norme e procedure uniformi sul piano internazionale per definire le responsabilità e garantire in tali occasioni un equo indennizzo,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

Ai sensi della presente Convenzione:

1. Per « Nave » s'intende ogni imbarcazione o apparecchio galleggiante, di qualsiasi natura che viaggi per mare e che trasporti effettivamente quale carico degli idrocarburi alla rinfusa.

2. Per « Persona » s'intende qualsiasi persona fisica o persona giuridica di diritto pubblico o privato, ivi compreso uno Stato e gli enti politici nei quali si suddivide.

3. Per « Proprietario » s'intende la persona o le persone al nome della quale o delle quali la nave è immatricolata o, in mancanza di immatricolazione, la persona o le persone proprietarie della nave. Tuttavia, nel caso di navi di proprietà di uno Stato e gestite da una società che, in tale Stato sia registrata come gestore di dette navi, con il termine di « proprietario » s'intende detta compagnia.

4. Con l'espressione « Stato di immatricolazione della nave » s'intende per le navi immatricolate, lo Stato nel quale la nave è immatricolata, e per le navi non immatricolate lo Stato di bandiera della nave.

5. Per « Idrocarburi » s'intendono tutti gli idrocarburi stabili in particolare il petrolio greggio, la nafta, la nafta pesante per i motori diesel, l'olio lubrificante e l'olio di balena, sia che siano trasportati a bordo di una nave quale carico che nei depositi di combustibile di tale nave.

6. Per « Danno da inquinamento » s'intende qualsiasi perdita o danno all'esterno della nave che trasporta idrocarburi causati da inquinamento che risulti da una fuga o dallo scarico di idrocarburi ovunque tale fuga o scarico avvengano, ed include il costo delle misure preventive ed ogni ulteriore perdita o danno prodotto dalle dette misure preventive.

7. Per « Misure preventive » s'intendono tutte le ragionevoli misure adottate da qualsiasi persona a seguito di un incidente allo scopo di prevenire o limitare l'inquinamento.

8. Per « Incidente » s'intende qualsiasi fatto od insieme di fatti che abbiano la stessa origine e da cui risulti un inquinamento.

9. Per « Organizzazione » s'intende l'Organizzazione intergovernativa consultiva della navigazione marittima.

Articolo II

La presente Convenzione si applica esclusivamente ai danni da inquinamento avvenuti sul territorio, ivi compreso il mare territoriale di uno Stato ed alle misure preventive destinate ad evitare od a ridurre tali danni.

Articolo III

1. Colui che al momento di un incidente, o se l'incidente consiste in una successione di fatti, al momento in cui si è verificato il primo fatto della serie è proprietario della nave, è responsabile di ogni danno da inquinamento che risulti da una fuga o scarico di idrocarburi dalla propria nave in seguito all'incidente, tranne che nei casi previsti dai paragrafi 2 e 3 del presente articolo.

2. Il proprietario non è responsabile qualora provi che il danno da inquinamento:

a) risulti da un atto di guerra, da ostilità, da una guerra civile, da una insurrezione, o da un fenomeno naturale di carattere eccezionale, inevitabile ed ineluttabile, o

b) risulti interamente dal fatto che un terzo abbia deliberatamente agito o mancato di agire nell'intento di causare un danno, o

c) risulti interamente dalla negligenza o da altra azione pregiudizievole di un governo od altra autorità responsabile della manutenzione di segnali luminosi o di altri mezzi di aiuto alla navigazione nell'esercizio di tale funzione.

3. Se il proprietario riesce a provare che il danno da inquinamento risulta interamente o in parte, sia dal fatto che la persona che lo ha subìto ha agito o mancato di agire nell'intento di causare un danno, sia dalla negligenza di tale personale, il proprietario può venire esonerato completamente o in parte dalla propria responsabilità verso la detta persona.

4. Le richieste di riparazione dei danni da inquinamento potranno essere formulate contro il proprietario soltanto in base alla presente Convenzione. Nessuna richiesta di indennizzo, sia essa basata o meno sulla presente Convenzione, potrà essere formulata contro gli impiegati o gli agenti del proprietario.

5. Nessuna disposizione della presente Convenzione può pregiudicare il diritto del proprietario di ricorrere contro terzi.

Articolo IV

Ove siano avvenuti fughe o scarichi di idrocarburi da due o più navi e ne risulti un danno da inquinamento, i proprietari di tutte le navi interessate sono, fatte salve le disposizioni di cui all'articolo III, responsabili in solido per la totalità del danno che non può essere ragionevolmente ripartito.

Articolo V

1. Il proprietario di una nave ha, ai sensi della presente Convenzione, il diritto di limitare la propria responsabilità, per ogni incidente, ad un ammontare totale di 2.000 franchi per tonnellata di stazza della nave. Tuttavia questo ammontare totale non può in alcun caso superare i 210 milioni di franchi.

2. Se l'incidente è causato da colpa personale del proprietario, quest'ultimo non ha il diritto di valersi della limitazione prevista al paragrafo 1 del presente articolo.

3. Per potersi avvalere della limitazione prevista al paragrafo 1 del presente articolo, il proprietario deve costituire un fondo per la somma totale che rappresenta il limite della sua responsabilità presso il tribunale od ogni altra autorità competente di uno qualsiasi degli Stati contraenti ove sia stata promossa un'azione in base all'articolo IX. Tale fondo può essere costituito sia mediante il deposito della somma che non la presentazione di una garanzia bancaria o di ogni altra garanzia accettabile, ammessa dalla legge dello Stato contraente sul territorio del quale il fondo è costituito e ritenuta soddisfacente dal tribunale o da ogni altra autorità competente.

4. La distribuzione del fondo tra i creditori si effettua proporzionalmente all'ammontare dei crediti ammessi.

5. Se, prima della distribuzione del fondo, il proprietario, un suo agente o mandatario, od ogni altra persona che gli fornisca l'assicurazione o altra garanzia finanziaria ha, in seguito all'incidente, versato un indennizzo per il danno da inquinamento, tale persona subentra, per l'ammontare pagato, nei diritti che la persona indennizzata avrebbe avuto ai sensi della presente Convenzione.

6. Il diritto di surrogazione previsto al paragrafo 5 del presente articolo può essere esercitato da una persona diversa da quelle menzionate in detto paragrafo per quanto riguarda ogni somma che tale persona abbia versato per riparare il danno causato dall'inquinamento, purché tale surrogazione sia autorizzata dalla legislazione nazionale applicabile.

7. Allorché il proprietario od ogni altra persona provi che potrebbe essere costretto a pagare in data successiva in tutto o in parte una somma per la quale avrebbe goduto di una surrogazione in base ai paragrafi 5 e 6 del presente articolo se l'indennità fosse stata versata prima della distribuzione del fondo, il tribunale od altra autorità competente dello Stato ove il fondo è costituito può ordinare che venga riservata provvisoriamente una somma sufficiente per permettere all'interessato di fare valere ulteriormente i propri diritti sul fondo.

8. Se ragionevoli, le spese incorse ed i sacrifici consentiti volontariamente dal proprietario al fine di evitare o di ridurre l'inquinamento gli conferiscono dei diritti equivalenti a quelli degli altri creditori sul fondo.

9. Il franco, di cui al presente articolo, è un'unità costituita da sessantacinque milligrammi e mezzo di oro al titolo di novecento millesimi di fino. L'ammontare di cui al paragrafo 1 del presente articolo sarà convertito nella moneta nazionale dello Stato nel quale deve essere costituito il fondo; la conversione verrà effettuata in base al valore ufficiale di tale moneta rispetto all'unità definita precedementente alla data della costituzione del fondo.

10. Ai fini del presente articolo per stazza della nave si intende la stazza netta, aumentata del volume che, a motivo dello spazio occupato dall'apparato motore, è stato dedotto dalla stazza lorda per determinare la stazza netta. Ove si tratti di una nave che non può essere stazzata conformemente alle norme usuali di stazzatura, la stazza è ritenuta uguale al 40 per cento del peso, espresso in tonnellate di 2.240 libbre, degli idrocarburi che la nave è in grado di trasportare.

11. L'assicuratore od ogni altra persona che presti la garanzia finanziaria può costituire un fondo in conformità del presente articolo, alle stesse condizioni e con gli stessi effetti che se il fondo fosse stato costituito dal proprietario. Un tale fondo può essere costituito anche in caso di colpa personale del proprietario, ma la costituzione in tal caso non pregiudica i diritti delle vittime nei confronti del proprietario della nave.

Articolo VI

1. Quando, dopo l'incidente, il proprietario ha costituito un fondo in applicazione dell'articolo V ed ha il diritto di limitare la propria responsabilità,

a) nessun diritto ad un indennizzo per danni da inquinamento che risultino dall'incidente può essere esercitato sugli altri beni del proprietario,

b) il tribunale o le altre autorità competenti di ogni Stato contraente ordinano la liberazione della nave o di ogni altro bene appartenente al proprietario che siano state sequestrati a seguito di una richiesta di risarcimento per i danni da inquinamento causati dallo stesso incidente, ed agisce allo stesso modo nei confronti di ogni cauzione od altra garanzia depositata allo scopo di evitare tali sequestri.

2. Le disposizioni precedenti tuttavia si applicano soltanto se il richiedente può rivolgersi al tribunale che controlla il fondo e se il fondo può effettivamente essere utilizzato per soddisfare la sua richiesta.

Articolo VII

1. Il proprietario di una nave immatricolata in uno Stato contraente e che trasporti più di 2.000 tonnellate di idrocarburi alla rinfusa come carico è tenuto a fornire una assicurazione od altra garanzia finanziaria, quale una garanzia bancaria o un certificato rilasciato da un fondo internazionale di indennizzo, dell'ammontare fissato secondo i limiti di responsabilità previsti all'articolo V, paragrafo 1, per coprire la propria responsabilità per i danni da inquinamento conformemente alle disposizioni della presente Convenzione.

2. Un certificato che attesti che un'assicurazione o garanzia finanziaria è in corso di validità conformemente alle disposizioni della presente Convenzione, viene rilasciato per ogni nave. Esso viene rilasciato o autenticato dall'autorità competente dello Stato di immatricolazione dopo accertamento che la nave soddisfa le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo. Il certificato deve essere conforme al modello unito in allegato e contenere le seguenti informazioni:

a) nome della nave e porto di immatricolazione;

b) nome del proprietario e luogo ove egli ha la principale sede di affari;

c) tipo di garanzia;

d) nome e luogo della principale sede dell'assicuratore o di altra persona che conceda la garanzia e, ove occorra, luogo della sede presso la quale l'assicurazione o la garanzia è stata stipulata o concessa;

e) periodo di validità del certificato che non dovrà superare quello dell'assicurazione o della garanzia.

3. Il certificato viene redatto nella lingua o nelle lingue ufficiali dello Stato che lo rilascia. Se la lingua utilizzata non è né l'inglese né il francese il testo dovrà essere tradotto in una di tali lingue.

4. Il certificato deve trovarsi a bordo della nave ed una copia deve essere depositata presso il servizio che tiene il registro di immatricolazione della nave.

5. Un'assicurazione o altra garanzia finanziaria che possano decadere, per un motivo diverso dallo spirare del termine di validità indicato nel certificato in applicazione del paragrafo 2 del presente articolo, prima dello spirare di un termine di tre mesi a partire dal giorno in cui ne sia stato dato preavviso all'autorità di cui al paragrafo 4 del presente articolo, non sono conformi alle disposizioni del presente articolo, a meno che il certificato non sia stato restituito a questa autorità o un nuovo certificato valido non sia stato rilasciato prima della scadenza di detto termine. Le disposizioni che precedono si applicano del pari ad ogni modifica dell'assicurazione o della garanzia finanziaria che abbia per effetto di renderla tale da non soddisfare più le disposizioni del presente articolo.

6. Lo Stato di immatricolazione determina le condizioni del rilascio e della validità del certificato, fatte salve le disposizioni del presente articolo.

7. I certificati rilasciati o autenticati sotto la responsabilità di uno Stato contraente sono riconosciuti dagli altri Stati contraenti a tutti i fini della presente Convenzione e sono considerati da detti Stati come aventi lo stesso valore dei certificati rilasciati e autenticati da loro stessi. Uno Stato contraente può in ogni momento richiedere allo Stato di immatricolazione di procedere ad uno scambio di opinioni ove ritenga che l'assicuratore o il garante indicato nel certificato non sia finanziariamente in grado di far fronte agli obblighi imposti dalla Convenzione.

8. Ogni richiesta di riparazione per danni dovuti all'inquinamento può essere formulata direttamente nei confronti dell'assicuratore o della persona la quale fornisca la garanzia finanziaria che copre la responsabilità del proprietario per i danni da inquinamento. In tal caso, il convenuto può, vi sia stata o meno una colpa personale del proprietario, invocare i limiti di responsabilità previsti dall'articolo V, paragrafo 1. Il convenuto può inoltre avvalersi dei mezzi di difesa di cui il proprietario si potrebbe servire, ad eccezione di quelli che derivano dal fallimento o dalla messa in liquidazione del proprietario. Il convenuto può inoltre avvalersi del fatto che i danni da inquinamento risultano da colpa intenzionale del proprietario stesso ma non può avvalersi di qualsiasi altro mezzo di difesa che avrebbe potuto invocare nel caso di una azione del proprietario nei suoi riguardi. Il convenuto può in ogni caso obbligare il proprietario a intervenire nel processo.

9. Ogni fondo costituito da un'assicurazione o altra garanzia finanziaria in applicazione del paragrafo 1 del presente articolo è disponibile solo per il pagamento degli indennizzi dovuti in base alla presente Convenzione.

10. Uno Stato contraente non autorizza una nave sottoposta alle disposizioni del presente articolo e battente la propria bandiera a commerciare se tale nave non è fornita di un certificato rilasciato in applicazione del paragrafo 2 o 12 del presente articolo.

11. Fatte salve le disposizioni del presente articolo, ogni Stato contraente provvede affinché, in base alla propria legislazione nazionale, una assicurazione o altra garanzia finanziaria rispondente alle esigenze del paragrafo 1 del presente articolo coprano ogni nave, qualunque ne sia il luogo d'immatricolazione, che entri nei suoi porti o che li lasci o che arrivi ad una stazione terminale situata al largo delle coste nel proprio mare territoriale o che ne parta quando essa trasporti effettivamente come carico più di 2.000 tonnellate di idrocarburi alla rinfusa.

12. Alle navi di proprietà dello Stato che non sono coperte da un'assicurazione o da altra garanzia finanziaria le pertinenti disposizioni del presente articolo non si applicano. Tali navi devono tuttavia essere munite di un certificato rilasciato dalle autorità competenti dello Stato di immatricolazione che attesti che la nave è di proprietà di tale Stato e che la sua responsabilità è coperta nell'ambito dei limiti previsti dall'articolo V, paragrafo 1. Tale certificato dovrà essere conforme per quanto possibile al modello prescritto al paragrafo 2 del presente articolo.

Articolo VIII

I diritti ad un risarcimento che sono previsti dalla presente Convenzione si estinguono in mancanza di un'azione giudiziaria che sia intentata in applicazione delle disposizioni in essa contenute nel termine di tre anni a partire dalla data in cui si è verificato il danno. Tuttavia, nessuna azione può essere intentata dopo un termine di sei anni, a partire dalla data in cui si è verificato l'incidente che ha causato il danno. Quando tale incidente si sia verificato in tempi diversi, il termine di sei anni decorrerà dalla data in cui l'incidente si è prodotto per la prima volta.

Articolo IX

1. Quando un incidente ha causato un danno da inquinamento sul territorio, ivi compreso il mare territoriale, di uno o più Stati contraenti, o delle misure preventive sono state adottate per prevenire o attenuare ogni danno da inquinamento su tali territori, ivi compreso il mare territoriale,

la domanda di risarcimento potrà essere presentata solo davanti ai tribunali di tale o tali Stati contraenti. Il convenuto deve essere informato, entro un termine ragionevole, della presentazione di tali domande.

2. Ogni Stato contraente provvederà a che i propri tribunali abbiano competenza per conoscere tali azioni in materia di risarcimento.

3. Dopo la costituzione del fondo in conformità delle disposizioni dell'articolo V, i tribunali dello Stato ove è costituito il fondo stesso sono i soli competenti a pronunciarsi su tutte le questioni di ripartizione e distribuzione del fondo.

Articolo X

1. Ogni sentenza pronunciata da un tribunale competente in base all'articolo IX, che sia diventata esecutiva nello Stato d'origine ove non possa più essere oggetto di ricorso ordinario, è riconosciuta in ogni altro Stato contraente a meno che:

a) la sentenza sia stata ottenuta con la frode;

b) il convenuto non sia stato avvertito entro un termine ragionevole e posto in grado di presentare la propria difesa.

2. Ogni sentenza riconosciuta in base al primo paragrafo del presente articolo sarà esecutiva in ogni Stato contraente non appena saranno state espletate tutte le formalità richieste in detto Stato. Tali formalità non permetteranno tuttavia il riesame nel merito della questione.

Articolo XI

1. Le disposizioni della presente Convenzione non si applicano alle navi da guerra ed alle altre navi appartenenti ad uno Stato o gestite da esso e adibite, nel periodo considerato, esclusivamente ad un servizio di Stato non commerciale.

2. Per quanto concerne le navi che appartengono ad uno Stato contraente e che sono utilizzate per scopi commerciali, ogni Stato può essere perseguito dinanzi agli organi giurisdizionali di cui all'articolo IX e deve rinunciare a tutti i mezzi di difesa di cui si potrebbe valere nella sua qualità di Stato sovrano.

Articolo XII

La presente Convenzione prevale su tutte le convenzioni internazionali che, alla data in cui essa è aperta alla firma, siano in vigore o aperte alla firma, alla ratifica o all'adesione, solo nella misura in cui tali convenzioni dovessero essere in contrasto con essa; tuttavia la presente disposizione non pregiudica gli obblighi degli Stati contranenti nei confronti di Stati non contraenti derivanti da tali convenzioni.

Articolo XIII

1. La presente Convenzione resta aperta alla firma sino al 31 dicembre 1970 e resta successivamente aperta all'adesione.

2. Gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di uno qualsiasi dei suoi enti specializzati o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, o parti dello Statuto della Corte internazionale di Giustizia possono divenire parti della presente Convenzione mediante:

a) la firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

b) la firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione seguita dalla ratifica, accettazione o approvazione;

c) l'adesione.

Articolo XIV

1. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione si effettuano mediante il deposito di uno strumento in buona e debita forma presso il Segretario generale dell'Organizzazione.

2. Ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, depositato dopo l'entrata in vigore di un emendamento alla presente Convenzione nei confronti di tutti gli Stati contraenti della Convenzione, o dopo l'adempimento di tutte le formalità richieste per l'entrata in vigore dell'emendamento nei confronti di detti Stati contraenti, sarà ritenuto riferito alla Convenzione modificata dall'emendamento.

Articolo XV

1. La presente Convenzione entra in vigore novanta giorni dopo la data in cui i governi di otto Stati, di cui cinque rappresentino Stati che abbiano almeno un milione di tonnellate di stazza lorda in navi-cisterna ciascuno, l'abbiano firmata senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione, o abbiano depositato uno strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione presso il Segretario generale dell'Organizzazione.

2. Per ciascuno degli Stati che ratifichino, accettino, approvino la Convenzione, o vi aderiscano successivamente, questa entra in vigore novanta giorni dopo il deposito del relativo strumento da parte di tale Stato.

Articolo XVI

1. La presente Convenzione può essere denunciata da uno qualsiasi degli Stati dopo l'entrata in vigore nei suoi confronti.

2. La denuncia si effettua mediante il deposito di uno strumento presso il Segretario generale dell'Organizzazione.

3. La denuncia prende effetto un anno dopo la data del deposito dello strumento presso il Segretario generale dell'Organizzazione o alla spirare di ogni periodo più lungo che potrà essere specificato nello strumento stesso.

Articolo XVII

1. L'Organizzazione delle Nazioni Unite, quando assume la responsabilità dell'amministrazione di un territorio, od ogni Stato contraente incaricato di curare le relazioni internazionali di un territorio, consulta al più presto possibile le autorità competenti di tale territorio o adotta ogni altra misura del caso per estendere ad esso l'applicazione della presente Convenzione e, in ogni momento, mediante notifica scritta indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione, rende noto che una tale estensione ha avuto luogo.

2. L'applicazione della presente Convenzione è estesa al territorio indicato nella notifica a partire dalla data di ricevimento di questa o da ogni altra data che venga indicata.

3. L'Organizzazione delle Nazioni Unite, od ogni Stato contraente che abbia fatto una dichiarazione in base al primo paragrafo del presente articolo può in ogni momento, dopo la data in cui l'applicazione della Convenzione è stata in tal modo estesa ad un territorio, far conoscere, me-

diante notifica scritta indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione, che la presente Convenzione cessa di applicarsi al territorio indicato nella notifica.

4. La presente Convenzione cessa di applicarsi al territorio indicato nella notifica un anno dopo la data del suo ricevimento da parte del Segretario generale dell'Organizzazione o allo spirare di ogni altro periodo più lungo specificato nella notifica.

Articolo XVIII

1. L'Organizzazione può indire una Conferenza che abbia per scopo la revisione o la modifica della presente Convenzione.

2. L'Organizzazione convoca una conferenza degli Stati contraenti aventi per oggetto la revisione o la modifica della presente Convenzione su richiesta di almeno un terzo degli Stati contraenti.

Articolo XIX

1. La presente Convenzione sarà depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione.

2. Il Segretario generale dell'Organizzazione:

a) informa tutti gli Stati che hanno firmato la Convenzione o che vi hanno aderito:

i) di ogni nuova firma o deposito di un nuovo strumento e della data in cui tale firma o deposito sono avvenuti;

ii) di ogni deposito di strumento di denuncia della presente Convenzione e della data in cui tale deposito è avvenuto;

iii) dell'estensione della presente Convenzione ad ogni territorio in base al paragrafo 1 dell'articolo XVII e della cessazione di ogni estensione suddetta in base al paragrafo 4 dello stesso articolo, indicando in ogni caso la data in cui l'estensione della presente Convenzione ha preso o prenderà fine;

b) trasmette copie conformi della presente Convenzione a tutti gli Stati firmatari e a tutti gli Stati aderenti.

Articolo XX

Non appena la presente Convenzione entra in vigore il Segretario generale dell'Organizzazione ne trasmette il testo al Segretariato delle Nazioni Unite per la registrazione e la pubblicazione conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo XXI

La presente Convenzione viene redatta in un solo esemplare nelle lingue inglese e francese i due testi facenti ugualmente fede. Vengono approntate delle traduzioni ufficiali nelle lingue russa e spagnola che sono depositate con l'originale firmato.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Bruxelles, il ventinove novembre 1969.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO

CERTIFICATO DI ASSICURAZIONE O ALTRA GARANZIA FINANZIARIA RELATIVA ALLA RESPONSABILITÀ CIVILE PER I DANNI IMPUTABILI ALL'INQUINAMENTO DA IDROCARBURI

Rilasciato in conformità delle disposizioni dell'articolo VII della Convenzione Internazionale per la Responsabilità civile per i danni prodotti da inquinamento da idrocarburi, 1969.

NOME DELLA NAVE	Lettere o numeri distintivi	Porto d'immatricolazione	Nome e indirizzo del proprietario

Il sottoscritto garantisce che la nave sopraindicata è coperta da polizza di assicurazione o da altra garanzia finanziaria in conformità delle disposizioni dell'articolo VII della Convenzione internazionale sulla responsabilità civile per i danni prodotti da inquinamento da idrocarburi.

Tipo di garanzia ....

....

Durata della garanzia ....

....

Nominativo e indirizzo dell'assicuratore (o degli assicuratori) e (o) della persona (o delle persone) che hanno fornito una garanzia finanziaria

Nome ....

Indirizzo ....

Questo certificato è valido fino al ....

Rilasciato o autenticato dal Governo ....

....

(nome completo dello Stato)

Fatto a .... il ....

(luogo) (data)

....

(firma e qualifica del funzionario che rilascia o autentica il certificato)

NOTE ESPLICATIVE

1. Designando lo Stato si può ove lo si voglia, indicare l'autorità pubblica competente del paese nel quale il certificato è rilasciato.
2. Quando l'ammontare totale della garanzia derivi da fonti diverse converrà indicare l'ammontare fornito da ognuna di esse.
3. Quando la garanzia sia fornita in forme diverse converrà enumerarle.
4. Alla voce « Durata della garanzia », converrà precisare la data in cui questa entra in vigore.

CONVENTION INTERNATIONALE PORTANT CREATION D'UN FONDS INTERNATIONAL D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

(destinée à compléter la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures)

Les Etats parties à la présente Convention,

Egalement parties à la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures adoptée à Bruxelles le 29 novembre 1969,

Conscients des risques de pollution que crée le transport maritime international des hydrocarbures en vrac,

Convaincus de la nécessité d'assurer une indemnisation équitable des personnes qui ont subi des dommages résultant d'une pollution due à des fuites ou rejets d'hydrocarbures provenant de navires,

Considerant que la Convention internationale du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures constitue un progrès considérable dans cette voie en établissant un régime d'indemnisation pour ces dommages dans les Etats contractants ainsi que pour les frais des mesures préventives, qu'elles soient prises sur le territoire de ces Etats ou en dehors de ce territoire, pour éviter ou limiter ces dommages,

Considerant toutefois que ce régime, tout en imposant au propriétaire du navire une obligation financière supplémentaire, n'accorde pas dans tous les cas une indemnisation satisfaisante aux victimes de dommages dus à la pollution par les hydrocarbures,

Considerant en outre que les conséquences économiques des dommages par pollution résultant des fuites ou de rejets d'hydrocarbures transportés en vrac par voie maritime ne devraient pas être supportées exclusivement par les propriétaires des navires, mais devraient l'être en partie par ceux qui ont des intérêts financiers dans le transport des hydrocarbures,

Convaincus de la nécessité d'instituer un système d'indemnisation complétant celui de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, en vue d'assurer une indemnisation satisfaisante aux victimes des dommages par pollution et d'exonérer en même temps le propriétaire de navire de l'obligation financière supplémentaire que lui impose ladite Convention,

Prenant acte de la résolution sur la création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages causés par la pollution par les hydrocarbures, adoptée le 29 novembre 1969 par la Conférence juridique internationale sur les dommages dus à la pollution des eaux de la mer,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Dispositions générales

Article premier

Au sens de la présente Convention,

1. « La Convention sur la responsabilité » signifie la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, adoptée à Bruxelles le 29 novembre 1969.

2. Les termes « navire », « personne », « propriétaire », « hydrocarbures », « dommage par pollution », « mesure de sauvegarde », « événement » et « Organisation », s'interprètent conformément à l'article premier de la Convention sur la responsabilité, étant toutefois entendu que chaque fois que ces termes se rapportent à la notion d'hydrocarbures, le terme « hydrocarbures » désigne exclusivement des hydrocarbures minéraux persistants.

3. Par « hydrocarbures donnant lieu à contribution » on entend le « pétrole brut » et le « fuel-oil », la définition de ces termes étant précisée dans les alinéas *a*) et *b*) ci-dessous:

a) « Pétrole brut » signifie tout mélange liquide d'hydrocarbures provenant du sol, soit à l'état naturel, soit traité pour permettre son transport. Cette définition englobe les pétroles bruts débarrassés de certains distillats (parfois qualifiés de « bruts étêtés ») et ceux aux-quels ont été ajoutés certains distillats (quelquefois connus sous le nom de bruts « fluxés » ou « reconstitués »);

b) « Fuel-oil » désigne les distillats lourds ou résidus de pétrole brut ou mélanges de ces produits destinés à être utilisés comme carburants pour la production de chaleur ou d'énergie, d'une qualité équivalente à « la spécification applicable au fuel numéro quatre (désignation D 396-69) de l'' American Society for Testing and Materials ' » ou plus lourds que ce fuel.

4. Par « franc » on entend l'unité visée à l'article V, paragraphe 9, de la Convention sur la responsabilité.

5. « Jauge du navire » s'interprète conformément à l'article V, paragraphe 10, de la Convention sur la responsabilité.

6. « Tonne », s'appliquant aux hydrocarbures, signifie tonne métrique.

7. « Garant » signifie toute personne qui fournit une assurance ou autre garantie financière pour couvrir la responsabilité du propriétaire du navire en vertu de l'article VII, paragraphe 1, de la Convention sur la responsabilité.

8. Par « installation terminale » on entend tout emplacement de stockage d'hydrocarbures en vrac permettant la réception d'hydrocarbures transportés par voie d'eau, y compris toute installation située au large et reliée à cet emplacement.

9. Lorsqu'un événement consiste en une succession de faits, on considère qu'il est survenu à la date du premier de ces faits.

Article 2

1. Il est constitué, par la présente Convention, un « Fonds international d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures », ci-après dénommé « Le Fonds ». Il est établi aux fins suivantes:

a) assurer une indemnisation pour les dommages par pollution dans la mesure où la protection qui découle de la Convention sur la responsabilité est insuffisante;

b) exonérer le propriétaire du navire de l'obligation financière supplémentaire que lui impose la Convention sur la responsabilité, cette exonération étant soumise à les conditions visant à garantir le respect des conventions sur la sécurité maritime et autres conventions;

c) atteindre les objectifs connexes prévus par la présente Convention.

2. Dans chaque Etat contractant, le Fonds est reconnu comme une personne juridique pouvant, en vertu de la législation de cet Etat, assumer des droits et obligations et être partie à toute action engagée auprès des tribunaux dudit Etat. Chaque Etat contractant doit reconnaître l'Administrateur du Fonds (ci-après dénommé l'« Administrateur ») comme le représentant légal du Fonds.

Article 3

La présente Convention s'applique:

1. en ce qui concerne l'indemnisation visée à l'article 4, aux seuls dommages par pollution survenus sur le territoire d'un Etat contractant, y compris sa mer territoriale, et aux mesures de sauvegarde destinées à prévenir ou à limiter ces dommages;

2. en ce qui concerne la prise en charge financière des propriétaires de navires et de leurs garants, prévue à l'article 5, aux seuls dommages par pollution causés sur le territoire d'un Etat partie à la Convention sur la responsabilité, y compris sa mer territoriale, par un navire immatriculé dans un Etat contractant ou battant pavillon de cet Etat, et aux mesures de sauvegarde destinées à prévenir ou à limiter ces dommages.

Indemnisation et prise en charge financière

Article 4

1. Pour s'acquitter des fonctions prévues à l'article 2, paragraphe 1 *a*) , le Fonds est tenu d'indemniser toute personne ayant subi un dommage par pollution si cette personne n'a pas été en mesure d'obtenir une réparation équitable des dommages sur la base de la Convention sur la responsabilité pour l'une des raisons suivantes:

a) la Convention sur la responsabilité ne prévoit aucune responsabilité pour les dommages en question;

b) le propriétaire responsable aux termes de la Convention sur la responsabilité est incapable, pour des raisons financières, de s'acquitter pleinement de ses obligations et toute garantie financière qui a pu être souscrite en application de l'article VII de ladite Convention ne couvre pas les dommages en question ou ne suffit pas pour satisfaire les demandes de réparation de ces dommages. Le propriétaire est considéré comme incapable, pour des raisons financières, de s'acquitter de ses obligations et la garantie est considérée comme insuffisante, si la victime du dommage par pollution, après avoir pris toutes les mesures raisonnables en vue d'exercer les recours qui lui sont ouverts, n'a pu obtenir intégralement le montant des indemnités qui lui sont dues aux termes de la Convention sur la responsabilité;

c) les dommages excèdent la responsabilité du propriétaire telle qu'elle est limité aux termes de l'article V, paragraphe 1, de la Convention sur la responsabilité ou aux termes de toute autre convention ouverte à la signature, ratification ou adhésion, à la date de la présente Convention.

Aux fins du présent article, les dépenses encourues et les sacrifices consentis volontairement par le propriétaire pour éviter ou réduire une pollution sont considérés, pour autant qu'ils soient raisonnables, comme des dommages par pollution.

2. Le Fonds est exonéré de toute obligation aux termes du paragraphe précédent dans les cas suivants:

a) s'il prouve que le dommage par pollution résulte d'un acte de guerre, d'hostilités, d'une guerre civile ou d'une insurrection ou qu'il est dû à des fuites ou rejets d'hydrocarbures provenant d'un navire de guerre ou d'un autre navire appartenant à un Etat ou exploité par lui et affecté exclusivement, au moment de l'événement, à un service non commercial d'Etat, ou

b) si le demandeur ne peut pas prouver que le dommage est dû à un événement mettant en cause un ou plusieurs navires.

3. Si le Fonds prouve que le dommage par pollution résulte, en totalité ou en partie, soit du fait que la personne qui l'a subi a agi ou omis d'agir dans l'intention de causer un dommage, soit de la négligence de cette personne, le Fonds peut être exonéré de tout ou partie de son obligation d'indemniser ladite personne sauf en ce qui concerne les mesures préventives visées au paragraphe 1. Le Fonds est, de toute manière, exonéré dans la mesure où le propriétaire a pu l'être aux termes de l'article III, paragraphe 3, de la Convention sur la responsabilité.

4. *a*) Sauf dispositions contraires de l'alinéa *b*) du présent paragraphe, le montant total des indemnités que le Fonds doit verser pour un événement déterminé en vertu du présent article est limité de manière que la somme de ce montant et du montant des indemnités effectivement versées, en vertu de la Convention sur la responsabilité, pour réparer des dommages par pollution survenus sur le territoire des Etats contractants, y compris toute prise en charge financière dont le Fonds devra accorder le bénéfice au propriétaire en application de l'article 5, paragraphe 1, de la présente Convention, n'excède pas 450 millions de francs.

b) Le montant total des indemnités que le Fonds doit verser en vertu du présent article pour des dommages par pollution résultant d'un phénomène naturel de caractère exceptionnel, inévitable et irrésistible, ne peut excéder 450 millions de francs.

5. Si le montant des demandes établies contre le Fonds excède le montant total des indemnités que le Fonds doit verser en vertu du paragraphe 4, le montant disponible su titre de la Convention sur la responsabilité et de la présente Convention est réparti au marc le franc entre les demandeurs sur la base des créances établies.

6. L'Assemblée du Fonds (ci-après dénommée « l'Assemblée ») peut décider, compte tenu de l'expérience acquise lors d'événements antérieurs et en particulier du montant des dommages qui en ont résulté ainsi que des fluctuations monétaires, de modifier le montant de 450 millions de francs prévu aux alinéas *a*) et *b*) du paragraphe 4, sous réserve toutefois que ce montant ne soit en aucun cas supérieur à 900 millions de francs ou inférieur à 450 millions de francs. Le montant révisé sera applicable aux événements survenus après la date à laquelle a été prise la décision portant modification du montant initial.

7. A la demande d'un Etat contractant, le Fonds met ses services à la disposition de cet Etat dans la mesure où ils sont nécessaires pour l'aider à disposer rapidement du personnel, du matériel et des services dont il a besoin pour prendre des mesures visant à prévenir ou à limiter un dommage par pollution résultant d'un événement pour lequel le Fonds peut être appelé à verser des indemnités en vertu de la présente Convention.

8. Le Fonds peut, dans des conditions qui devront être précisées dans le règlement intérieur, accorder des facilités de paiement pour permettre de prendre des mesures préventives contre les dommages par pollution résultant d'un événement pour lequel le Fonds peut être appelé à verser des indemnités en vertu de la présente Convention.

Article 5

1. Pour s'acquitter des fonctions prévues à l'article 2, paragraphe 1 *b*), le Fonds est tenu de prendre en charge financièrement le propriétaire et son garant. Cette obligation n'existe que pour

la partie du montant total de la responsabilité, aux termes de la Convention sur la responsabilité, qui:

a) excède 1.500 francs par tonneau de jauge du navire ou 125 millions de francs, si de dernier montant est moins élevé, et

b) ne dépasse pas 2.000 francs par tonneau de jauge dudit navire, ou 210 millions de francs, si ce dernier montant est moins élevé, à condition toutefois que le Fonds soit exonéré de toute obligation aux termes du présent paragraphe si les dommages par pollution résultent d'une faute intentionnelle du propriétaire lui-même.

2. L'Assemblée peut décider que le Fonds assumera, dans des conditions qui seront déterminées par le règlement intérieur, les obligations d'un garant à l'égard des navires visés à l'article 3, paragraphe 2, en ce qui concerne la partie de la responsabilité dont il est question au paragraphe 1 du présent article. Toutefois, le Fonds n'assume ces obligations que sur la demande du propriétaire et à la condition que celui-ci souscrive une assurance suffisante ou autre garantie financière couvrant sa responsabilité jusqu'à concurrence de 1.500 francs par tonneau de jauge du navire ou de 125 millions de francs, si ce dernier montant est moins élevé. Si le Fonds assume ces obligations, le propriétaire est considéré, dans chacun des Etats contractants, comme ayant satisfait aux dispositions de l'article VII de la Convention sur la responsabilité en ce qui concerne la partie de la responsabilité susmentionnée.

3. Le Fonds peut être exonéré, en tout ou en partie, des obligations qui lui incombent envers le propriétaire et son garant au titre des paragraphes 1 et 2 du présent article, s'il prouve que, par la faute personnelle du propriétaire:

a) le navire dont proviennent les hydrocarbures qui ont causé le dommage par pollution n'a pas observé les prescriptions formulées dans:

i) la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, adoptée en 1954 et modifiée en 1962, ou

ii) la Convention internationale de 1960 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, ou

iii) la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge, ou

iv) les Règles internationales de 1960 pour prévenir les obordages en mer, ou

v) les amendements aux Conventions susvisées qui auront été déclarés importants au sens de l'article XVI, paragraphe 5), de la Convention visée à l'alinéa *i*) de l'article IX, paragraphe *e*), de la Convention visée à l'alinéa *ii*) et de l'article 29, paragraphes 3) *d*) ou 4) *d*) de la Convention visée à l'alinéa *iii*), à condition toutefois que ces amendements aient été en vigueur depuis au moins douze mois au jour de l'événement; et

b) l'accident ou le dommage est dû en tout ou en partie au fait que lesdites prescriptions n'ont pas été observées.

Les dispositions du présent paragraphe sont applicables, que l'Etat dans lequel le navire est immatriculé ou dont il bat le pavillon soit ou non partie à l'instrument en cause.

4. Lorsqu'une nouvelle convention destinée à remplacer en tout ou en partie un des instruments visés au paragraphe 3 est entrée en vigueur, l'Assemblée peut décider, au moins six mois à l'avance, de la date à laquelle la nouvelle convention remplacera, en tout ou en partie, l'instrument qui y est visé, aux fins du paragraphe 3. Toutefois, tout Etat partie à la présente Convention peut, avant cette date, faire à l'Administrateur une déclaration selon laquelle cet Etat ne reconnaît pas un tel remplacement. Dans ce cas, la décision de l'Assemblée sera sans effet à l'égard de tout navire immatriculé dans cet Etat ou battant pavillon de cet Etat au moment de l'événement. Tout Etat peut, à une date ultérieure, revenir sur une telle déclaration qui en tout état de cause devient nulle et non avenue lorsque l'Etat devient partie à la nouvelle convention.

5. Si un navire observe les prescriptions d'un amendement à l'un des instruments visés au paragraphe 3, ou celles d'une nouvelle convention, lorsque cet amendement ou cette convention est destiné à remplacer en tout ou en partie un tel instrument, le navire est condidéré avoir observé pour l'application du paragraphe 3, les prescriptions de cet instrument.

6. Lorsque le Fonds, agissant comme garant, en vertu du paragraphe 2, a versé des indemnités pour des dommages par pollution conformément aux dispositions de la Convention sur la responsabilité, il est en droit d'exercer un recours contre le propriétaire dans la mesure où le Fonds aurait été, en vertu du paragraphe 3, exonéré de ses obligations de prise en charge financière du propriétaire au titre du paragraphe 1.

7. Pour autant qu'ils soient raisonnables, les dépenses encourues et les sacrifices consentis volontairement par le propriétaire pour éviter ou réduire une pollution sont considérés aux fins du présent article comme des dommages couverts par la responsabilité du propriétaire.

Article 6

1. Les droits à indemnisation prévus par l'article 4 et à la prise en charge financière visée à l'article 5 s'éteignent à défaut d'action en justice intentée en application des dispositions de ces articles, ou de notification faite conformément à l'article 7, paragraphe 6, dans les trois ans qui suivent la date à laquelle le dommage est survenu. Néanmoins, aucune action en justice ne peut être intentée après un délai de six ans à compter de la date à laquelle s'est produit l'événement ayant causé le dommage.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, le droit du propriétaire ou de son garant de présenter au Fonds une demande de prise en charge financière conformément à l'article 5, paragraphe 1, ne s'éteint en aucun cas avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle le propriétaire ou son garant a eu connaissance d'une action formée contre lui en vertu de la Convention sur la responsabilité.

Article 7

1. Sous réserve des dispositions ci-après, il ne peut être intenté d'action en réparation contre le Fonds en vertu de l'article 4, ou aux fins de prise en charge financière en vertu de l'article 5, que devant les juridictions compétentes aux termes de l'article IX de la Convention sur la responsabilité, pour les actions en justice contre le propriétaire qui est responsable des dommages par pollution résultant de l'événement en question ou qui en aurait été responsable en l'absence des dispositions de l'article III, paragraphe 2, de la Convention sur la responsabilité.

2. Chaque Etat contractant rend ses juridictions compétentes pour connaître de toute action contre le Fonds visée au paragraphe 1.

3. Si une action en réparation de dommage par pollution est intentée devant un tribunal compétent, aux termes de l'article IX de la Convention sur la responsabilité, contre le propriétaire d'un navire ou contre son garant, le tribunal saisi de l'affaire est seul compétent pour connaître de toute demande d'indemnisation du même dommage ou de prise en charge financière s'y rapportant introduite contre le Fonds conformément à l'article 4 ou 5 de la présente Convention. Toutefois, si une action en réparation de dommage par pollution est intentée en vertu de la Convention sur la responsabilité devant un tribunal d'un Etat qui est partie à la Convention sur la responsabilité sans être en même temps partie à la présente Convention, toute action contre le Fonds visée à l'article 4 ou à l'article 5, paragraphe 1, de la présente Convention peut, au choix du demandeur, être intentée soit devant le tribunal compétent de l'Etat où se trouve le siège principal du Fonds, soit devant tout tribunal d'un Etat partie à cette Convention et qui a compétence en vertu de l'article IX de la Convention sur la responsabilité.

4. Chaque Etat contractant est tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour que le Fonds puisse se porter partie intervenante dans toute procédure judiciaire introduite, conformément

à l'article IX de la Convention sur la responsabilité, devant un tribunal compétent de cet Etat, contre le propriétaire d'un navire ou son garant.

5. Sauf dispositions contraires du paragraphe 6, le Fonds n'est lié par aucun jugement ou autre décision rendue à la suite d'une procédure judiciaire, ni par aucun règlement à l'amiable auxquels il n'a pas été partie.

6. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 4, si une action en réparation de dommage par pollution a été intentée devant un tribunal compétent d'un Etat contractant contre un propriétaire ou son garant, aux termes de la Convention sur la responsabilité, la loi nationale de l'Etat en question doit permettre à toute partie à la procédure de notifier cette action au Fonds. Si une telle notification a été faite suivant les modalités prescrites par la loi de l'Etat où se trouve le tribunal saisi en laissant au Fonds un délai suffisant pour pouvoir intervenir utilement comme partie à la procédure, tout jugement rendu par le tribunal dans cette procédure et qui est devenu définitif et exécutoire dans l'Etat où il a été prononcé est opposable au Fonds, même si celui-ci n'est pas intervenu dans la procédure, en ce sens qu'il n'est pas en droit de contester les motifs et le dispositif du jugement.

Article 8

Sous réserve de toute décision concernant la répartition prévue à l'article 4, paragraphe 5, tout jugement rendu contre le Fonds par un tribunal compétent en vertu de l'article 7, paragraphes 1 et 3, et qui, dans l'Etat d'origine, est devenu exécutoire et ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire est reconnu exécutoire dans tout Etat contractant aux conditions prévues à l'article X de la Convention sur la responsabilité.

Article 9

1. Sous réserve des dispositions de l'article 5, le Fonds acquiert par subrogation, à l'égard de toute somme versée par lui, conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la présente Convention, en réparation de dommages par pollution, tous les droits qui, en vertu de la Convention sur la responsabilité, seraient dévolus à la personne ainsi indemnisée et qu'elle aurait pu faire valoir contre le propriétaire ou son garant.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits de recours ou de subrogation du Fonds contre des personnes autres que celles qui sont visées aux paragraphes précédents. En toute hypothèse le Fonds bénéficie d'un droit de subrogation à l'encontre de telles personnes qui ne saurait être moindre que celui dont dispose l'assureur de la personne indemnisée ou prise en charge.

3. Sans préjudice des autres droits éventuels de subrogation ou de recours contre le Fonds, un Etat contractant ou organisme de cet Etat qui a versé, en vertu de sa législation nationale, des indemnités pour des dommages par pollution est subrogé aux droits que la personne indemnisée aurait eus en vertu de la présente Convention.

Contributions

Article 10

1. Les contributions au Fonds sont versées, en ce qui concerne chacun des Etats contractants, par toute personne qui, au cours de l'année civile mentionnée à l'article 11, paragraphe 1, pour

ce qui est des contributions initiales, et à l'article 12, paragraphe 2, alinéa *a*) ou *b*), pour ce qui est des contributions annuelles, a reçu des quantités totales supérieures à 150.000 tonnes:

a) d'hydrocarbures donnant lieu à contribution transportés par mer jusqu'à destination dans des ports ou installations terminales situées sur le territoire de cet Etat, et

b) d'hydrocarbures donnant lieu à contribution transportés par mer et déchargés dans un port ou dans une installation terminale d'un Etat non contractant, dans toute installation située sur le territoire d'un Etat contractant, étant entendu que les hydrocarbures donnant lieu à contribution ne sont pris en compte, en vertu du présent sous-paragraphe, que lors de leur première réception dans l'Etat contractant après leur déchargement dans l'Etat non contractant.

2. *a*) Aux fins du paragraphe 1 du présent article, lorsque le montant total des quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues au cours d'une année civile par une personne sur le territoire d'un Etat contractant et des quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues au cours de la même année sur ce territoire par une ou plusieurs personnes associées, dépasse 150.000 tonnes, cette personne est tenue de verser des contributions calculées en fonction des quantités d'hydrocarbures effectivement reçues par elle, nonobstant le fait que ces quantités ne dépassent pas 150.000 tonnes.

b) Par « personne associée » on entend toute filiale ou entité sous contrôle commun. La législation nationale de l'Etat intéressé détermine les personnes qui sont visées par cette définition.

Article 11

1. En ce qui concerne chacun des Etats contractants, le montant des contributions initiales que doit verser chacune des personnes visées à l'article 10 est calculé sur la base d'une somme fixe par tonne d'hydrocarbures donnant lieu à contribution et reçus par elle au cours de l'année civile précédant celle où la présente Convention est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat.

2. Le montant visé au paragraphe 1 est déterminé par l'Assemblée dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente Convention. A cette occasion, l'Assemblée doit, dans la mesure du possible, fixer ce montant de sorte que le total des contributions initiales serait égal à 75 millions de francs si ces contributions correspondaient à 90 pour cent des quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution transportées dans le monde par voie maritime.

3. Les contributions initiales sont versées, en ce qui concerne chacun des Etats contractants, dans les trois mois qui suivent la date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de cet Etat.

Article 12

1. Pour déterminer, s'il y a lieu, le montant des contributions annuelles dues par chaque personne visée à l'article 10, l'Assemblée établit pour chaque année civile, en tenant compte de la nécessité d'avoir suffisamment de liquidités, une estimation présentée sous forme de budget comme suit:

i) *Dépenses*

a) Frais et dépenses prévus pour l'administration du Fonds au cours de l'année considérée et pour la couverture de tout déficit résultant des opérations des années précédentes.

b) Versements que le Fonds devra vraisemblablement effectuer au cours de l'année considérée pour régler les indemnités dues en application des articles 4 et 5, dans la mesure où le montant total des sommes versées, y compris le remboursement des emprunts contractés antérieurement par le Fonds pour s'acquitter de ses obligations, ne dépasse pas 15 millions de francs par événement.

c) Versements que le Fonds devra vraisemblablement effectuer au cours de l'année considérée pour régler les sommes dues en application des articles 4 et 5, y compris le remboursement des

prêts contractés antérieurement par le Fonds pour s'acquitter de ses obligations, dans la mesure où le montant total des indemnités dépasse 15 millions de francs par événement.

ii) *Revenus*

a) Excédent résultant des opérations des années précédentes, y compris les intérêts qui pourraient être perçus.

b) Contributions initiales dues dans le courant de l'année.

c) Contributions annuelles qui pourront être nécessaires pour équilibrer le budget.

d) Tous autres revenus.

2. Le montant de la contribution annuelle est fixé par l'Assemblée pour chaque personne visée à l'article 10. Ce montant est calculé en ce qui concerne chacun des Etats contractants:

a) dans la mesure où la contribution est destinée à régler les sommes visées au paragraphe 1 *i*), alinéas *a*) et *b*), sur la base d'une somme fixe par tonne d'hydrocarbures donnant lieu à contribution et reçus dans un Etat contractant par cette personne pendant l'année civile précédente, et

b) dans la mesure où la contribution est destinée à régler les sommes visées au paragraphe 1 *i*), alinéa *c*), du présent article, sur la base d'une somme fixe par tonne d'hydrocarbures donnant lieu à contribution et reçus par cette personne au cours de l'année civile précédant celle où s'est produit l'événement considéré, si cet Etat est partie à la Convention à la date à laquelle est survenu l'événement.

3. Les sommes mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus sont calculées en divisant le total des contributions à verser par le total des quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues, au cours de l'année considérée, dans l'ensemble des Etats contractants.

4. L'Assemblée arrête le pourcentage de la contribution annuelle qui est payable immédiatement en espèces ainsi que la date de versement. Le reste est payable sur avis de l'Administrateur.

5. Dans les cas et conditions qui seront fixés par le règlement intérieur, l'Administrateur du Fonds est autorisé à demander à un contributaire de produire une garantie financière pour les sommes dont il est débiteur.

6. Toute demande de versement au titre du paragraphe 4 est formulée auprès de chaque contributaire dont la contribution est déterminée au marc le franc en fonction de la somme totale à recueillir.

Article 13

1. Le montant de toute contribution arriérèe visée à l'article 12 est accru d'un intérêt dont le taux est fixé pour chaque année civile par l'Assemblée, étant entendu que différents taux peuvent être fixés selon les circonstances.

2. Chaque Etat contractant veille à prendre des dispositions pour qu'il soit satisfait à l'obligation de contribuer au Fonds, conformément aux dispositions de la présente Convention, pour les hydrocarbures reçus sur le territoire de cet Etat; il prend toutes mesures législatives appropriées, y compris les sanctions qu'il juge nécessaires, pour que cette obligation soit efficacement remplie, sous réserve toutefois que ces mesures ne visent que les personnes qui sont tenues de contribuer au Fonds.

3. Si une personne qui est tenue, en vertu des dispositions des articles 10 et 11, de verser des contributions, ne remplit pas ses obligations en ce qui concerne la totalité ou une partie de cette contribution et que le retard apporté au paiement excède trois mois, l'Administrateur prendra, au nom du Fonds, toutes mesures appropriées à l'égard de cette personne en vue d'obtenir le recouvrement des sommes dues. Toutefois, si le contributaire défaillant est manifestement insolvable ou si les circonstances le justifient, l'Assemblée peut, sur la recommandation de l'Administrateur, décider de renoncer à toute action contre le contributaire.

Article 14

1. Tout Etat contractant peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ainsi qu'à tout moment ultérieur, déclarer qu'il assume lui-même les obligations qui incombent, aux termes de la présente Convention, à toute personne tenue de contribuer au Fonds, en vertu de l'article 10, paragraphe 1, pour les hydrocarbures qu'elle a reçus sur le territoire de cet Etat. Une telle déclaration est faite par écrit et doit préciser les obligations qui sont assumées.

2. Si la déclaration visée au paragraphe 1 est faite avant l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 40, elle est adressée au Secrétaire général de l'Organisation qui la communique à l'Administrateur après l'entrée en vigueur de la Convention.

3. Toute déclaration faite, conformément au paragraphe 1, après l'entrée en vigueur de la présente Convention est adressée à l'Administrateur.

4. Tout Etat qui a fait la déclaration visée par les dispositions du présent article peut la retirer sous réserve d'adresser une notification écrite à l'Administrateur. La notification prend effet trois mois après sa date de réception.

5. Tout Etat lié par une déclaration faite conformément au présent article est tenu, dans toute procédure judiciaire intentée devant un tribunal compétent et relative au respect de l'obligation définie dans cette déclaration, de renoncer à l'immunité de juridiction qu'il aurait pu invoquer.

Article 15

1. Chaque Etat contractant s'assure que toute personne qui reçoit, sur son territoire, des hydrocarbures donnant lieu à contribution e quantités telles qu'elle est tenue de contribuer au Fonds figure sur une liste établie et tenue à jour par l'Administrateur conformément aux dispositions suivantes.

2. Aux fins prévues au paragraphe 1, tout Etat contractant communique par écrit à l'Administrateur, à une date qui sera fixée dans le règlement intérieur, le nome et l'adresse de toute personne qui est tenue, en ce qui concerne cet Etat, de contribuer au Fonds conformément à l'article 10, ainsi que des indications sur les quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues par cette personne au cours de l'année civile précédente.

3. La liste fait foi jusqu'à preuve contraire pour établir quelles sont, à un moment donné, les personnes tenues, en vertu de l'article 10, paragraphe 1, de contribuer au Fonds et pour déterminer, s'il y a lieu, les quantités d'hydrocarbures sur la base desquelles est fixé le montant de la contribution de chacune de ces personnes.

Organisation et administration

Article 16

Le Fonds comprend une Assemblée, un Secrétariat dirigé par un Administrateur et, conformément aux dispositions de l'article 21, un Comité exécutif.

Assemblée

Article 17

L'Assemblée se compose de tous les Etats contractants.

Article 18

Sous réserve des dispositions de l'article 26, l'Assemblée a pour fonctions:

1) d'élire, à chaque session ordinaire, un président et deux vice-présidents qui restent en fonctions jusqu'à la session ordinaire suivante;

2) d'établir son propre règlement intérieur, pour ce qui n'aura pas été expressément prévu par la présente Convention;

3) d'adopter le règlement intérieur du Fonds nécessaire à son bon fonctionnement;

4) de nommer l'Administrateur, d'édicter des règles en vue de la nomination des autres membres du personnel nécessaires et de fixer les conditions d'emploi de l'Administrateur et des autres membres du personnel;

5) d'adopter le budget annuel et de fixer les contributions annuelles;

6) de nommer les commissaires aux comptes et d'approuver les comptes du Fonds;

7) d'approuver le règlement des demandes d'indemnisation adressées au Fonds, de se prononcer sur la répartition entre les demandeurs du montant disponible au titre de la réparation des dommages conformément à l'article 4, paragraphe 5, et de fixer les conditions dans lesquelles peuvent être effectués des versements provisoires afin que les victimes de dommages par pollution soient indemnisées le plus rapidement possible;

8) d'élire, parmi les membres de l'Assemblée, ceux qui feront partie du Comité exécutif, conformément aux articles 21, 22 et 23;

9) d'instituer tous organes subsidiaires, permanents ou temporaires, qu'elle juge necessaires;

10) de déterminer parmi les Etats qui ne sont pas parties à la Convention et parmi les organisations intergouvernementales ou internationales non gouvernementales ceux qui seront autorisés à participer, sans droit de vote, aux sessions de l'Assemblée, du Comité exécutif et des organes subsidiaires;

11) de donner à l'Administrateur, au Comité exécutif et aux organes subsidiaires toutes instructions relatives à la gestion du Fonds;

12) d'approuver les rapports et de contrôler les activités du Comité exécutif;

13) de veiller à la bonne application des dispositions de la Convention et de ses propres décisions;

14) de s'acquitter de toute autre fonction qui est de sa compétence aux termes de la présente Convention ou qui est nécessaire au bon fonctionnement du Fonds.

Article 19

1. L'Assemblée se réunit en session ordinaire, chaque année civile, sur convocation de l'Administrateur. Toutefois, si l'Assemblée a délégué au Comité exécutif les fonctions prévues à l'article 18, paragraphe 5, elle ne tiendra de session ordinaire que tous les deux ans.

2. L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation de l'Administrateur à la demande du Comité exécutif ou d'un tiers au moins des membres de l'Assemblée. Elle peut également être convoquée à l'initiative de l'Administrateur, après consultation du Président de l'Assemblée. Les membres sont informés de ces sessions par l'Administrateur au moins trente jours à l'avance.

Article 20

La majorité des membres de l'Assemblée constitue le quorum requis pour ses réunions.

Comité exécutif

Article 21

Le Comité exécutif doit être constitué lors de la première session ordinaire de l'Assemblée qui suit la date à laquelle quinze Etats sont parties à la présente Convention.

Article 22

1. Le Comité exécutif se compose d'un tiers des membres de l'Assemblée, ce chiffre ne devant toutefois pas être inférieur à sept ni supérieur à quinze. Lorsque le nombre des membres de l'Assemblée n'est pas divisible par trois, le tiers est calculé en prenant le chiffre immédiatement supérieur divisible par trois.

2. Lors de l'élection des membres du Comité exécutif, l'Assemblée:

a) veille à assurer une répartition géographique équitable des sièges du Comité sur la base d'une représentation satisfaisante des Etats parties à la Convention qui sont particulièrement exposés aux risques de pollution par les hydrocarbures et des Etats parties à la Convention qui possèdent d'importantes flottes de navires pétroliers;

b) élit la moitié des membres du Comité ou, si le total des membres à élire est un nombre impair, un nombre équivalent à la moitié du nombre total des membres moins un parmi les Etats parties à la Convention sur le territoire desquels ont été reçues, au cours de l'année civile précédente, les plus grandes quantités d'hydrocarbures devant être prises en considération aux termes de l'article 10. Toutefois, le nombre des Etats éligibles aux termes du présent alinéa est limité de la manière indiquée dans le tableau ci-dessous:

Nombre total des membres du Comité	Nombre d'Etats éligibles en vertu de l'alinéa *b*)	Nombre d'Etats à élire en vertu de l'alinéa *b*)
7	5	3
8	6	4
9	6	4
10	8	5
11	8	5
12	9	6
13	9	6
14	11	7
15	11	7

3. Un membre de l'Assemblée qui est éligible mais n'est pas élu en vertu des dispositions de l'alinéa *b*), ne sera pas éligible aux autres sièges du Comité exécutif.

Article 23

1. Les membres du Comité exécutif restent en fonctions jusqu'à la clôture de la session ordinaire suivante de l'Assemblée.

2. Aucun Etat membre de l'Assemblée ne peut être élu au Comité exécutif pour plus de deux mandats consécutifs, si ce n'est pour satisfaire aux dispositions de l'article 22.

Article 24

Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par année civile, après un préavis de trente jours, sur convocation de l'Administrateur qui agit de sa propre initiative ou à la demande du Président ou d'un tiers au moins de ses membres. Il se réunit à tout endroit qu'il juge approprié.

Article 25

Deux tiers au moins des membres du Comité exécutif constituent le quorum requis pour ses réunions.

Article 26

1. Le Comité exécutif a pour fonctions:

a) d'élire son Président et d'adopter son propre règlement intérieur, pour les matières qui ne font pas l'objet des dispositions expresses de la Convention, et

b) d'assumer et d'exercer aux lieu et place de l'Assemblée les fonctions suivantes:

i) édicter des règles en vue de la nomination du personnel nécessaire, autre que l'Administrateur, et fixer les conditions d'emploi de ce personnel;

ii) approuver le règlement des demandes d'indemnisation présentées au Fonds et prendre à cet effet toutes autres mesures nécessaires prévues à l'article 18, paragraphe 7;

iii) donner à l'Administrateur toutes instructions relatives à l'administration du Fonds et veiller à la bonne application par l'Administrateur, de la Convention, des décisions de l'Assemblée et des propres décisions du Comité;

c) de s'acquitter de toute autre fonction qui lui est confiée par l'Assemblée.

2. Le Comité exécutif établit et publie chaque année un rapport sur les activités du Fonds au cours de l'année civile précédente.

Article 27

Les membres de l'Assemblée qui ne sont pas membres du Comité exécutif ont le droit d'assister aux réunions de celui-ci en qualité d'observateurs.

Secrétariat

Article 28

1. Le Secrétariat comprend l'Administrateur et le personnel qui est nécessaire à l'administration du Fonds

2. L'Administrateur est le représentant légal du Fonds.

Article 29

1. L'Administrateur est le plus haut fonctionnaire du Fonds. Sous réserve des instructions qui lui sont données par l'Assemblée et par le Comité exécutif, il s'acquitte des fonctions qui lui sont dévolues aux termes de la présente Convention et du règlement intérieur et de celles qui lui sont attribuées par l'Assemblée et par le Comité exécutif.

2. Il lui incombe notamment:

a) de nommer le personnel nécessaire à l'administration;

b) de prendre toute mesure utile à la bonne gestion des actifs du Fonds;

c) de recouvrer les contributions dues en vertu de la présente Convention, en observant notamment les dispositions de l'article 13, páragraphe 3;

d) de faire appel aux services d'experts juridiques, financiers ou autres, dans la mesure où leur assistance est nécessaire au règlement des demandes introduites contre le Fonds ou à l'exercice d'autres fonctions de celui-ci;

e) de prendre toutes mesures en vue du règlement des demandes d'indemnisation présentées au Fonds, dans les limites et conditions fixées par le règlement intérieur, y compris le règlement final des demandes d'indemnisation sans l'approbation préalable de l'Assemblée ou du Comité exécutif, si le règlement intérieur en dispose ainsi;

f) d'établir et de présenter à l'Assemblée ou au Comité exécutif, suivant le cas, les états financiers et les prévisions budgétaires pour chaque année civile;

g) d'assister le Comité exécutif dans la préparation du rapport visé au paragraphe 2 de l'article 26;

h) d'élaborer, rassembler et diffuser les notes, documents, ordres du jour, comptes rendus et renseignements requis pour les travaux de l'Assemblée, du Comité exécutif et des organes subsidiaires.

Article 30

Dans l'exercice de leurs devoirs, l'Administrateur ainsi que le personnel nommé et les experts désignés par lui ne sollicitent ou n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité étrangère au Fonds. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux. Chaque Etat contractant s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions de l'Administrateur ainsi que du personnel nommé et des experts désignés par celui-ci et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

Finances

Article 31

1. Chaque Etat partie à la Convention prend à sa charge les rémunérations, frais de déplacement et autres dépenses de sa délégation à l'Assemblée et de ses représentants au Comité exécutif et dans les organes subsidiaires.

2. Toute autre dépense engagée pour le fonctionnement du Fonds est à la charge de ce dernier.

Vote

Article 32

Le vote à l'Assemblée et au Comité exécutif est régi par les dispositions suivantes:

a) chaque membre dispose d'une voix;

b) sauf dispositions contraires de l'article 33, les décisions de l'Assemblée et du Comité exécutif sont prises à la majorité des membres présents et votants;

c) lorsqu'une majorité des trois quarts ou des deux tiers est requise, à la majorité des trois quarts ou des deux tiers des membres présents;

d) aux fins du présent article, l'expression « membres présents » signifie « membres présents à la séance au moment du vote ». Le membre de phrase « membres présents et votants » désigne les « membres présents et exprimant un vote affirmatif ou négatif ». Les membres qui s'abstiennent sont considérés comme ne votant pas.

Article 33

1. Les décisions suivantes de l'Assemblée exigent une majorité des trois quarts:

a) l'augmentation du montant maximal de l'indemnisation à la charge du Fonds, conformément aux dispositions de l'article 4, paragraphe 6;

b) toute décision prise conformément aux dispositions de l'article 5, paragraphe 4, relative au remplacement des instruments mentionnés dans le paragraphe en question;

c) l'attribution au Comité exécutif des fonctions prévues à l'article 18, paragraphe 5.

2. Les décisions suivantes de l'Assemblée exigent une majorité des deux tiers:

a) toute décision, prise conformément aux dispositions de l'article 13, paragraphe 3, de renoncer à une action en justice contre un contributaire;

b) la nomination de l'Administrateur conformément aux dispositions de l'article 18, paragraphe 4;

c) la création d'organes subsidiaires conformément à l'article 18, paragraphe 9.

Article 34

1. Le Fonds, ses avoirs, revenus y compris les contributions et autres biens sont exonérés de tout impôt direct dans tous les Etats contractants.

2. Lorsque le Fonds effectue des achats importants de biens mobiliers ou immobiliers ou fait exécuter des prestations de services importantes, nécessaires à l'exercice de ses activités officielles et dont le prix comprend des droits indirects ou des taxes à la vente, les gouvernements des Etats membres prennent, chaque fois qu'ils le peuvent, des dispositions appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

3. Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique.

4. Le Fonds est exonéré de tous droits de douane, taxes et autres impôts connexes à l'égard des objets importés ou exportés par lui ou en son nom pour son usage officiel. Les objets ainsi importés ne seront pas cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

5. Les personnes qui contribuent au Fonds aussi bien que les victimes et propriétaires de navires qui reçoivent des versements du Fonds restent soumis à la législation fiscale de l'Etat où ils sont imposables, sans que la présente Convention ne leur confère d'exemption ni d'autre avantage fiscal.

6. Les renseignements concernant chaque contributaire fournis aux fins de la présente Convention ne sont pas divulgués en dehors du Fonds, sauf si cela est absolument nécessaire pour permettre au Fonds de s'acquitter de ses fonctions, notamment en tant que demandeur ou défendeur dans une action en justice.

7. Quelle que soit leur réglementation actuelle ou future en matière de contrôle des changes ou de transferts de capitaux, les Etats contractants autorisent, sans aucune restriction, les transferts et versements des contributions au Fonds ainsi que des indemnités payées par le Fonds.

Article 35

1. Le Fonds n'est tenu à aucune obligation en vertu des articles 4 à 5 pour des événements qui se produisent dans un délai de cent vingt jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. Les demandes d'indemnisation visées à l'article 4 et les demandes de prise en charge financière visées à l'article 5 qui découlent d'événements survenus plus de cent vingt jours et, au plus tard deux cent quarante jours, après l'entrée en vigueur de la présente Convention ne peuvent être présentées au Fonds avant l'expiration d'un délai de deux cent quarante jours à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 36

Le Secrétaire général de l'Organisation convoque l'Assemblée pour sa première session. Cette session se tient dès que possible après l'entrée en vigueur de la Convention et, en tout cas, dans un délai de trente jours, à compter de la date de cette entrée en vigueur.

Clauses finales

Article 37

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui ont signé la Convention sur la responsabilité ou qui y adhèrent et à tous les Etats représentés à la Conférence de 1971 sur la création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures. La Convention reste ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1972.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, la présente Convention est ratifiée, acceptée ou approuvée par les Etats qui l'ont signée.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les Etats qui n'ont pas signé la présente Convention, peuvent y adhérer.

4. Seuls les Etats qui ont ratifié, accepté ou approuvé la Convention sur la responsabilité ou qui y ont adhéré, peuvent ratifier, accepter ou approuver la présente Convention ou y adhérer.

Article 38

1. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention à l'égard de tous les Etats contractants à la Convention ou après l'accomplissement de toutes les mesures requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement à l'égard desdits Etats, est réputée s'appliquer à la Convention modifiée par l'amendement.

Article 39

Avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout Etat doit, lors du dépôt d'un instrument visé à l'article 38, paragraphe 1, et ultérieurement chaque année à une date désignée par le Secrétaire général de l'Organisation, communiquer au Secrétaire général de l'Organisation le nom et l'adresse des pesonnes qui, pour cet Etat, seraient tenues de contribuer au Fonds, en application de l'article 10, ainsi que les renseignements sur les quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues sur le territoire de cet Etat par ces personnes au cours de l'année civile précédente.

Article 40

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date à laquelle les conditions suivantes sont remplies:

a) au moins huit Etats ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation, et

b) le Secrétaire général de l'Organisation a été informé, conformément à l'article 39, que les personnes qui seraient tenues, dans ces Etats, de contribuer au Fonds en application de l'article 10, ont reçu, au cours de l'année civile précédente, au moins 750 millions de tonnes d'hydrocarbures donnant lieu à contribution.

2. Toutefois, la présente Convention ne peut entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur de la Convention sur la responsabilité.

3. Pour chacun des Etats qui ratifient, acceptent, approuvent la Convention ou y adhèrent ultérieurement, elle entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cet Etat de l'instrument approprié.

Article 41

1. La présente Convention peut être dénoncée par l'un quelconque des Etats contractants à tout moment à compter de la date à laquelle la Convention entre en vigueur à l'égard de cet Etat.

2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3. La dénonciation prend effet un an après la date de dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être spécifiée dans cet instrument.

4. Toute dénonciation de la Convention sur la responsabilité civile constitue une dénonciation de la présente Convention. Elle prend effet à la date à laquelle la dénonciation de la Convention sur la responsabilité civile prend elle-même effet conformément au paragraphe 3 de l'article XVI de cette dernière Convention.

5. Nonobstant toute dénonciation faite par un Etat contractant conformément au présent article, les dispositions de la présente Convention sur l'obligation de verser une contribution en vertu de l'article 10 pour un événement survenu dans les conditions prévues à l'article 12, paragraphe 2 *b*), avant que la dénonciation ne prenne effet, continuent de s'appliquer.

Article 42

1. Tout Etat contractant peut, dans un délai de quatre-vingt-dix jours après le dépôt d'un instrument de dénonciation qui entraînera, à son avis, une augmentation considérable du niveau des contributions des autres Etats contractants, demander à l'Administrateur de convoquer l'Assemblée en session extraordinaire. L'Administrateur convoque l'Assemblée dans un délai de soixante jours après la réception de la demande.

2. L'Administrateur peut, de sa propre initiative, convoquer l'Assemblée en session extraordinaire dans un délai de soixante jours après le dépôt d'un instrument de dénonciation s'il considère que cette dénonciation entraînera, à son avis, une augmentation considérable du niveau des contributions des autres Etats contractants.

3. Si au cours d'une session extraordinaire tenue conformément au paragraphe 1 ou 2, l'Assemblée décide que la dénonciation entraînera une augmentation considérable du niveau des contributions pour les autres Etats contractants, chacun de ces Etats peut, au plus tard cent vingt jours avant la date à laquelle la dénonciation prend effet, dénoncer la présente Convention. Cette dénonciation prend effet à la même date.

Article 43

1. La présente Convention cesse d'être en vigueur lorsque le nombre des Etats contractants devient inférieur à trois.

2. Les Etats contractants qui sont liés par la présente Convention la veille du jour où elle cesse d'être en vigueur, prennent toutes les mesures nécessaires pour que le Fonds puisse exercer les fonctions prévues à l'article 44 et, pour ces fins seulement, restent liés par la présente Convention.

Article 44

1. Au cas où la présente Convention cesserait d'être en vigueur, le Fonds:

a) devra assumer ses obligations relatives à tout événement survenu avant que la Convention ait cessé d'être en vigueur;

b) pourra exercer ses droits en matière de recouvrement des contributions dans la mesure ou ces dernières sont nécessaires pour lui permettre de remplir les obligations visées à l'alinéa *a*), y compris les frais d'administration qu'il devra engager à cet effet.

2. L'Assemblée prendra toute mesure nécessaire en vue de la liquidation du Fonds, y compris la distribution équitable des sommes et biens demeurant à l'actif du Fonds, entre les personnes ayant versé des contributions.

3. Aux fins du présent article, le Fonds demeure une personne juridique.

Article 45

1. L'Organisation peut convoquer une conférence ayant pour objet de réviser ou d'amender la présente Convention.

2. L'Organisation convoque une conférence des Etats contractants ayant pour objet de réviser ou d'amender la présente Convention à la demande du tiers au moins des Etats contractants à cette Convention.

Article 46

1. La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation:

a) informe tous les Etats qui ont signé la Convention ou y ont adhéré:

i) de toute signature nouvelle ou dépôt d'instrument nouveau et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;

ii) de la date d'entrée en vigueur de la Convention;

iii) de toute dénonciation de la Convention et de la date à laquelle cette dénonciation prend effet;

b) transmet des copies conformes de la présente Convention à tous les Etats signataires de cette Convention et à tous les Etats qui y adhèrent.

Article 47

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général de l'Organisation en transmet une copie conforme au Secrétariat des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 48

La présente Convention est établie en un seul exemplaire en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi. Le Secrétariat de l'Organisation en fait préparer des traduction officielles en langues russe et espagnole qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles, le dix-huit décembre mil neuf cent soixante et onze.

Pour le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire :

Sous réserve de ratification

M. AIT CHAALAL

18 décembre 1971

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

A. LILAR

18 décembre 1971

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil :

G. E. DO NASCIMENTO E SILVA

18 décembre 1971

Pour le Gouvernement de la République de Finlande :

Subject to ratification

OTSO WARTIOVAARA

28 novembre 1972

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

Suject to ratification

RUPPRECHT VON KELLER

RUDOLF FRANTA

18 décembre 1971

Pour le Gouvernement de la République du Ghana :

Subject to ratification

Y. K. QUARTEY

18 décembre 1971

Pour le Gouvernement de l'Irlande :

Subject to ratification

DONAL O'SULLIVAN

21 décembre 1972

Pour le Gouvernement du Japon :

Subject to ratification

HARUKI MORI

28 décembre 1972

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

J. L. R. HUYDECOPER

22 décembre 1972

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :

PAUL KOHT
21 décembre 1972

Pour le Gouvernement de la République populaire de Pologne :
Subject to ratification

R. PIETRASZEK
18 décembre 1971

Pour le Gouvernement de la République portugaise :
Sous réserve de ratification

CARLOS MANUEL SEQUEIRA BRAGA PIMENTEL
18 décembre 1971

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :
Subject to ratification

ULF K. NORDENSON
18 décembre 1971

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse :
Sous réserve de ratification

W. MULLER
18 décembre 1971

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Subject to ratification

G. R. W. BRIGSTOCKE
18 décembre 1971

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :
Subject to ratification

ALDEN LOWELL DOUD

EUGENE A. MASSEY
18 décembre 1971

Pour le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie :
Sous réserve de ratification

VLADISLAV BRAJKOVIĆ
18 décembre 1971

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE INTERNAZIONALE SULL'ISTITUZIONE DI UN FONDO INTERNAZIONALE PER L'INDENNIZZO DEI DANNI DERIVANTI DA INQUINAMENTO DA IDROCARBURI

(destinata a completare la Convenzione internazionale del 1969 sulla responsabilità civile per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi)

Gli Stati parti della presente Convenzione, essendo parti della Convenzione Internazionale sulla responsabilità civile per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi, adottata a Bruxelles il 29 novembre 1969,

Consci dei rischi di inquinamento causati dal trasporto internazionale di idrocarburi alla rinfusa,

Convinti della necessità di assicurare un equo risarcimento alle persone che hanno subito dei danni risultanti da un inquinamento dovuto a fughe o a scarico di idrocarburi dalle navi,

Considerando che la Convenzione internazionale del 29 novembre 1969 sulla responsabilità civile per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi costituisce un notevole progresso per il raggiungimento di tale scopo, in quanto crea un regime di risarcimento per tali danni negli Stati contraenti, come per i costi delle misure preventive, che siano adottate sul territorio di tali Stati o al di fuori di tale territorio, per evitare o limitare tali danni,

Considerando tuttavia che tale regime, pur imponendo al proprietario della nave un obbligo finanziario supplementare, non accorda in tutti i casi un risarcimento soddisfacente alle vittime di danni causati da inquinamento da idrocarburi,

Considerando inoltre che le conseguenze economiche dei danni da inquinamento risultanti da fughe o da scarichi di idrocarburi trasportati alla rinfusa per mare non dovrebbero essere sopportate esclusivamente dai proprietari delle navi, ma dovrebbero essere sopportate in parte da coloro che hanno interessi finanziari nel trasporto degli idrocarburi,

Convinti della necessità di istituire un sistema di risarcimento che completi quello della Convenzione internazionale sulla responsabilità civile per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi, al fine di assicurare un risarcimento soddisfacente alle vittime dei danni da inquinamento e allo scopo di esonerare al tempo stesso il proprietario della nave dall'obbligo finanziario supplementare che gli viene imposto dalla detta Convenzione,

Prendendo atto della risoluzione sulla istituzione di un fondo internazionale di risarcimento per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi, adottata il 29 novembre 1969 dalla Conferenza giuridica internazionale sui danni imputabili all'inquinamento delle acque marine,

Hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Disposizioni generali

Articolo 1

Ai sensi della presente Convenzione,

1. Per « Convenzione sulla responsabilità » si intende la Convenzione internazionale sulla responsabilità civile per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi, adottata a Bruxelles il 29 novembre 1969.

2. I termini « nave », « persona », « proprietario », « idrocarburi », « danno da inquinamento », « misura preventiva » « evento » e « Organizzazione », sono interpretati conformemente all'articolo 1 della Convenzione sulla responsabilità, restando tuttavia inteso che ogni volta che tali termini si riferiscono alla nozione di idrocarburi con il termine « idrocarburi » si intendono esclusivamente gli idrocarburi minerali stabili.

3. Per « idrocarburi che danno luogo a contributi » si intendono il « petrolio greggio » e la « nafta », la cui definizione viene precisata nei seguenti sottoparagrafi *a*) e *b*):

a) « petrolio greggio » significa ogni miscela liquida di idrocarburi proveniente dal sottosuolo sia allo stato naturale, che sottoposto a trattamenti per permetterne il trasporto. Tale definizione comprende i petroli greggi liberati da alcuni distillati (a volte definiti come « greggi predistillati ») e quelli ai quali sono stati aggiunti alcuni distillati (a volte conosciuti sotto il nome di greggi « fluidificati » o « ricostituiti »);

b) « nafta » indica, i distillati pesanti o i residui del petrolio greggio o le miscele di tali prodotti destinati ad essere utilizzati come carburanti per la produzione di calore o di energia, di una qualità equivalente alla « descrizione applicabile ai combustibile numero quattro (indicazione D. 396-69) dell'« American Society for testing and materials » o più pesante di tale combustibile.

4. Per « franco » si intende l'unità di cui al paragrafo 9 dell'articolo V della Convenzione sulla responsabilità.

5. « Stazza della nave » si intende conformemente al paragrafo 10 dell'articolo V della Convenzione sulla responsabilità.

6. « Tonnellate » nel caso di idrocarburi, significa tonnellata metrica.

7. « Garante » significa ogni persona che fornisca una assicurazione od altra garanzia finanziaria per coprire la responsabilità del proprietario della nave in base al paragrafo 1 dell'articolo VII della Convenzione sulla responsabilità.

8. Per « impianto terminale » si intende ogni area di stoccaggio di idrocarburi alla rinfusa che permetta di ricevere idrocarburi trasportati per via marittima, ivi compreso ogni impianto situato al largo e collegato con detta area.

9. Quando un evento consiste in una successione di fatti, si ritiene che abbia avuto luogo alla data in cui si è verificato il primo di tali fatti.

Articolo 2

1. Viene costituito, dalla presente Convenzione, un « Fondo internazionale di risarcimento per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi », qui appresso indicato « Il Fondo ». Viene creato per gli scopi seguenti:

a) assicurare il risarcimento per i danni da inquinamento nella misura in cui la protezione che deriva dalla Convenzione sulla responsabilità sia insufficiente;

b) esonerare il proprietario della nave dall'obbligo finanziario supplementare che gli impone la Convenzione sulla responsabilità, detto esonero restando soggetto alle condizioni che mirano a garantire il rispetto delle Convenzioni sulla sicurezza marittima ed altre Convenzione;

c) raggiungere gli obiettivi connessi previsti dalla presente Convenzione.

2. In ogni Stato contraente, il Fondo viene riconosciuto come persona giuridica che può, in base alla legge di tale Stato assicurare diritti ed obblighi ed essere parte in ogni procedimento iniziato avanti i tribunali di detto Stato. Ogni Stato contraente deve riconoscere l'Amministratore del Fondo (qui appresso denominato « l'Amministratore » come il rappresentante legale del Fondo).

Articolo 3

La presente Convenzione si applica:

1) per quanto attiene al risarcimento di cui all'articolo 4, ai soli danni da inquinamento che si sono verificati sul territorio di uno Stato contraente, ivi compreso il suo mare territoriale, nonché alle misure di sicurezza destinate a prevenire o a limitare tali danni;

2) per quanto attiene alla assunzione dell'onere finanziario dei proprietari di navi e dei loro garanti, prevista all'articolo 5, ai soli danni da inquinamento causati sul territorio di uno Stato parte della Convenzione sulla responsabilità, ivi compreso il suo mare territoriale, da una nave immatricolata in uno Stato contraente o battente bandiera di tale Stato, nonché alle misure di sicurezza destinate a prevenire o a limitare tali danni.

Risarcimento e assunzione dell'onere finanziario

Articolo 4

1. Per adempiere alle funzioni di cui al paragrafo 1 *a*) dell'articolo 2, il Fondo è tenuto a risarcire chiunque abbia subito un danno da inquinamento se tale persona non è stata in grado di ottenere un equo risarcimento dei danni in base alla Convenzione sulla responsabilità per uno dei seguenti motivi:

a) la Convenzione sulla responsabilità non prevede alcuna responsabilità per i danni in questione;

b) il proprietario responsabile ai sensi della Convenzione sulla responsabilità è incapace, per motivi finanziari, di adempiere completamente ai suoi obblighi ed ogni garanzia finanziaria che abbia potuto essere sottoscritta in applicazione dell'articolo VII della detta Convenzione non copre i danni in questione e non è sufficiente a soddisfare le richieste di risarcimento di tali danni. Il proprietario è considerato incapace, per motivi finanziari, ad adempiere ai suoi obblighi e la garanzia è ritenuta insufficiente, se la vittima del danno da inquinamento, dopo aver preso tutte le ragionevoli misure al fine di esercitare i ricorsi consentiti, non ha potuto ottenere integralmente l'ammontare delle indennità che gli sono dovute ai sensi della Convenzione sulla responsabilità;

c) i danni eccedono la responsabilità del proprietario, limitata ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo V della Convenzione sulla responsabilità o ai sensi di ogni altra Convenzione aperta alla firma, alla ratifica o all'adesione, alla data della presente Convenzione.

Ai fini del presente articolo le spese sostenute e i sacrifici affrontati volontariamente dal proprietario per evitare o ridurre un inquinamento sono considerati, se ragionevoli, come danni da inquinamento.

2. Il Fondo è esonerato da ogni obbligo ai sensi del precedente paragrafo nei casi seguenti:

a) se esso prova che il danno da inquinamento risulta da un atto di guerra, di ostilità, di una guerra civile o di insurrezione o è imputabile a fughe o scarichi di idrocarburi provenienti da

una nave da guerra o da altra nave appartenente ad uno Stato o gestita da tale Stato e adibita esclusivamente, al momento dell'evento ad un servizio di Stato non commerciale, o

b) se il richiedente non può provare che il danno è imputabile ad un evento che coinvolge uno o più navi.

3. Se il Fondo prova che il danno da inquinamento risulta totalmente o in parte, sia dal fatto che la persona che l'ha subito ha agito o mancato di agire con l'intenzione di causare un danno, sia dalla negligenza di tale persona, il Fondo può essere esonerato totalmente o in parte dal proprio obbligo di risarcire la detta persona tranne per quanto attiene alle misure preventive di cui al paragrafo 1. Il Fondo è, in ogni modo, esonerato nella misura in cui il proprietario ha potuto esserlo ai sensi del paragrafo 3 dell'articolo III della Convenzione sulla responsabilità.

4. *a*) Salvo quanto disposto altrimenti dal sottoparagrafo, *b*), l'ammontare totale dei risarcimenti che il Fondo deve versare per un determinato evento in base al presente articolo è limitato in modo che la somma di tale ammontare e dell'ammontare degli indennizzi effettivamente versati, in base alla Convenzione sulla responsabilità, per risarcire i danni da inquinamento verificatisi sul territorio degli Stati contraenti, ivi compresa ogni assunzione di obbligo finanziario di cui il Fondo dovrà far beneficiare il proprietario in applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 5, della presente Convenzione non ecceda i 450 milioni di franchi.

b) L'ammontare totale dei risarcimenti che il Fondo deve versare in base al presente articolo per danni da inquinamento risultante da un fenomeno naturale a carattere eccezionale, inevitabile o irresistibile, non può superare i 450 milioni di franchi.

5. Se l'ammontare delle richieste contro il Fondo supera l'ammontare totale delle indennità che il Fondo deve versare in base al paragrafo 4, l'ammontare disponibile in base alla Convenzione sulla responsabilità ed alla presente Convenzione è ripartito proporzionalmente fra i richiedenti sulla base dei crediti riconosciuti.

6. L'Assemblea del Fondo (qui appresso indicata « L'Assemblea ») può decidere, tenuto conto dell'esperienza acquisita nel corso di eventi precedenti ed in particolare dell'ammontare dei danni che ne sono risultati nonché delle fluttuazioni monetarie, di modificare l'ammontare di 450 milioni di franchi, previsto ai sottoparagrafi *a*) e *b*) del paragrafo 4, con la riserva tuttavia che tale ammontare non sia in alcun caso superiore a 900 milioni di franchi o inferiore a 450 milioni di franchi. L'ammontare riveduto sarà applicabile agli eventi sopraggiunti successivamente alla data in cui è stata presa la decisione che modifica l'ammontare iniziale.

7. A richiesta di uno Stato contraente, il Fondo mette i propri servigi a disposizione di tale Stato nella misura in cui essi sono necessari per aiutarlo a disporre rapidamente del personale, del materiale e dei servizi di cui ha bisogno per adottare misure intese a prevenire o a limitare un danno da inquinamento risultante da un evento per il quale il Fondo può essere chiamato a versare risarcimenti in base alla presente Convenzione.

8. Il Fondo può, alle condizioni che dovranno essere precisate nel regolamento interno, accordare facilitazioni di pagamento per permettere l'adozione di misure preventive contro i danni da inquinamento risultante da un evento per il quale il Fondo può essere chiamato a versare indennità in base alla presente Convenzione.

Articolo 5

1. Per adempiere alle funzioni previste dal paragrafo 1 *b*) dell'articolo 2, il Fondo è tenuto ad accollarsi gli obblighi del proprietario e del suo garante. Tale obbligo non esiste che per la parte dell'ammontare totale della responsabilità, ai sensi della Convenzione sulla responsabilità, che:

a) supera 1.500 franchi per tonnellate di stazza della nave o i 125 milioni di franchi, ove quest'ultimo ammontare sia inferiore, e

b) non supera i 2.000 franchi per tonnellata di stazza della detta nave o i 210 milioni di franchi, ove quest'ultimo ammontare sia inferiore, a condizione tuttavia che il Fondo sia esonerato da ogni obbligo ai sensi del presente paragrafo se i danni da inquinamento risultano da colpa del proprie-prietario stesso.

2. L'Assemblea può decidere che il Fondo assumerà, nelle condizioni che saranno determinate dal regolamento interno, gli obblighi di un garante nei confronti delle navi di cui al paragrafo 2 dell'articolo 3, per quanto attiene alla parte di responsabilità di cui al paragrafo 1 del presente articolo. Tuttavia, il Fondo non assume detti obblighi che su domanda del proprietario e a condizione che questi sottoscriva una assicurazione sufficiente od altra garanzia finanziaria che copre la sua responsabilità sino a concorrenza di 1.500 franchi per tonnellata di stazza della nave o di 125 milioni di franchi, se quest'ultimo ammontare è inferiore. Ove il Fondo assuma tali obblighi si ritiene che il proprietario, in ciascuno degli Stati contraenti, abbia adempiuto alle disposizioni dell'articolo VII della Convenzione sulla responsabilità per quanto attiene alla parte della responsabilità summenzionata.

3. Il Fondo può essere esonerato, in tutto o in parte, dagli obblighi che gli incombono verso il proprietario e il suo garante in base ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo, ove provi che, per colpa personale del proprietario:

a) la nave da cui provengono gli idrocarburi che hanno causato il danno da inqinamento non ha osservato le disposizioni di cui:

i) alla Convenzione internazionale per la prevenzione dell'inquinamento delle acque del mare da idrocarburi, adottata nel 1954 e modificata nel 1962, o

ii) alla Convenzione internazionale del 1960 per la salvaguardia della vita umana in mare, o

iii) alla Convenzione internazionale del 1966 sulle linee di massimo carico, o

iv) le regole internazionali del 1960 per prevenire le collisioni in mare; o

v) gli emendamenti alle Convenzioni di cui sopra che saranno stati dichiarati importanti ai sensi dell'articolo XVI, paragrafo 5) della Convenzione di cui all'alinea *i*) dell'articolo IX, paragrafo *e*), della Convenzione di cui all'alinea *ii*) e dell'articolo 29, paragrafi 3) *d*) o 4) *d*) della Convenzione di cui all'alinea *iii*), a condizione tuttavia che tali emendamenti siano stati in vigore da almeno dodici mesi al giorno dell'evento; e

b) l'incidente o il danno sia dovuto in tutto in parte al fatto che le dette disposizioni non sono state osservate.

Le disposizioni del presente paragrafo sono applicabili, sia che lo Stato nel quale la nave è immatricolata o di cui batte bandiera sia o meno parte dello Strumento in causa.

4. Quando una nuova Convenzione diretta a sostituire in tutto o in parte uno degli strumenti previsti al paragrafo 3 sia entrata in vigore, l'Assemblea può decidere, almeno con sei mesi di anticipo, la data in cui la nuova convenzione sostituirà, in tutto o in parte, lo strumento che vi è previsto, ai fini del paragrafo 3. Tuttavia, ogni Stato parte della presente Convenzione può, prima di tale data, inviare all'Amministratore una dichiarazione in base alla quale tale Stato non riconosce detta sostituzione. In tal caso, la decisione dell'Assemblea sarà senza efficacia nei confronti di ogni nave immatricolata in tale Stato o battente la bandiera di tale Stato al momento dell'evento. Ogni Stato può, in data successiva, revocare tale dichiarazione, che in ogni caso cessa di avere efficacia quando lo Stato diviene parte di una nuova Convenzione.

5. Se una nave osserva le disposizioni di un emendamento di uno degli strumenti di cui al paragrafo 3, o quelle di una nuova Convenzione, quando tale emendamento o tale convenzione siano destinati a sostituire in tutto o in parte tale strumento, si ritiene che la nave abbia osservato, per l'applicazione del paragrafo 3, le disposizioni di tale strumento.

6. Quando il Fondo, agendo in qualità di garante, in base al paragrafo 2, ha versato delle indennità per danni da inquinamento in conformità delle disposizioni della Convenzione sulla responsabilità, esso è in diritto di ricorrere contro il proprietario nella misura in cui il Fondo stesso sarebbe stato, in base al paragrafo 3, esonerato dai suoi obblighi di indenizzare il proprietario in base al paragrafo 1.

7. Se ragionevoli, le spese sostenute e i sacrifici affrontati volontariamente dal proprietario per evitare o ridurre un inquinamento, sono ritenuti ai fini del presente articolo come danni coperti dalla responsabilità del proprietario.

Articolo 6

1. I diritti all'indennizzo previsti dall'articolo 4 e all'assunzione degli oneri finanziari di cui all'articolo 5 si prescrivono in mancanza di azione intentata in applicazione delle disposizioni di tali articoli, o di notifica fatta conformemente al paragrafo 6 dell'articolo 7, nei tre anni successivi alla data in cui si è verificato il danno. Tuttavia, nessuna azione giudiziaria può essere intentata dopo sei anni a decorrere dalla data in cui si è verificato l'evento che ha cagionato il danno.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo precedente, il diritto del proprietario o del suo garante di presentare al Fondo una domanda di accollo degli oneri finanziari conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 5, non decade in alcun caso prima dello spirare di un termine di sei mesi a partire dalla data in cui il proprietario o il suo garante è venuto a conoscenza di una azione intrapresa contro di lui in base alla Convenzione sulla responsabilità.

Articolo 7

1. Subordinatamente alle disposizioni che seguono, non può essere intentata una azione di indennizzo contro il Fondo in base all'articolo 4, o ai fini dell'assunzione di oneri finanziari in base all'articolo 5 se non che davanti ai tribunali competenti ai sensi dell'articolo IX della Convenzione sulla responsabilità, per le azioni contro il proprietario che è responsabile dei danni da inquinamento risultanti dall'evento in questione o che ne sarebbe stato responsabile in mancanza delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo III della Convenzione sulla responsabilità.

2. Ogni Stato contraente rende i propri tribunali competenti per ogni azione contro il Fondo di cui al paragrafo 1.

3. Ove un'azione per il risarcimento di un danno da inquinamento sia intentata avanti un tribunale competente, ai sensi dell'articolo IX della Convenzione sulla responsabilità, contro il proprietario di una nave o contro il suo garante, il tribunale investito della questione è il solo competente a conoscere di ogni domanda di risarcimento dello stesso danno o di assunzione di oneri finanziari che si riferisce ad essa introdotta contro il Fondo conformemente all'articolo 4 o 5 della presente Convenzione. Tuttavia, se un'azione di risarcimento di un danno da inquinamento viene intentata in base alla Convenzione sulla responsabilità avanti un tribunale di uno Stato che è parte della Convenzione sulla responsabilità senza essere nello stesso tempo parte della presente Convenzione, ogni azione contro il Fondo di cui all'articolo 4 o al paragrafo 1 dell'articolo 5 della presente Convenzione può, a scelta del richiedente, essere intentata sia davanti il tribunale competente dello Stato in cui si trova la sede principale del Fondo, sia davanti ogni tribunale di uno Stato Parte di questa Convenzione che sia competente in base all'articolo IX della Convenzione sulla responsabilità.

4. Ogni Stato contraente è tenuto ad adottare tutte le disposizioni necessarie perché il Fondo possa intervenire quale parte in ogni procedimento giudiziario intrapreso, conformemente all'articolo IX della Convenzione sulla responsabilità, avanti il tribunale competente di tale Stato, contro il proprietario di una nave o il suo garante.

5. Salvo disposizioni contrarie del paragrafo 6, il Fondo non è vincolato da alcuna sentenza o altre decisioni resa in seguito ad un procedimento giudiziario, nè da alcuna composizione amichevole di cui non sia stato parte.

6. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 4, se un'azione di risarcimento di danni da inquinamento è stata intentata avanti un tribunale competente di uno Stato contraente contro un proprietario o il suo garante, ai sensi della Convenzione sulla responsabilità, la legge nazionale dello Stato in questione deve permettere ad ogni parte del procedimento di notificare tale azione al Fondo. Se tale notifica è stata fatta secondo le modalità prescritte dalla legge dello Stato in cui si trova il tribunale investito, lasciando al Fondo un termine sufficiente per poter intervenire utilmente come parte del procedimento, ogni sentenza resa dal tribunale in tale procedimento e che sia divenuta definitiva ed esecutiva nello Stato in cui è stata pronunciata è opponibile al Fondo, anche se quest'ultimo non è intervenuto nel procedimento, nel senso che esso non ha il diritto di contestare i motivi e il dispositivo della sentenza.

Articolo 8

Fatta salva ogni decisione relativa alla ripartizione di cui al paragrafo 5 dell'articolo 4, ogni sentenza resa contro il Fondo da un tribunale competente in base ai paragrafi 1 e 3 dell'articolo 7, e che, nello Stato d'origine, è divenuta esecutiva e non può più formare oggetto di ricorso ordinario, è riconosciuta esecutiva in ogni Stato contraente alle condizioni previste dall'articolo X della Convenzione sulla responsabilità.

Articolo 9

1. Fatte salve le disposizioni dell'articolo 5, il Fondo acquista per surrogazione, nei confronti di ogni somma da esso versata, conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 4, della presente Convenzione, in risarcimento dei danni da inquinamento, tutti i diritti che, in base alla Convenzione sulla responsabilità, sarebbero devoluti alla persona così indennizzata e che la stessa avrebbe potuto far valere contro il proprietario o il suo garante.

2. Nessuna disposizione della presente Convenzione pregiudica i diritti di ricorso o di surrogazione del Fondo contro persone diverse da quelle previste ai paragrafi precedenti. In ogni ipotesi il Fondo gode del diritto di surrogazione nei confronti di tali persone, diritto che non potrebbe essere minore di quello di cui dispone l'assicuratore della persona indennizzata od assunta in carico.

3. Fatti salvi gli altri eventuali diritti di surrogazione o di ricorso contro il Fondo, uno Stato contraente o un organismo di tale Stato che abbia versato, in base alla propria legge nazionale, degli indennizzi per danni da inquinamento, è surrogato nei diritti che la persona indennizzata avrebbe avuto in base alla presente Convenzione.

Contributi

Articolo 10

1. I contributi al Fondo sono versati, per quanto concerne ciascuno degli Stati contraenti, da ogni persona che, nel corso dell'anno solare di cui al paragrafo 1 dell'articolo 11, per quanto riguarda i contributi iniziali, ed al paragrafo 2 *a*) o *b*) dell'articolo 12, per quanto riguarda i contributi annuali, abbia ricevuto in totale dei quantitativi superiori alle 150.000 tonnellate:

a) di idrocarburi soggetti a contributo trasportati per mare sino a destinazione in porti o in impianti terminali situati sul territorio di tale Stato, e

b) di idrocarburi soggetti a contributo trasportati per mare e scaricati in un porto o in un impianto terminale di uno Stato non contraente, in ogni impianto situato sul territorio di uno Stato contraente, restando inteso che gli idrocarburi soggetti a contributo non sono tenuti in conto, in base al presente sottoparagrafo, che dal momento del loro primo ricevimento nello Stato contraente dopo il loro scarico nello Stato non contraente.

2. *a*) Ai fini del paragrafo 1 del presente articolo, quando l'ammontare totale dei quantitativi di idrocarburi soggetti a contributo che sono stati ricevuti nel corso di un anno solare da una persona sul territorio di uno Stato contraente e dei quantitativi di idrocarburi soggetti a contributo che sono stati ricevuti nel corso dello stesso anno su tale territorio ad uno o più persone associate, superi le 150.000 tonnellate, tale persona è tenuta a versare dei contributi calcolati in funzione dei quantitativi di idrocarburi effettivamente ricevuti da detta persona, nonostante il fatto che tali quantitativi non superino le 150.000 tonnellate.

b) Per « Persona associata » si intende ogni filiale o entità sotto controllo comune. La legge nazionale dello Stato interessato determina le persone che rientrano in questa definizione.

Articolo 11

1. Per ciò che concerne ciascuno degli Stati contraenti, l'ammontare dei contributi inizial che deve versare ciascuna delle persone di cui all'articolo 10, è calcolato sulla base di una somma fissa per tonnellata di idrocarburi soggetti a contributo, e da essa ricevuti nel corso dell'anno solare che precede quello in cui la presente Convenzione è entrata in vigore nei confronti di tale Stato.

2. L'ammontare di cui al paragrafo 1 è determinato dall'Assemblea nei due mesi successivi all'entrata in vigore della presente Convenzione. In tale occasione, l'Assemblea deve, per quanto possibile, fissare tale ammontare in modo che il totale dei contributi iniziali sia uguale a 75 milioni di franchi se tali contributi corrispondono al 90 per cento dei quantitativi di idrocarburi soggetti a contributo trasportati nel mondo via mare.

3. I contributi iniziali sono versati, per quanto riguarda ciascuno degli Stati contraenti, nei tre mesi che seguono l'entrata in vigore della Convenzione nei confronti di tale Stato.

Articolo 12

1. Per determinare, ove se ne dia il caso, l'ammontare dei contributi annuali dovuti da ogni persona di cui all'articolo 10, l'Assemblea fissa per ogni anno solare, tenendo conto della necessità di disporre di sufficienti liquidi, un preventivo presentato sotto forma di bilancio, nel modo seguente:

i) *Spese*

a) costi e spese previsti per l'amministrazione del Fondo nel corso dell'anno considerato e a copertura di ogni deficit risultante dalle operazioni degli anni precedenti;

b) versamenti che il Fondo dovrà verosimilmente effettuare nel corso dell'anno considerato per liquidare gli indennizzi dovuti in applicazione degli articoli 4 e 5, quando l'ammontare totale delle somme versate, ivi compreso il rimborso dei prestiti contratti anteriormente dal Fondo per assolvere i suoi obblighi, non superi i 15 milioni di franchi per evento.

c) versamenti che il Fondo dovrà verosimilmente effettuare nel corso dell'anno considerato per liquidare le somme dovute in applicazione degli articoli 4 e 5, ivi copreso il rimborso dei prestiti contratti anteriormente dal Fondo per assolvere i suoi obblighi, quando l'ammontare totale degli indennizzi supera i 15 milioni di franchi per evento.

ii) *Proventi*

a) Eccedente risultante dalle operazioni degli anni precedenti, ivi compresi gli interessi che potrebbero essere riscossi.

b) Contributi iniziali dovuti nel corso dell'anno.

c) Contributi annuali che potranno essere necessari per equilibrare il bilancio.

d) Ogni altro provento.

2. L'ammontare del contributo annuale per ogni persona di cui all'articolo 10 è fissato dall'Assemblea. Tale ammontare è calcolato per quanto attiene a ciascuno degli Stati contraenti:

a) nella misura in cui il contributo è destinato a liquidare la somma di cui al paragrafo 1 *i*), sottoparagrafo *a*) e *b*), in base ad una somma fissa per tonnellata di idrocarburi soggetti a contributo e ricevuti in uno Stato contraente da tale persona nel corso del precedente anno solare, e

b) nella misura in cui il contributo è destinato a liquidare le somme di cui al paragrafo 1 *i*) sottoparagrafo *c*) del presente articolo, in base ad una somma fissa per tonnellata di idrocarburi soggetti a contributo e ricevuti da tale persona nel corso dell'anno solare precedente a quello in cui si è verificato l'evento considerato, se tale Stato è parte della Convenzione alla data in cui si è verificato l'evento.

3. Le somme di cui al precedente paragrafo 2 sono calcolate dividendo il totale dei contributi da versare per il totale dei quantitativi di idrocarburi soggetti a contributi che sono stati ricevuti, nel corso dell'anno considerato, nell'insieme degli Stati contraenti.

4. L'Assemblea fissa la percentuale del contributo annuo che è pagabile immediatamente in contanti, nonché la data del versamento. Il resto è pagabile su disposizione dell'Amministratore.

5. Nei casi e nelle condizioni che saranno fissati dal regolamento interno, l'Amministratore del Fondo è autorizzato a chiedere ad un contribuente di fornire una garanzia finanziaria per le somme di cui è debitore.

6. Ogni richiesta di versamento in base al paragrafo 4 è formulata presso ogni contribuente ed il suo contributo è determinato proporzionalmente in funzione della somma totale da raccogliere.

Articolo 13

1. L'ammontare di ogni contributo arretrato di cui all'articolo 12 viene accresciuto di un interesse il cui tasso è fissato dall'Assemblea per ogni anno solare, restando inteso che, a seconda delle circostanze, possono essere fissati tassi diversi.

2. Ogni Stato contraente vigila a dare le disposizioni necessarie perché venga soddisfatto l'obbligo di contribuire al Fondo, conformemente alle disposizioni della presente Convenzione per gli idrocarburi ricevuti sul suo territorio; esso adotta tutte le misure legislative del caso, ivi comprese le sanzioni che ritiene necessarie, perché tale obbligo sia efficacemente soddisfatto, con la riserva che tali misure non interessino che le persone che sono tenute a contribuire al Fondo.

3. Se una persona che è tenuta, in base alle disposizioni degli articoli 10 e 11, a versare dei contributi, non adempie i propri obblighi per quanto attiene alla totalità o ad una parte di tale contributo ed il ritardo nel pagamento supera i tre mesi, l'Amministratore adotterà, a nome del Fondo, tutte le misure del caso nei confronti di tale persona allo scopo di ottenere il ricupero delle somme dovute. Tuttavia, se il contribuente inadempiente è palesemente insolvibile o se le circostanze lo giustificano, l'Assemblea può, su raccomandazione dell'Amministratore, decidere di rinunciare ad ogni azione contro il contribuente.

Articolo 14

1. Ogni Stato contraente può, al momento del deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione, nonché in ogni momento successivo, dichiarare di assumere esso stesso gli obblighi che incombono, ai sensi della presente Convenzione, ad ogni persona tenuta a contribuire al Fondo,

in base al paragrafo 1 dell'articolo 10, per gli idrocarburi che essa ha ricevuto sul territorio di tale Stato. Una tale dichiarazione viene fatta per iscritto e deve precisare gli obblighi che vengono assunti.

2. Se la dichiarazione di cui al paragrafo 1 è fatta prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione conformemente all'articolo 40, essa va indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione che la comunica all'Amministratore dopo l'entrata in vigore della Convenzione.

3. Ogni dichiarazione fatta, in conformità del paragrafo 1, dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, va indirizzata all'Amministratore.

4. Ogni Stato che abbia fatto la dichiarazione prevista dalle disposizioni del presente articolo può revocarla riservandosi di inviare una notifica scritta all'Amministratore. La notifica ha efficacia tre mesi dopo la data del suo ricevimento.

5. Ogni Stato vincolato da una dichiarazione fatta in conformità del presente articolo è tenuto, in ogni procedimento giudiziario intentato avanti un tribunale competente e relativo al rispetto dell'obbligo definito in tale dichiarazione, a rinunciare all'immunità giurisdizionale che avrebbe potuto invocare.

Articolo 15

1. Ogni Stato contraente si accerta che ogni persona che riceve, sul suo territorio, idrocarburi soggetti a contributo in quantità tali da essere tenuta a contribuire al Fondo, sia iscritta in un elenco redatto e tenuto aggiornato dall'Amministratore in conformità delle disposizioni seguenti:

2. Ai fini previsti dal paragrafo 1, ogni Stato contraente comunica per iscritto all'Amministratore, alla data che sarà fissata nel regolamento interno, il nome e l'indirizzo di ogni persona che è tenuta, per quanto riguarda tale Stato, a contribuire al Fondo conformemente all'articolo 10, unitamente alle indicazioni sui quantitativi di idrocarburi soggetti a contributo che sono stati ricevuti da queste persone nel corso del precedente anno solare.

3. L'elenco fa fede sino a prova contraria per stabilire quali siano, in un dato momento, le persone tenute, in base al paragrafo 1 dell'articolo 10, a contribuire al Fondo e per determinare, ove occorra, i quantitativi di idrocarburi in base ai quali viene fissato l'ammontare dei contributi di ciascuna di tali persone.

Organizzazione e amministrazione

Articolo 16

Il Fondo è costituito da un'Assemblea, un Segretariato diretto da un Amministratore e, in conformità delle disposizioni dell'articolo 21, da un Comitato esecutivo.

Assemblea

Articolo 17

L'Assemblea è composta da tutti gli Stati contraenti.

Articolo 18

Subordinatamente alle disposizioni dell'articolo 26, le funzioni dell'Assemblea sono le seguenti:

1) di eleggere, nel corso di ogni sessione ordinaria, un presidente e due vice-presidenti che restano in carica sino alla seguente sessione ordinaria;

2) di fissare il proprio regolamento interno, per quanto non sarà stato previsto espressamente dalla presente Convenzione;

3) di adottare il regolamento interno del Fondo, necessario al suo buon funzionamento;

4) di nominare l'Amministratore, di emanare le norme per le nomine degli altri membri del personale necessari e di fissare le condizioni di impiego dell'Amministratore e degli altri membri del personale;

5) di preparare il bilancio annuale e di fissare i contributi annui;

6) di nominare i revisori dei conti e di approvare i conti del Fondo;

7) di approvare la liquidazione delle richieste di risarcimento indirizzate al Fondo, di pronunziarsi sulla ripartizione, fra i richiedenti, dell'ammontare disponibile a titolo di risarcimento dei danni in conformità del paragrafo 5, dell'articolo 4, e di fissare le condizioni alle quali possono essere effettuati dei versamenti provvisori affinché le vittime dei danni da inquinamento siano indennizzate il più rapidamente possibile;

8) di eleggere, fra i membri dell'Assemblea, coloro che faranno parte del Comitato esecutivo, conformemente agli articoli 21, 22 e 23;

9) di istituire tutti gli organi sussidiari, permanenti o temporanei, che ritiene necessari;

10) di determinare fra gli Stati che non sono parti della Convenzione e fra le organizzazioni intergovernative o internazionali non governative, quelli che saranno autorizzati a partecipare, senza diritto di voto, alle sessioni dell'Assemblea, del Comitato esecutivo e degli organi sussidiari;

11) di dare all'Amministratore, al Comitato esecutivo e agli organi sussidiari tutte le istruzioni relative alla gestione del Fondo;

12) di approvare i rapporti e di controllare le attività del Comitato esecutivo;

13) di vigilare sulla buona applicazione delle disposizioni della Convenzione e delle sue decisioni;

14) di adempiere ad ogni altra funzione di sua competenza ai sensi della presente Convenzione o che sia necessaria al buon funzionamento del Fondo.

Articolo 19

1. L'Assemblea si riunisce in sessione ordinaria, ogni anno, su convocazione dell'Amministratore. Tuttavia, ove l'Assemblea abbia delegato al Comitato esecutivo le funzioni previste al paragrafo 5 dell'articolo 18, essa non terrà sessione ordinaria che ogni due anni.

2. L'Assemblea si riunisce in sessione straordinaria su convocazione dell'Amministratore a richiesta del Comitato esecutivo o di almeno un terzo dei membri dell'Assemblea. Essa può anche essere convocata per iniziativa dell'Amministratore, previa consultazione con il Presidente dell'Assemblea. I membri sono informati di tali sessioni dall'Amministratore, almeno trenta giorni prima.

Articolo 20

La maggioranza dei membri dell'Assemblea costituisce il *quorum* richiesto per le sue riunioni.

Comitato esecutivo

Articolo 21

Il Comitato esecutivo deve essere costituito nel corso della prima sessione ordinaria dell'Assemblea successiva alla data in cui quindici Stati sono parti della presente Convenzione.

Articolo 22

1. Il Comitato esecutivo è composto da un terzo dei membri dell'Assemblea, e tale cifra non deve tuttavia essere inferiore a sette, nè superiore a quindici. Quando il numero dei membri dell'Assemblea non è divisibile per tre, il terzo viene calcolato prendendo la cifra immediatamente superiore, che sia divisibile per tre.

2. Nel corso dell'elezione dei membri del Comitato esecutivo, l'Assemblea:

a) cerca di assicurare un'equa ripartizione geografica dei seggi del Comitato in base ad una soddisfacente rappresentanza degli Stati parti della Convenzione che sono particolarmente esposti ai rischi di inquinamento da idrocarburi e degli Stati parti della Convenzione che possiedono importanti flotte di petroliere;

b) elegge la metà dei membri del Comitato o, se il totale dei membri da eleggere è un numero dispari, un numero equivalente alla metà del numero totale dei membri meno uno fra gli Stati parti della Convenzione sul territorio dei quali sono stati ricevuti, nel corso del precedente anno solare, i maggiori quantitativi di idrocarburi che devono essere presi in considerazione ai sensi dell'articolo 10. Tuttavia, il numero degli Stati eleggibili ai sensi del presente sottoparagrafo viene limitato nel modo indicato nella seguente tabella:

Numero totale dei membri del Comitato	Numero di Stati eleggibili in base al sottoparagrafo *b*)	Numero di Stati da eleggere in base al sottoparagrafo *b*)
7	5	3
8	6	4
9	6	4
10	8	5
11	8	5
12	9	6
13	9	6
14	11	7
15	11	7

3. Un membro dell'Assemblea che è eleggibile ma che non viene eletto in base alle disposizioni del sottoparagrafo *b*), non sarà eleggibile agli altri seggi del Comitato esecutivo.

Articolo 23

1. I membri del Comitato esecutivo restano in carica sino alla chiusura della sessione ordinaria successiva dell'Assemblea.

2. Nessuno Stato membro dell'Assemblea può essere eletto al Comitato esecutivo per più di due mandati consecutivi, ad eccezione dei casi in cui ciò può rivelarsi necessario per adempiere le disposizioni dell'articolo 22.

Articolo 24

Il Comitato esecutivo si riunisce almeno una volta l'anno previo preavviso di trenta giorni, su convocazione dell'Amministratore che agisce di propria iniziativa o a richiesta del Presidente o di almeno un terzo dei suoi membri. Esso si riunisce in ogni luogo che ritiene conveniente.

Articolo 25

Almeno due terzi dei membri del Comitato esecutivo costituiscono il *quorum* richiesto per le sue riunioni.

Articolo 26

1. Le funzioni del Comitato esecutivo sono le seguenti:

a) eleggere il suo Presidente ed adottare il proprio regolamento interno, per le materie che non sono oggetto di particolari disposizioni della Convenzione, e

b) assumere ed esercitare in luogo dell'Assemblea le seguenti funzioni:

i) emanare norme per la nomina del personale necessario, diverso dall'Amministratore, e fissare le condizioni di impiego di detto personale;

ii) approvare la liquidazione delle domande di risarcimento presentate al Fondo e adottare a tale scopo tutte le altre misure necessarie previste dal paragrafo 7 dell'articolo 18;

iii) dare all'Amministratore tutte le istruzioni relative all'Amministrazione del Fondo e vigilare sulla buona applicazione, da parte dell'Amministratore, della Convenzione, delle decisioni dell'Assemblea e delle decisioni proprie del Comitato;

c) adempiere ogni altra funzione che viene ad esso affidata dall'Assemblea.

2. Il Comitato esecutivo redige e pubblica ogni anno un rapporto sulle attività del Fondo nel corso del precedente anno solare.

Articolo 27

I membri dell'Assemblea che non sono membri del Comitato esecutivo hanno il diritto di assistere alle riunioni di questo ultimo in qualità di osservatori.

Segretariato

Articolo 28

1. Il Segretariato comprende l'Amministratore e il personale necessario all'amministrazione del Fondo.

2. L'Amministratore è il rappresentante legale del Fondo.

Articolo 29

1. L'Amministratore è il più alto funzionario del Fondo. Subordinatamente alle istruzioni che gli vengono date dall'Assemblea e dal Comitato esecutivo, egli adempie le funzioni che gli sono affidate ai sensi della presente Convenzione e del regolamento interno nonché quelle che gli sono attribuite dall'Assemblea e dal Comitato esecutivo.

2. Ha il compito, in particolare:

a) di nominare il personale necessario all'amministrazione;

b) di adottare ogni misura utile alla buona gestione dei beni del Fondo;

c) di riscuotere i contributi dovuti in base alla presente Convenzione, osservando in particolare le disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 13;

d) di ricorrere ai servizi di esperti legali, finanziari o altri, nella misura in cui la loro assistenza è necessaria per il regolamento delle domande introdotte contro il Fondo o all'esercizio di altre funzioni di quest'ultimo;

e) adottare tutte le misure per sistemare le domande di risarcimento presentate al Fondo, nei limiti e alle condizioni fissate dal regolamento interno, ivi compresa la sistemazione finale delle domande di risarcimento senza la previa approvazione dell'Assemblea o del Comitato esecutivo ove il regolamento interno lo preveda;

f) di redigere e di presentare all'Assemblea o al Comitato esecutivo, a seconda dei casi, i rapporti finanziari e le previsioni di bilancio per ogni anno solare;

g) assistere il Comitato esecutivo nella preparazione del rapporto previsto dal paragrafo 2 dell'articolo 26;

h) elaborare, riunire e portare a conoscenza i documenti, le comunicazioni, gli ordini del giorno, i rendiconti e le informazioni richiesti per i lavori dell'Assemblea, del Comitato esecutivo e dei suoi organi sussidiari.

Articolo 30

Nello svolgimento dei loro compiti, l'Amministratore come il personale nominato e gli esperti designati da lui non sollecitano nè accettano istruzioni da alcun governo nè da alcuna autorità estranea al Fondo. Essi si astengono da ogni atto incompatibile con la loro posizione di funzionari internazionali. Ogni Stato contraente si impegna a rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni dell'Amministratore nonché del personale designato e degli esperti designati da quest'ultimo e a non cercare di influenzarli nello svolgimento dei loro compiti.

Finanze

Articolo 31

1. Ogni Stato parte della Convenzione prende a suo carico le rimunerazioni, le spese di viaggio e le altre spese della sua delegazione all'Assemblea e dei suoi rappresentanti in seno al Comitato esecutivo ed in seno agli organi sussidiari.

2. Ogni altra spesa sostenuta per il funzionamento del Fondo è a carico di quest'ultimo.

Voto

Articolo 32

Il voto in seno all'Assemblea e al Comitato esecutivo è regolato dalle seguenti disposizioni:

a) ogni membro dispone di un voto;

b) salvo disposizioni contrarie dell'articolo 33, le decisioni dell'Assemblea e del Comitato esecutivo sono adottate a maggioranza dai membri presenti e votanti;

c) quando sia richiesta una maggioranza dei tre quarti o dei due terzi, varia la maggioranza dei tre quarti o dei due terzi dei membri presenti;

d) ai fini del presente articolo, l'espressione « membri presenti » significa « membri presenti alla seduta al momento della votazione », la frase « membri presenti e votanti » indica i « membri presenti ed esprimenti un voto affermativo o negativo ». I membri che si astengono sono considerati come non votanti.

Articolo 33

1. Le seguenti decisioni dell'Assemblea esigono una maggioranza dei tre quarti:

a) l'aumento dell'ammontare massimo dell'indennizzo a carico del Fondo, conformemente alle disposizioni del pragrafo 6 dell'articolo 4;

b) ogni decisione presa in conformità delle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 5, relativa alla sostituzione degli strumenti di cui al paragrafo in questione;

c) l'attribuzione al Comitato esecutivo delle funzioni previste al paragrafo 5 dell'articolo 18,

2. Le seguenti decisioni dell'Assemblea esigono una maggioranza dei due terzi:

a) ogni decisione, adottata conformemente alle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 13, di rinunziare ad un'azione in giudizio contro un contribuente;

b) la nomina dell'Amministratore conformemente alle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 18;

c) la creazione di organi sussidiari conformemente al paragrafo 9 dell'articolo 18.

Articolo 34

1. Il Fondo, i suoi averi, i redditi, ivi compresi i contributi e gli altri beni sono esenti da ogni imposta diretta in tutti gli Stati contraenti.

2. Quando il Fondo effettua importanti acquisti di beni mobili o immobili o fa eseguire prestazioni di importanti servizi, necessari all'esercizio delle sue attività ufficiali e il cui prezzo comprende diritti indiretti o tasse sulla vendita, i governi degli Stati membri adottano, tutte le volte che è loro possibile, disposizioni opportune per l'esonero o il rimborso dell'ammontare di tali diritti e tasse.

3. Non si accorda alcun esonero per quanto riguarda le imposte, tasse e diritti che non costituiscono che la semplice remunerazione di servizi di pubblica utilità.

4. Il Fondo è esentato da ogni diritto doganale, tasse e altre imposte relative ad oggetti importati o esportati da esso o a suo nome per proprio uso ufficiale. Gli oggetti così importati non

potranno essere alienati nè a titolo oneroso nè a titolo gratuito sul territorio del paese nel quale saranno stati introdotti, a meno che ciò non avvenga a condizioni con cordate dal governo di tale paese.

5. Le persone che contribuiscono al Fondo, nonché le vittime ed i proprietari di navi che ricevono dei versamenti dal Fondo restano sottoposti alla legislazione fiscale dello Stato in cui sono imponibili, senza che la presente Convenzione conferisca loro esenzione o altro vantaggio fiscale.

6. Le informazioni relative a ciascun contribuente fornite ai fini della presente Convenzione non sono divulgate al di fuori del Fondo, a meno che ciò non sia assolutamente necessario per permettere al Fondo di adempiere le proprie funzioni, in particolare in quanto attore o convenuto in giudizio.

7. Indipendentemente dal loro attuale o futuro regolamento interno in materia di controllo dei cambi o di trasferimento di capitali, gli Stati contraenti autorizzano, senza alcuna restrizione, i trasferimenti e i versamenti dei contributi al Fondo nonché delle indennità pagate dal Fondo.

Articolo 35

1. Il Fondo non incorre in alcun obbligo in base agli articoli 4 e 5 per eventi che si verifichino entro un termine di centoventi giorni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione.

2. Le domande di risarcimento di cui all'articolo 4 e le domande di assunzione di oneri finanziari di cui all'articolo 5 che derivano da eventi sopraggiunti oltre i centoventi giorni e, non oltre i duecentoquaranta giorni, dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione non possono essere presentate al Fondo prima dello spirare di un termine di duecentoquaranta giorni a decorrere dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione.

Articolo 36

Il Segretario generale dell'Organizzazione convoca l'Assemblea per la sua prima sessione. Tale sessione si tiene appena possibile dopo l'entrata in vigore della Convenzione e, in ogni caso, entro un termine di 30 giorni, a decorrere dalla data di detta entrata in vigore.

Disposizioni finali

Articolo 37

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati che hanno firmato la Convenzione sulla responsabilità o che vi aderiscono e a tutti gli Stati rappresentati alla Conferenza del 1971 sulla creazione di un Fondo internazionale di risarcimento per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi. La Convenzione resta aperta alla firma sino al 31 dicembre 1972.

2. Subordinatamente alle disposizioni del paragrafo 4, la presente Convenzione viene ratificata, accettata o approvata dagli Stati che l'hanno firmata.

3. Subordinatamente alle disposizioni del paragrafo 4, gli Stati che non hanno firmato la presente Convenzione, possono aderirvi.

4. Soltanto gli Stati che hanno ratificato, accettato o approvato la Convenzione sulla responsabilità o vi hanno aderito, possono ratificare, accettare o approvare la presente Convenzione o aderirvi.

Articolo 38

1. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione si effettuano mediante il deposito di uno strumento in buona e debita forma presso il Segretario generale dell'Organizzazione.

2. Ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, depositato dopo l'entrata in vigore di un emendamento alla presente Convenzione nei confronti di tutti gli Stati contraenti della Convenzione o dopo l'adempimento di tutte le misure richieste per l'entrata in vigore dell'emendamento nei confronti dei detti Stati, è ritenuto applicarsi alla Convenzione modificata dall'emendamento.

Articolo 39

Prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione, ogni Stato deve, all'atto del deposito di uno strumento di cui al pargrafo 1 dell'articolo 38, e successivamente ogni anno nella data indicata dal Segretario generale dell'Organizzazione, comunicare al Segretario generale dell'Organizzazione il nome e l'indirizzo delle persone che, per tale Stato, sarebbero tenute a contribuire al Fondo, in applicazione dell'articolo 10, unitamente alle informazioni sui quantitativi di idrocarburi soggetti a contributi che sono stati ricevuti sul territorio di tale Stato da tali persone nel corso del precedente anno solare.

Articolo 40

1. La presente Convenzione entra in vigore novanta giorni dopo la data in cui sono soddisfatte le seguenti condizioni:

a) almeno otto Stati hanno depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione presso il Segretario generale dell'Organizzazione, e

b) il Segretario generale dell'Organizzazione è stato informato, conformemente all'articolo 39, che le persone che sarebbero tenute, in tali Stati, a contribuire al Fondo in applicazione dell'articolo 10, hanno ricevuto, nel corso del precedente anno solare, almeno 750 milioni di tonnellate di idrocarburi soggetti a contributi.

2. Tuttavia, la presente Convenzione non può entrare in vigore prima dell'entrata in vigore della Convenzione sulla responsabilità.

3. Per ciascuno degli Stati che ratifichino, accettino, approvino la Convenzione o che vi aderiscano successivamente, essa entra in vigore novanta giorni dopo la data del deposito dello Strumento appropriato da parte di tale Stato.

Articolo 41

1. La presente Convenzione può essere denunciata da uno qualsiasi degli Stati contraenti in ogni momento a decorrere dalla data in cui la Convenzione entra in vigore nei confronti di tale Stato.

2. La denuncia avviene mediante il deposito di uno strumento presso il Segretario Generale dell'Organizzazione.

3. La denuncia ha efficacia un anno dopo la data del deposito dello strumento presso il Segretario generale dell'Organizzazione o allo spirare di ogni periodo più lungo che potrebbe essere specificato in tale strumento.

4. Ogni denuncia della Convenzione sulla responsabilità civile costituisce una denuncia alla presente Convenzione. Essa ha efficacia alla stessa data in cui ha efficacia la denuncia della Convenzione sulla responsabilità civile in conformità del paragrafo 3 dell'articolo XVI di quest'ultima Convenzione.

5. Malgrado ogni denuncia fatta da uno Stato contraente conformemente al presente articolo, le disposizioni della presente Convenzione sull'obbligo di versare un contributo in base all'articolo 10 per un evento verificatosi alle condizioni previste dal paragrafo 2 *b*) dell'articolo 12, prima che la denuncia abbia efficacia, continuano a venire applicate.

Articolo 42

1. Ogni Stato contraente può, entro un termine di novanta giorni dopo il deposito di uno strumento di denuncia che comporterà, a suo avviso, un considerevole aumento del livello dei contributi degli altri Stati contraenti, chiedere all'Amministratore di indire l'Assemblea in sessione straordinaria. L'Amministratore convoca l'Assemblea entro un termine di sessanta giorni dopo il ricevimento della domanda.

2. L'Amministratore può, di sua iniziativa, indire l'Assemblea in sessione straordinaria entro un termine di sessanta giorni dopo il deposito di uno strumento di denuncia ove ritenga che tale denuncia comporti, a suo avviso, un notevole aumento del livello dei contributi degli altri Stati contraenti.

3. Se nel corso di una sessione straordinaria tenuta in conformità del paragrafo 1 o 2, l'Assemblea decide che la denuncia comporterà un notevole aumento del livello dei contributi per gli altri Stati contraenti, ciascuno di tali Stati può, non oltre centoventi giorni prima della data in cui la denuncia ha efficacia, denunciare la presente Convenzione. Tale denuncia acquista efficacia alla stessa data.

Articolo 43

1. La presente Convenzione cessa di avere vigore quando il numero degli Stati contraenti diventa inferiore a tre.

2. Gli Stati contraenti che sono vincolati dalla presente Convenzione alla vigilia del giorno in cui essa cessa di essere in vigore, adottano tutte le misure necessarie perché il Fondo possa esercitare le funzioni previste dall'articolo 44 e, soltanto a tale fine, restano vincolati dalla presente Convenzione.

Articolo 44

1. Nel caso in cui la presente Convenzione cessasse di avere vigore, il Fondo:

a) dovrà assumersi gli obblighi relativi ad ogni evento verificatosi prima che la Convenzione abbia cessato di avere vigore;

b) potrà esercitare i propri diritti in materia di ricupero dei contributi nella misura in cui questi ultimi sono necessari per permettergli di adempiere gli obblighi previsti al sottoparagrafo *a*), ivi comprese le spese amministrative che dovrà sostenere a tale scopo.

2. L'Assemblea adotterà ogni misura necessaria in vista della liquidazione del Fondo, ivi compresa un'equa ripartizione delle somme e dei beni che sono all'attivo del Fondo, tra le persone che hanno versato dei contributi.

3. Ai fini del presente articolo, il Fondo rimane una persona giuridica.

Articolo 45

1. L'Organizzazione può indire una Conferenza avente per oggetto la revisione o l'emendamento della presente Convenzione.

2. L'Organizzazione indice una Conferenza degli Stati contraenti avente per oggetto la revisione o l'emendamento della presente Convenzione a richiesta di almeno un terzo degli Stati contraenti della presente Convenzione.

Articolo 46

1. La presente Convenzione sarà depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione.

2. Il Segretario generale dell'Organizzazione:

a) informa tutti gli Stati che hanno firmato la Convenzione o che vi hanno aderito:

i) di ogni nuova firma o deposito di un nuovo strumento e della data in cui sono avvenuti tale firma o detto deposito;

ii) della data di entrata in vigore della Convenzione;

iii) di ogni denuncia della Convenzione e della data in cui tale denuncia ha efficacia;

b) trasmette copie conformi della presente Convenzione a tutti gli Stati firmatari della presente Convenzione nonché a tutti gli Stati che vi aderiscono.

Articolo 47

A decorrere dall'entrata in vigore della presente Convenzione, il Segretario generale dell'Organizzazione ne trasmette copia conforme al Segretariato delle Nazioni Unite per la registrazione e la pubblicazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo 48

La presente Convenzione viene redatta in un solo esemplare nelle lingue francese ed inglese, i due testi facenti ugualmente fede. Il Segretariato dell'Organizzazione ne farà fare traduzione ufficiale nelle lingue russa e spagnola che vengono depositate con l'originale sul quale sono apposte le firme.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti plenipotenziari, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Bruxelles, il diciotto dicembre millenovecentosettantuno.

(*Seguono le firme*).

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(7651076/3) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.